

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série
trimestriel

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 57 -- printemps / spring 2006

> [gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr) <

> <http://ggb.0catch.com> <

News in French and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

HOLOCAUSTE = SIONISME ?

LA DÉPORTATION PAR LA FORCE EST UN CRIME

LES CHIFFRES ?

UN MORT EST UN MORT DE TROP

L'IMMIGRATION PAR LA FORCE EST UN CRIME

LES CHIFFRES ?

UN IMMIGRÉ SIONISTE EST UN ENVAHISSEUR DE TROP

LE SIONISME EST UN CRIME

CONÇU AU XIX^e SIÈCLE

COMMIS EN PALESTINE DEPUIS 1917

MALGRÉ UNE RÉSISTANCE ACTIVE DEPUIS 1936

LE SIONISME EST UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

LE SIONISME EST UN RACISME

ÉRADIQUONS LE SIONISME

LES JUIFS DOIVENT QUITTER LA PALESTINE

QU'ILS ENSANGLANTENT TOUS LES JOURS

ET JUSQU'AU DERNIER.

"Nothing works better than gevalt," quipped the former Aipac staffer, using the Yiddish expression for alarm or dismay.

<http://www.forward.com/articles/7487> [gevalt veut dire "force"]

"I think of war with Iran as the ending of America's present role in the world. Iraq may have been a preview of that, but it's still redeemable if we get out fast. In a war with Iran, we'll get dragged down for 20 or 30 years. The world will condemn us. We will lose our position in the world." Zbigniew Brzezinski, April 2006.

SOMMAIRE

éditos

1 **A l'ombre du « paradis perdu »** Paul Kingsnorth

2 **Trois ans de borbier, un bilan,** par Serge Thion

- 3 Un article révélateur, et ses commentaires, Mouna Naïm
4 Le démocrate et l'arrachage des couilles, par Israël Shamir
5 Pour qui sonne le glas ? par Israël Shamir
6 Un printemps iranien à risques
1 - La Palestine martyrisée par les sauvages
"We will not sell our people or principles for foreign aid", Khalid Mish'al
Colonialisme culturel occidental et libre choix des Palestiniens, par Gilad Atzmon
Tous mes vœux au peuple de la Terre Sainte ! par Israël Adam Shamir
LES PALESTINIENS ONT VIRÉ LES COLLABOS !
Une étude américaine critique la politique pro-israélienne des Etats-Unis, Corinne Lesnes
2 - Guantanamo ou le déni du droit
Tortionnaires sans frontières, Sara Daniel
3 - L'Iraq des marais
LA CONSPIRATION DE SAMARRA, par Gilles Munier
Peace elusive in Iraqi city of Samarra, By Tom Lasseter
Hundreds of Iraqi academics and professionals
assassinated by death squads, By Sandy English
L'autre échec en Irak : l'économie, Eric Le Boucher
Irak: Les dépenses militaires américaines augmentent de 44 % à \$ 9.8 milliards par mois
Exit without a strategy Sami Ramadani
DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR LES ESCADRONS DE LA MORT
Iraqi Interior Minister denies running Shia death squads, by Kim Sengupta
U.S. Outsourcing Special Operations Larisa Alexandrovna
Le projet d'une bourse iranienne du pétrole, par Krassimir Petrov
Iran denies reports it will open euro oil exchange
Les 130.000 otages de Bush. Pourquoi les Etats-Unis n'attaqueront probablement pas l'Iran, par Andrew Cockburn
La domination sionistes aux US Entretien avec Jeffrey Blankfort réalisé par Silvia Cattori
4 - Le piège afghan
Un militaire français tué dans combats avec les talibans en Afghanistan
5 - Le ROW
" Les Temps modernes " : Franz Fanon et le nom " juif " Franck Nouchi
Y aurait-il plusieurs "Libertés d'expression" au pays de Molière ? Ginette Hess Skandrani
La France : un nouvel allié pour Bush ? par David Ignatius
Outcry in Germany as anti-Semitic film sells out By Tony Paterson
Comment j' ai passé mes 15 minutes de célébrité par William Blum
Antisémitisme : réalité et instrumentalisation par Pierre Stambul
Encore, sur les caricatures "danoises"... Ahmed Rami
GRANDE CONFÉRENCE SUR LE 9/11 À CHICAGO
NN
Olivier Mukuna, "Sur Le Ring", The Invention of Ancient Israel, Cherchez pas, *Le racisme de l'Etat d'Israël*, Seymour Hersch, les interventions américaines, Wilfred Burchett

Ce numéro de la gazette a été réalisé avec l'aide – volontaire ou involontaire – de Paul Kingsnorth, Serge Thion, Mouna Naïm, Khalid Mish'al, Gilad Atzmon, Corinne Lesnes, Sara Daniel, Gilles Munier, Tom Lasseter, Eric Le Boucher, Sami Ramadani, Kim Sengupta, Larisa Alexandrovna, Krassimir Petrov, Andrew Cockburn, Jeffrey Blankfort, Silvia Cattori, Ginette Hess Skandrani, William Blum, Pierre Stambul, Ahmed Rami, et beaucoup d'autres...

éditos

1 A l'ombre du « paradis perdu »

En Papouasie-Occidentale, il y a aussi des hommes : des Papous et des militaires indonésiens. Les premiers rêvent de liberté, les seconds occupent

Paul Kingsnorth

Je suis assis dans une petite maison de bois située dans les basses terres de la Papouasie-Occidentale, la partie ouest de l'île de Nouvelle-Guinée (Irian Jaya). Il fait nuit, mais l'atmosphère est moite et la température tropicale. Devant moi un des hommes les plus recherchés d'Indonésie est assis. « Tout ce que nous voulons, c'est la liberté. La liberté », me dit-il en me fixant intensément. Goliar Tabuni est un des chefs de la guérilla. Cela fait des dizaines d'années qu'il vit dans les forêts de Papouasie-Occidentale et se bat en vain contre les milliers de soldats qui occupent son pays. Ses hommes se battent avec des arcs et des flèches, quelques fusils cabossés, et ils ne peuvent pas gagner. Les leurs meurent les uns après les autres, et le reste du monde n'est même pas au courant. « Dis-leur, continue Goliar, dis-leur, en Europe, ce qui se passe ici. Si tu leur dis, ils nous aideront, n'est-ce pas ? » Je ne sais pas quoi lui répondre.

On parle rarement de la Papouasie-Occidentale, le pays natal de Goliar, dans les journaux. Quand cela se produit, les articles ressemblent toujours à ceux qui ont fait les gros titres ces derniers jours : de nouvelles espèces d'oiseaux de paradis ou de kangourous arboricoles ont été découvertes dans des forêts « inconnues » nichées dans des paysages montagneux - le « paradis de l'âge de la pierre » des tribus de Nouvelle-Guinée. Nous aimons à penser qu'un tel monde, paisible et hors du temps, existe vraiment.

La réalité est tout autre. La Papouasie-Occidentale est, à n'en pas douter, un endroit remarquable : enveloppé dans la deuxième plus grande forêt tropicale du monde après l'Amazonie, elle abrite 250 tribus qui y résident depuis quarante mille ans et parlent 300 langues distinctes. La majorité d'entre elles vivent toujours comme leurs ancêtres dans de petits villages, récoltant des patates douces, cultivant des palmiers sagoutiers et élevant des porcs.

Mais peu importe ce qu'on peut lire dans les guides de voyage, car la Papouasie-Occidentale est un pays occupé. C'est un pays dans lequel à vouloir se battre ouvertement pour la liberté on risque la torture, voire la mort. C'est un pays interdit aux journalistes étrangers et aux représentants des droits de l'homme, plein de militaires bien armés et prêts à intervenir au moindre signe de dissidence.

Jusqu'au milieu du XX^e siècle, ce territoire faisait partie des Indes orientales néerlandaises. En 1949, les Hollandais cédèrent la quasi-totalité de leur empire au nouvel Etat-nation d'Indonésie. Défendant néanmoins l'idée que la Papouasie-Occidentale se trouvait en Mélanésie et ne devrait par conséquent pas être rattachée à l'Asie, ils lui accordèrent l'indépendance en 1961. Trois mois plus tard, l'Indonésie envahissait le jeune pays. L'intervention des Nations unies qui s'ensuivit n'eut que peu d'incidence : la guerre froide battait son plein, et le bloc de l'Ouest - en particulier les Etats-Unis - avait à coeur d'apaiser l'Indonésie, qui était courtisée par l'URSS et la Chine. Pour « sauver la face », il fut conclu que l'ONU superviserait un référendum devant permettre aux Papous de choisir entre l'indépendance et le rattachement à l'Indonésie. En 1969, sept ans après l'invasion, l'ONU assista au trucage du vote sans ciller. En déclarant que les Papous étaient trop « primitifs » pour se faire à la démocratie, le gouvernement de Jakarta sélectionna 1 026 leaders papous « représentatifs » et les menaça de mort avant de leur demander de voter. Le résultat fut donc sans surprise.

L'Indonésie s'engagea ensuite dans une campagne de destruction de la culture papoue. Ceux qui résistaient étaient tués, torturés ou bien « disparaissaient ». Au moins 100 000 Papous ont été tués par les Indonésiens depuis le début de l'occupation. D'après certaines organisations de lutte pour les droits de l'homme, on serait en fait proche des 800 000 victimes. Les richesses naturelles locales - or, cuivre, bois, pétrole, gaz - ont été vendues à des sociétés indonésiennes ou étrangères. Des millions d'hectares de terres tribales ont été confisqués et les opposants prestement passés à la trappe. Les soldats ont assassiné, violé, torturé et brutalisé les Papous en toute impunité -, et le massacre continue.

Mais les choses sont peut-être en train de changer. Dans le monde, des organisations apparaissent qui s'efforcent de sensibiliser la communauté internationale. Au Royaume-Uni, une poignée de citoyens, dont je suis, a fondé l'initiative Free West Papua Campaign. Chaque jour, nous sommes contactés par des habitants de Papouasie-Occidentale qui risquent leur vie pour nous parler.

Pas plus tard que ces derniers mois, nous avons reçu des photographies de villages brûlés par l'armée et de gens affamés réfugiés dans la jungle. Nous avons entendu parler de dissidents tailladés au rasoir ou brûlés vif par les militaires. Nous avons entendu parler d'hommes jetés en prison pour dix ans simplement parce qu'ils avaient brandi le drapeau de la Papouasie-Occidentale en public.

Ce dont les habitants de ce pays ont désespérément besoin, comme me l'a dit Goliard ce soir-là, c'est d'attention. Le monde doit savoir ce qui se cache derrière les images paradisiaques.

Paul Kingsnorth est le cofondateur de l'initiative Free West Papua Campaign
www.freewestpapua.org
Le Monde du 21 février 2006

Voir aussi

The Secret War Against The Defenseless People Of West Papua **By John Pilger**

In 1993, I and four others travelled clandestinely across East Timor to gather evidence of the genocide committed by the Indonesian dictatorship. Such was the depth of silence about this tiny country that the only map I could find before I set out was one with blank spaces stamped "Relief Data Incomplete". Yet few places had been as defiled and abused by murderous forces. Not even Pol Pot had succeeded in despatching, proportionally, as many people as the Indonesian tyrant Suharto had done in collusion with the "international community".

Suite : <http://informationclearinghouse.info/article12268.htm>

2 Trois ans de borbier, un bilan

par **Serge Thion**

Plutôt que de faire notre propre analyse de ces trois ans de borbier et de rappeler méchamment que nous l'avons bien prévu, il nous a semblé intéressant de se mettre à l'écoute de cette espèce de rumeur qui émane des "milieux dirigeants" étatsuniens, cette petite société qui a voix au chapitre, indépendamment des options politiques et qui occupe les lieux stratégiques de la "communication", entre Washington, petite ville provinciale où tout le monde se connaît et se côtoie, et New York, caisse de résonance internationale, lieu de l'argent et centre de l'arrogance universitaire. Le cœur des affaires est entouré du chapelet des grandes universités de la "Ligue du lierre", symbole de l'ancienneté respectable.

Je crois avoir assez circulé dans cet univers clos pour décrypter le discours dominant sur l'Iraq, au moment du troisième anniversaire de la sauvage invasion de notre chère Mésopotamie. J'en ferais le résumé suivant:

La guerre est pour ainsi dire perdue. Les objectifs du petit groupe des néo-conservateurs qui a profité du 11 septembre pour déclencher la guerre à l'improviste ne sont pas et ne seront pas atteints : paix et "reconstruction", instauration d'un pouvoir politique pro-américain à Baghdad, création d'un réseau de grandes bases militaires permanentes au centre du Moyen-Orient pour la défense d'Israël et pour contrôler les routes présentes et futures du pétrole. Les objectifs, qui n'ont jamais été clairement exposés devant l'opinion américaine, doivent être revus à la baisse. La question aujourd'hui est celle du retrait des troupes. Tout le monde est à peu près d'accord pour dire que ce retrait est nécessaire, mais impossible maintenant. Toute spéculation sur un retrait proche tourne au scénario de cauchemar où les forces américaines, de moins en moins nombreuses, seraient attaquées en position de faiblesse. La question qui hante désormais les esprits est : le retrait oui, mais quand ? Dans plusieurs années, si on tient le coup jusque là.

Il y a deux guerres d'Iraq : celle qui se déroule là bas, dans un monde que les Américains ne connaissent pas, qu'ils ne comprennent pas. Et la guerre comme élément de l'opinion publique américaine, comme enjeu politique dans les échéances électorales. L'expérience montre que le système ne favorise pas la continuité des politiques. Il y a trois ans, l'opinion favorable à la guerre tournait autour de 75%. Aujourd'hui elle est à 29%. Il y aura des échéances et des redéfinitions des objectifs. Rappelons que sur le terrain aussi, les soldats et les responsables militaires connaissent une rotation rapide.

Sur le plan local, en Iraq, la situation est pire que jamais. Le gouvernement ne gouverne pas. Les ministères ne fonctionnent pas. Les hommes politiques, les "élus" vivent en vase clos dans la célèbre zone verte et ne s'aventurent pas dans la vraie ville. Le système d'apparences politiques, vite baptisé "démocratie" par le président, n'arrive même pas à produire le faux-semblant qui serait nécessaire

avant toute décision de retrait. Les militaires américains ont tendance à se replier dans leurs grandes bases, construites dans le désert, et à y fainéanter, comme le veut une solide tradition de cette armée où, rappelons-le, la proportion de combattants par rapport à ceux qui se livrent à des tâches de "soutien" reste incroyablement basse, mais en diminution par rapport à l'invasion elle-même. Les entreprises de "nettoyage" militaro-policière n'ont que des succès limités, localisés et temporaires. Les forces suscitées par l'occupant ne sont pas bonnes à grand'chose. La résistance n'est pas brisée, loin de là. Elle contrôle une bonne partie du territoire. Le pétrole ne coule pas, ils stagnent.

Les Américains se cachent, ou ignorent le fait que la résistance a pénétré l'arène politique. Elle n'a pas cherché à empêcher les élections. Il est évident qu'elle s'est infiltrée dans le parlement, comme elle s'est déjà infiltrée dans les forces de police et dans les services administratifs. On ne voit pas pourquoi elle se serait limitée à des actions de type militaire. Rappelons la formule gagnante des Vietnamiens: "Parler, parler, combattre, combattre".

On spéculé, dans ces milieux dirigeants américains, sur la possibilité ou la proximité d'une "guerre civile" en Iraq. En effet, la seule "pensée" politique que les cadres diplomatiques et militaires présents en Iraq (de jeunes diplômés des universités qui ont à peu près, comme équivalence, le niveau bac+0 ou bac-1) consiste à reconnaître des "communautés" et à organiser leur affrontement, en sorte qu'elles se neutralisent. Les Américains, comme toujours, projettent leurs fantasmes sociologiques sur une société qui ne fonctionne pas du tout selon cette ligne. On voit que la politique des attentats les plus graves vise à "fabriquer" ces communautés par l'effet de la terreur. Poussée à ce point, c'est une relative nouveauté que l'on peut attribuer à l'influence ou à la présence des techniciens israéliens de la manipulation politico-militaire. On peut lire sur le terrain la trace de leur "pensée". C'est une zone d'ombre pour les leaders d'opinion étatsuniens. Il faudra encore longtemps pour révéler au grand jour cette présence qui ne peut pas ne pas intervenir. L'opinion n'est pas encore prête à voir ce qui crève les yeux : l'existence d'une "Guerre secrète", avec les "escadrons de la mort" qui ont pour objectif d'allumer les feux d'une guerre civile, qui répugne profondément à toutes les sensibilités de l'opinion irakienne. On aurait dès lors une sorte de politique de la terre brûlée qui permettrait un retrait en douceur, pendant que les Irakiens se sauteraient à la gorge pour s'étriper les uns les autres.

Toute réflexion sur le retrait et la fin de cette guerre impossible à gagner entraîne des inquiétudes sur la "place" des États-Unis dans le monde, sur leur influence réelle dans la région du Proche-Orient et sur la défense de leurs intérêts, en particulier énergétiques. Aucun politicien, aucun *think tank*, aucun mouvement politique n'est à même de faire face à ces questions. Bush et les néoconservateurs sont en train de quitter la scène. Mais il n'y a pas encore de politique de rechange. Les États-Unis, avec une dette de plus en plus colossale, une armée gigantesque qui ne sert pratiquement qu'à dévorer des budgets titanesques, ont mis la tête dans le sac. Et ils n'ont aucun moyen d'en sortir. Il reste le plongeon dans une entreprise suicidaire : faire la guerre à l'Iran. Comment ceux qui ne sont pas capables de la remporter en Iraq pourraient-ils la gagner en Iran. Comme l'a dit le pape des analystes de Washington, Brzezinski, ce serait la fin de l'empire américain. Il nous resterait à la souhaiter dans ces conditions-là.

Quant à nous, le reste du monde, comme ils disent, nous avons à nous préparer à l'implosion. La mondialisation qui nous ronge et nous mine, ronge et mine aussi les États-Unis. Voyez l'immobilisme et la quasi impossibilité de reconstruire la Nouvelle Orléans. Le colosse est ligoté, comme Gulliver. Les Chinois, et les Indiens, vont le saigner à blanc. Quant à nous, on ferait mieux de planter quelques pommes de terre, juste au cas où.

Un dernier point: les Américains ont jusqu'à présent évité de dire aux Kurdes que l'indépendance était un rêve impossible et qu'ils ne la soutiendraient pas. Les Kurdes sont pour le moment les meilleurs alliés de Washington et Tel-Aviv. Jusqu'au moment de vérité. Pour Washington, une Turquie vaut cent Kurdistan. La désillusion sera violente.

19 mars 2006.

3 Un article révélateur, et ses commentaires

IRAK Les Etats-Unis menacent de suspendre leur aide financière devant les luttes de factions

Washington exige un gouvernement d'union à Bagdad

Mouna Naïm

Les Etats-Unis ne vont pas indéfiniment « continuer à dépenser les ressources du peuple américain pour mettre sur pied des forces [armées et de police irakiennes] dirigées par des gens qui

sont sectaires ». Ces propos tenus, lundi 20 février, lors d'une conférence de presse par l'ambassadeur des Etats-Unis en Irak, Zalman Khalilzad, sont une menace à peine voilée, la première du genre, de mettre fin à l'assistance militaire américaine, adressée aux différentes factions politiques du pays.

[Toutes les factions demandent le départ des Américains. Toutes les ressources américaines, y compris celle de la "reconstruction" ont été recyclées dans la formation de tout un tas de groupes militaires qui sont censés former la police et l'armée du nouveau "Etat", mais en réalité se constituent en gangs vivant d'extortions et de rapines, dirigés par des chefs de guerre plus ou moins liés à des factions politiques, avec un arrière fond confessionnel. L'explosion de l'Iraq a été au delà des rêves de démantelateurs sionistes ou des néocons. Il n'y a plus d'Etat central. On retrouve les horreurs de ce qui s'est passé au Liban pendant dix-huit ans de guerre de factions. A un certain moment, dans les années 80, nous avons compté dix-sept armées sur le terrain ! Les Américano-sionistes, qui sont communautaristes par nature, et qui sont forts et bêtes, ne savent pas faire autre chose que la "libanisation". L'Iraq en prend pour vingt ans ! Seul "Américain" à s'en rendre compte, Khalilzad, né Afghan, et donc rompu aux subtilités qui échappent à ses néocompatriotes, qui ne sont pas fins.]

Visiblement excédé par les querelles entre factions irakiennes pour le partage du gouvernement - qui attend toujours d'être formé après les élections législatives du 15 décembre 2005 -, M. Khalilzad a pratiquement exigé une équipe ministérielle « d'union nationale », qui bénéficie d'un « large soutien » populaire. Les ministères, en particulier ceux de l'intérieur et de la défense, doivent, d'après lui, être confiés à des hommes qui ne soient ni « sectaires », ni « liés à une quelconque milice ». Car le problème « fondamental » aujourd'hui est la division du pays sur des bases « sectaires et ethniques », a-t-il souligné.

[Khalilzad peut toujours danser devant le buffet ou jouer du biniou : ses propos ne seront pas entendus. Les Irakiens n'ont nul besoin de conseils, et surtout pas des occupants.]

Il faisait allusion aux divergences qui continuent de séparer Kurdes, chiites et sunnites sur la répartition des portefeuilles et sur le mode de fonctionnement du gouvernement, mais aussi à de graves violations des droits de l'homme. Ces violations ont été mises au jour par l'armée américaine au ministère irakien de l'intérieur, bastion de l'une des deux grandes formations chiites, le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII). Fin 2005, les soldats américains ont découvert que des prisonniers sunnites étaient soumis dans ces geôles à des vexations et à la torture. Plus récemment, les sunnites ont fait état de l'existence d'« escadrons de la mort » qui les prennent pour cibles, en se livrant à des enlèvements et à des assassinats et qui relèvent, selon eux, de la Brigade Badr.

[La presse française, jusqu'ici, a évité de parler d'"escadrons de la mort" qui désigne forcément des terroristes pro-gouvernementaux, sinon même formés et payés par les Américains. Le "ministre" de l'intérieur (les guillemets sont de rigueur) point le doigt vers une entreprise "privée" (là aussi les guillemets sont de rigueur) américaine, Facility Protection Service, sorte de corps de vigiles peuplé des gards des Opérations spéciales. (Voir l'article de Kim Sengupta, plus bas).]

Ancien bras armé du CSRII, forte de quelque 20.000 hommes, cette brigade a été constituée en Iran, du temps du régime de Saddam Hussein. Elle est devenue l'Organisation Badr depuis la fin de la guerre contre l'ancien dictateur.

Après avoir récemment arrêté quatre agents de la circulation qui venaient d'enlever un citoyen sunnite avec l'intention de le tuer, les forces américaines se sont plaintes, elles aussi, de l'existence de brigades de tueurs chiites agissant « dans le cadre du ministère de l'intérieur ».

[Il semble bien que s'installe une tension entre les Américains, qui pensent sans doute aux conditions de leur départ, et les différentes armées shi'ites. Des confrontations et des incidents armés se sont récemment déroulés à Badr-City, le grand quartier shi'ite de Bagdad, mettant en jeu des éléments liés à Muqtada al-Sadr. Ces confrontations affaiblissent politiquement les Américains, mais ils ne savent pas comment y échapper. Pas fins, on a dit.]

Dans un entretien, dimanche, à l'agence britannique Reuters, le chef de l'Organisation Badr, Hadi Al-Amri, désormais député, a démenti l'existence d'«escadrons de la mort» et rejeté sur les forces américaines la responsabilité du chaos. Selon lui, des éléments armés «ont noyauté les forces de sécurité irakiennes et se livrent à des enlèvements et des assassinats» qu'il est difficile de conjurer «en l'absence, a-t-il dit, de coordination entre les ministères de la défense et de l'intérieur [qui en réalité sont à couteaux tirés]». M. Al-Amri a contesté que les sunnites soient la seule cible des tueurs.

Plus nombreux sont, selon lui, les citoyens chiites qui ont été victimes d'enlèvements et de meurtres. « Si les Américains détiennent des preuves que l'Organisation Badr s'est livrée à des assassinats, qu'ils me les présentent et je demanderai personnellement l'arrestation des coupables », a-t-il ajouté.

M. Khalilzad, qui a accusé l'Iran de mener un double jeu dans l'ancienne Mésopotamie, en tenant des propos rassurants au niveau officiel tout en armant des milices, a affirmé que les Etats-Unis n'ont aucune intention d'installer des bases militaires en Irak, ni d'y maintenir indéfiniment leurs 138.000 hommes. « Le succès [du processus de stabilisation] de l'Irak sera un succès pour les Etats-Unis. » Même chose pour un éventuel « échec », a-t-il estimé.

[Que l'Iran mène un jeu, non pas double, mais décuple, est dans la nature des choses. Relisez Gobineau qui fut ambassadeur en Perse un siècle et demi avant les mollahs. Retenons les déclarations de Khalilzad qui abandonne les buts de guerre des néocons : pas de bases militaires US permanentes en Iraq !!! Donc pas de contrôle permanent des champs pétrolifères !!! Donc pas de domination américaine dans la région !!! Peut-être cet Afghan est-il un grand menteur. Mais il ne pourrait pas tenir ces propos si trois ans de guerre n'avaient complètement ruiné les plans des néocons dont les jours sont maintenant comptés. Vive la Résistance irakienne qui a détruit presque complètement la politique américaine. ! Merci à Saddam Hussein d'avoir mis en place les cadres de cette résistance ! Comme le dit Brzezinsky, si on se dépêche de partir d'Iraq, on pourra sauver les meubles. Sinon...]

Le Monde, 22 février 2006

4 Le démocrate et l'arrachage des couilles

Israël Shamir, Moscou, le 21 avril 2006 (traduit du russe)

Chers amis, Christ est ressuscité !

Cette année, je fête de nouveau Pâques à Moscou, ville orthodoxe, où j'ai été invité par la première chaîne de télévision à participer à la célèbre émission de Maxime Chevtchenko « Jugez vous-même » dont le thème cette fois-ci est : « le programme nucléaire iranien est-il une menace pour la paix ? »

J'ai dit que ce n'était pas le programme nucléaire iranien qui menaçait la paix mais les plans étatsuniens d'attaque contre l'Iran. La menace contre l'Iran n'est qu'une menace voilée contre la Russie. Lorsque les autres pays indépendants des États-Unis auront été brisés et réduits à merci, on pourra s'en prendre à la Russie.

Parmi mes opposants, il y avait entre autres le directeur de « l'Institut pour l'étude d'Israël et du Proche-Orient » et Satanovskij (le bien-nommé !), ex-président Congrès juif russe, qui justifient leur soutien aux plans étatsuniens de bombardement de l'Iran en affirmant que le président iranien a exigé que « l'on efface Israël de la surface de la terre ». j'ai répondu que c'était là une grossière déformation des propos du président iranien : il a appelé, en effet, à effacer l'état juif de la carte de la région. Ce n'est pas du tout la même chose ! L'Union soviétique a été rayée de la carte, de même que la Yougoslavie, la Palestine, l'Allemagne de l'Est et beaucoup d'autres pays. Le président iranien, en fait, a appelé à changer le régime de notre pays, en renonçant à l'hégémonie juive et en instaurant l'égalité entre les juifs et les non-juifs.

« Fais attention quand tu te promènes à Moscou, retourne-toi souvent », m'a dit Satanovskij après l'émission. « Ici, il n'y a pas de démocratie, mes juifs vont te tuer. Ici, nous ne discutons pas, nous arrachons directement les couilles. Si ça ne te plaît pas qu'Israël soit un état juif, va-t-en, nous ne nous laisserons pas insulter. »

Et ces gens-là se permettent de hurler au fascisme ! C'est la première fois de ma vie, déjà longue pourtant, que j'entends un défi aussi ouvertement fasciste, et qui plus est, émanant d'un

homme sérieux, qui passe à la télévision, qui est reçu partout et par tous, chef officiel des juifs russes (après tout, il est président du Congrès juif russe).

Va-t-on tolérer que l'on menace physiquement l'invité d'une émission télévisée ?

Vous pouvez exprimer votre avis sur la question en écrivant à Satanovskij lui-même efgigun@ariel.ru et à Maxime Chevtchenko, présentateur de l'émission shevchenkomax@mail.ru.

Христос Воскресе, дорогие друзья!

В этом году я снова оказался на Пасху в православной Москве – меня пригласил Первый канал «Останкино» для участия в замечательной программе Максима Шевченко «Судите сами» на тему «Угрожает ли иранская ядерная программа миру». Я сказал, что миру угрожает не иранская программа, но агрессивные планы США атаковать Иран. «Кошку бьют, невестке намеки дают» - угроза Ирану – это и завуалированная угроза России. После того, как прочие независимые от Америки страны будут сломлены и поставлены на колени, может наступить и ее очередь. Оппоненты, среди прочих - глава сионистского «Института изучения Израиля и Ближнего Востока», бывший президент Российского еврейского конгресса Сатановский (подходящая фамилия!) обосновали свою поддержку американских планов по ядерной бомбежке Ирана тем, что иранский президент потребовал «стереть Израиль с лица земли». Я ответил, что это – грубое искажение слов иранского президента. Он призвал стереть еврейское государство с карты региона. Это – совсем другое дело. Был стерт с карты Советский Союз, была стерта с карты Югославия, была стерта с карты Палестина, была стерта с карты ГДР и многие другие страны. Иранский президент по сути дела призвал изменить общественный строй в нашей стране, отказаться от еврейской гегемонии и перейти к равенству евреев и неевреев. «Осторожно ходи по Москве, почаще оглядывайся, - сказал мне Сатановский после передачи. – У нас тут нет демократии, мои евреи тебя замочат. Мы тут разговоры не ведем, а сразу рвем яйца. Не нравится тебе, что Израиль – еврейское государство, уезжай, но ругать не позволим».

И эти люди еще говорят о фашизме! За долгие годы жизни я ни разу не слышал таких откровенных фашистских призывов – от серьезного человека, который выступает по телевидению, которого принимают люди и организации, от титулярного главы русского еврейства (как никак, президент Российского еврейского конгресса)? Допустимо ли угрожать насилием в адрес участника телепередачи?

Звериный оскал фашизма

Вы можете выразить свое мнение на эту тему как самому Сатановскому efgigun@ariel.ru так и ведущему программы Максиму Шевченко shevchenkomax@mail.ru

Я буду в Москве с четверга по светлое Христово Воскресенье.
Израэль Шамир

5 Pour qui sonne le glas ?

par Israël Shamir

[David Irving a été emprisonné pour déni de la supériorité juive. Son sort scelle le règne de la liberté inauguré par la chute de la Bastille.]

“Ne demande pas pour qui sonne le glas ; c'est pour toi”, a dit le poète anglais John Donne. Le honteux verdict autrichien est de mauvais augure. Pas seulement pour l'historien britannique David

Irving (trois ans de prison fermes). Mais aussi pour nos libertés. Jamais notre sens de la justice n'avait été insulté de la sorte. Quand, occasionnellement, un dissident était coffré, dans la Russie de Brejnev ou dans la Birmanie de Ne Win, il y avait toujours un tollé de protestations. Aujourd'hui : silence radio... Quand ils ont envoyé des musulmans innocents dans l'enfer sur terre de Guantanamo, nous avons pu penser qu'il s'agissait de ressortissants du tiers-monde et que c'étaient des règles différentes qui s'appliquaient à eux ? Un flic de Batista, dans le roman *Notre homme à La Havane*, de Graham Greene, ne disait-il pas : "Certaines personnes peuvent être torturées, les autres – non" ? Quand Ernst Zundel a été kidnappé aux Etats-Unis et jugé en Allemagne, nous avons pu penser (avec beaucoup de bonne volonté...) qu'il s'agissait d'une affaire intérieure allemande. Et voilà qu'aujourd'hui, un homme de lettres éminent, auteur d'ouvrages largement lus et salués, une personnalité européenne, vient d'être piégé dans un pays civilisé et emprisonné pour irrévérence envers les juifs [1]...

Techniquement, David Irving a été condamné pour soi-disant "dénier de l'Holocauste". Mais le concept d'holocauste juif étant le seul dogme obligatoire d'une Europe censément laïque a très peu à voir avec la Deuxième guerre mondiale et ses atrocités. Il a tout à voir, en revanche, avec la revendication par les juifs de leur supériorité et de leur exclusivisme. Une prière juive dit : "Béni sois-tu, Seigneur, de m'avoir créé juif, d'avoir séparé les juifs des nations de la Terre, comme tu as séparé le Sacré du profane ; car notre destin n'est pas semblable au leur." Le concept d'Holocauste n'est rien d'autre qu'une variante de cette prière. Ils affirment que même leur mort n'est pas comparable à celle de tout un chacun.

Aussi devons-nous rejeter ce concept sans douter et sans hésiter, quand bien même chaque récit de l'Holocauste, jusqu'aux élucubrations les plus abracadabrantesques d'un Elie Wiesel, serait absolument vrai. Les discussions techniques autour de la question de la mortalité juive sont parfaitement légitimes. Mais elles sont superflues, comme la question, pour un athée, de savoir si une baleine a bien pu effectivement avaler Jonas...

Les justiciers de l'Holocauste veulent que nous nous prosternions devant l'idole de la supériorité juive. Sinon... Ils n'enverront jamais en prison Deborah Lipstadt pour négationnisme de l'Holocauste de Dresde, ni Guenter Lewy, qui a écrit un long article intitulé : "Les Indiens d'Amérique ont-ils été victimes d'un génocide ?" [*Were American Indians the Victims of Genocide ?*], dans lequel il rejette la notion de génocide des indigènes amérindiens. Si les juifs ont pondu et publié ces réfutations, c'est pour la même raison qui les a incités à publier les Dessins Sataniques – il s'agissait de mettre l'accent sur la différence entre un goy et un juif. Ils veulent que vous vous souveniez bien de ceci : vous pouvez profaner l'Islam et le christianisme, mais : pas touche au judaïsme ! Vous pouvez faire peu de cas des souffrances d'un peu n'importe qui. Sauf de celles des juifs.

Ainsi, il serait plus rapide de dire : David Irving a été condamné pour déni de la supériorité juive. Son sort scelle le règne de la liberté (oh, bien sûr, limitée...) inauguré par la chute de la Bastille. L'histoire européenne a bouclé la boucle : du rejet de la loi de l'Eglise, en passant par l'adhésion à la libre pensée, jusqu'au contrôle juif des esprits à l'échelle mondiale. Non seulement la civilisation chrétienne occidentale est morte, mais même son successeur, la civilisation européenne laïque vient de s'éteindre, quelques jours seulement après sa fière et ultime célébration par ses scribes danois. Elle n'a pas vécu longtemps : deux siècles durant, environ, entre son début et sa fin, les Européens ont pu se bercer de l'illusion qu'ils pourraient vivre sans suprématie idéologique. Désormais, cette illusion est dissipée, et les juifs sont venus se substituer à la vieille Curie romaine, vermoulue et fatiguée, pour régner sur les esprits et les âmes des Européens.

En 1962, le magazine *Look* invita le fondateur de l'Etat juif, David Ben Gourion, à imaginer le monde dans vingt-cinq ans. Celui-ci fit la prédiction qu'en 1987 le Gouvernement Mondial existerait déjà et qu'une Cour Suprême de l'Humanité (corps ecclésiastique suprême) siégerait à Jérusalem, où trônerait un temple commémorant le rôle joué par les juifs dans le rassemblement de l'humanité. Ben Gourion ne s'est trompé que de quelques années : le monde n'est pas encore totalement soumis, mais il sait d'ores et déjà qui sont ses nouveaux maîtres...

Au 19ème siècle, les Européens n'avaient pas pu coloniser entièrement la Chine. Néanmoins, leur suprématie dans cet immense pays était évidente. Elle était symbolisée par le Système des Colonies. Ce système divisait la population de la Chine en deux catégories : les êtres humains suprêmes, les Européens, et les indigènes, de catégorie inférieure. Un indigène ayant levé la main sur un supérieur européen était jugé selon la loi coloniale européenne, tandis qu'un Européen qui aurait fait pis que pendre à un naturel était au-dessus de la loi indigène. Ce système des « colonies » fut démantelé par le Président Mao après la victoire communiste de 1949. Des systèmes analogues de justice coloniale disparurent avec les empires coloniaux et, pour un court instant, chaque pays fut souverain sur son propre territoire.

Récemment, la Knesset de l'Etat juif a remis au goût du jour le système des Colonies pour le monde-non-encore-totalement-colonisé : un offenseur des juifs, où qu'il réside, où qu'il commette son offense, peut être traîné devant le tribunal juif. Le juif offensé peut très bien n'avoir aucune espèce de rapport avec l'Etat juif, l'offense peut très bien ne pas être considérée telle par la loi indigène locale,

peu importe : le contrevenant peut être traîné devant la justice juive, à Jérusalem. Cette loi a proclamé la souveraineté suprême des juifs sur le reste de l'humanité. Elle dénie la souveraineté de toutes les nations, à l'exception d'une seule. Une telle prétention devrait être considérée comme toute tentative hostile envers la souveraineté nationale de tout un chacun, c'est-à-dire comme un casus belli. Mais cette loi est passée comme une lettre à la poste, grâce à une merveilleuse invention juive : la progressivité.

Cette méthode a été explicitée par Amira Hass, correspondante du quotidien israélien *Haaretz* en Palestine colonisée. Elle a écrit ceci : « Si vous jetez une grenouille vivante dans l'eau bouillante, elle sautera et se sauvera. Mais une grenouille évoluant dans une eau à température ambiante dont on élève progressivement la température finira par s'habituer à la chaleur ; quand l'eau entrera en ébullition, il sera déjà trop tard, et la grenouille sera déjà morte. Dans le développement du système de contrôle israélien sur le peuple palestinien et sa terre, l'occupation israélienne a élevé au niveau du génie le recours à la progressivité comme moyen de rendre les gens habitués à une situation donnée. » Cette progressivité est utilisée par les juifs à l'égard du peuple palestinien – mais pas seulement.

Le Système des Colonies a commencé petit : le Long Bras des juifs est allé quérir Adolf Eichmann en Argentine et il l'a amené devant la justice juive à Jérusalem. Cet Adolf Eichmann était un vilain garçon qui avait causé beaucoup de mal aux juifs, à grande échelle. Aussi beaucoup de pays fermèrent-ils les yeux sur cette violation condamnable de la souveraineté nationale argentine. Mais ce n'était là qu'un début.

Quelques années plus tard, la justice polonaise demanda l'extradition d'un criminel de masse juif, Solomon Morel. Ce Morel avait torturé et tué de ses propres mains des centaines d'Allemands ethniques dans un camp de concentration installé dans la Pologne de l'après-guerre. Ses crimes avaient été dénoncés par un journaliste américain aujourd'hui disparu, John Sack. Morel alla se réfugier à Tel Aviv et l'Etat juif répondit à la demande du gouvernement polonais avec un dédain impérial : « Quel culot ! Ces indigènes ne savent pas rester à leur place ! ». Sans doute la Reine Victoria aurait fait ce genre de réponse si un chef africain indigène lui avait demandé de remettre un sujet de Sa gracieuse Majesté à sa justice de deuxième catégorie...

Depuis lors, tout pays, qu'il soit petit ou grand, a accepté l'idée que les juifs sont au-dessus des lois. Un riche escroc juif russe, Nevzlin, a fui la Russie et coule des jours paisibles à Tel Aviv. C'est un voisin de Flatto-Sharon, un escroc juif français, et pas très loin habitent l'assassin d'un enfant canadien et beaucoup d'autres assassins et rufians. Une puissante organisation juive, le Khabad, a écrit, dans sa charte fondamentale : « Aucun juif ne doit se trouver derrière les barreaux des goyim ». Par les pots-de-vin et par la « persuasion », ils font libérer les criminels juifs emprisonnés à l'étranger et ils les importent dans l'Etat juif. L'anniversaire du fondateur du Khabad, Lubawitsch Rebbe, est un jour de fête officiel, aux Etats-Unis : la Journée de l'Education.

Dans les affaires de propriété, les juifs sont, là encore, au-dessus des lois. La propriété juive est sacro-sainte. Les juifs ont exigé (et obtenu) la restitution de tous les biens qui appartenaient à des juifs en Allemagne, en Autriche, en France, dans les pays baltes. Si un juif n'a pas d'héritiers, ses biens sont dévolus à la Juiverie mondiale. Mais 90 % des biens des goyim ont été confisqués par l'Etat juif, en 1948 et, depuis lors, 50 % des terres conquises en 1967 ont connu le même sort. Encore l'an dernier, des milliers de dounoum de terres appartenant à des goyim ont été confisquées dans la région de Jérusalem, car un goy n'a pas de réel titre à posséder quoi que ce soit, dit la loi juive.

Un avant-goût de la justice juive nous est donné par l'histoire de ce capitaine israélien qui a assassiné une fillette de treize ans, sous les yeux de ses soldats. Il a vidé le chargeur de sa mitraillette dans le corps de la fillette, après quoi il a été déclaré non coupable par le tribunal juif. De fait, aucun des assassins d'enfants non-juifs (deux mille, au cours des trois années écoulées) n'a jamais été sanctionné par un tribunal juif. Rares même sont ceux qui ont été jugés. Les rares à l'avoir été s'en sont très bien tirés. Un colon, Nachum Korman, a assassiné un garçon palestinien âgé de dix ans, Hilmi Shusha, dans le village de Hussan. Il a été arrêté, jugé, des pièces à conviction ont été fournies par la plus haute institution de police scientifique israélienne, mais le juge a refusé ces preuves et il a condamné l'assassin à six mois... de travaux d'utilité collective ! Suspecté d'un crime analogue sur un enfant juif, n'importe quel goy se chope la perpétuité.

La justice juive nous fait regarder les procès de l'inquisition non sans une certaine nostalgie. Après s'être repenti, Galilée a pu poursuivre ses recherches sans entrave. Les regrets de David Irving, en revanche, ne lui ont servi à rien. Le juge a dit : « Les regrets qu'il a manifestés n'étaient que des paroles verbales, sous la crainte des rigueurs de la loi. » Et un « expert indépendant », Dina Porat, directrice de l'Institut pour l'Etude de l'antisémitisme et du racisme contemporains à l'Université de Tel Aviv a dit que « la soi-disant repentance d'Irving est motivée par sa peur d'un verdict qui pourrait aller jusqu'à dix ans de prison ferme. »

Désormais, la justice juive s'impose à l'échelle mondiale. Le Congrès juif européen doit déposer une plainte devant la Cour Criminelle Internationale de La Haye contre le président iranien Mahmoud Ahmadinejad pour « incitation au génocide ». Mais, sans surprise, toutes les tentatives d'amener Ariel

Sharon devant la justice sont demeurées vaines. Le grand Etat juif, les Etats-Unis, ont eux aussi adopté l'idée de souveraineté suprême illimitée développée par sa petite sœur israélienne. Une offense contre un citoyen américain peut être jugée par un tribunal américain, où qu'elle se soit produite. De manière étonnante, cette prétention impériale, qui ne déparerait pas le système des Colonies de jadis, a été utilisée principalement pour défendre des intérêts juifs, elle aussi ... A chaque fois que des colons juifs – citoyens américains ont été tués, au cours du conflit moyen-oriental, des juges américains ont condamné l'Autorité nationale palestinienne, l'Iran, le Hamas et le monde entier, et accordé aux ayants droits de la victime des dommages s'élevant à plusieurs millions de dollars. Mais personne, en revanche, ne peut ester contre des juifs : qu'ils aient assassiné Rachel Corrie, une militante pacifiste, avec un bulldozer, à Gaza, qu'ils aient fauché à la mitrailleuse des marins américains sur le pont de l'USS Liberty, ou qu'ils aient assassiné et mutilé des Palestiniens de nationalité américaine, c'est sans conséquence pour eux. Ils peuvent donc continuer à le faire, en toute impunité.

Avec le verdict autrichien, la suprématie juive a cessé d'être un cauchemar paranoïde, et elle est devenue un fait de droit, comme la suprématie viking dans le Danelaw de l'Angleterre orientale médiévale. A une différence près, toutefois : la suprématie juive a des connotations religieuses, alors que les Vikings s'en tenaient à leurs épées et à leurs clébards.

La question est ouvertement débattue dans le monde juif. « Nous vivons une époque de pleine floraison des Jours du Messie, libérés de nos adversaires politiques et bientôt débarrassés de ces enfants de Satan que sont les goyim », a écrit un certain Uriel Tal [2]. Tandis que les chrétiens croient que la Venue du Christ va inaugurer un monde entièrement nouveau plein de miracles, la vision juive exprimée par Maimonide consiste à dire que le monde, aux Jours du Messie, ne différera pas beaucoup du monde que nous connaissons, mis à part la suprématie juive, Gedulath Israel [Hilchoth Teshuva 9:2]. Sur la base de cette conception, l'an dernier, le Sanhedrin, c'est-à-dire la Cour suprême juive, a été créée afin de juger le monde. Elle est placée sous l'autorité du rabbin Adin Steinsaltz et les goyim qui observent les commandements noachiques lui ont fait acte d'obédience.

Il y a quelques mois, j'ai été personnellement emmené au commissariat de police de ma ville, Jaffa, et j'ai dû répondre à des questions à la suite d'une plainte déposée par une organisation juive française, la Licra.

- « Avez-vous écrit quelque chose sur la suprématie juive et la domination mondiale ? » m'a demandé un policier.
- « Et puis après ? » Répondis-je. « Il y a au minimum un rabbin sur deux qui l'affirment... »
- « Oui, mais eux, ils prennent ça en bonne part ! », dit le policier.

Ainsi, on le voit, la réalité de la suprématie juive ne pose aucun problème. En revanche, l'évaluer est extrêmement risqué. Si vous pensez que la suprématie juive est belle et bonne, vous pouvez parfaitement devenir président des Etats-Unis. En revanche, si vous pensez qu'elle est dangereuse, votre place est en prison. Reste que la suprématie juive est impitoyable envers ceux qui la contestent, comme l'a fait Irving. Progressivement, oh combien progressivement, afin de ne pas alarmer la grenouille contre l'ébullition de l'eau, la vis continuera à être serrée.

Finalement, cela pourrait devenir déplaisant : la justice juive peut concéder un généreux handicap à son compétiteur immédiat en matière de cruauté, Genghis Khan. Elle est partielle, et fière de l'être. En vertu de la loi juive, quand bien même aurait-il tort contre un goy, un juif a toujours nécessairement raison. Les Européens vont éprouver la tendre miséricorde des juifs, jusqu'ici un privilège réservé aux seuls Palestiniens. On pourrait sans doute trouver quelque justice poétique dans la manière dont tournent les événements...

Les juifs ordinaires, quant à eux, ne vont pas particulièrement tirer profit du nouvel ordre des choses. S'il est une chose que la justice juive exècre encore plus qu'un goy, c'est bien un juif en déshérence. Les apostats, c'est-à-dire les juifs qui ont adopté le christianisme, doivent être tués, dit Maimonide. Le rabbin Asher, réputé pour son extrême clémence, a fait arracher le nez à des femmes juives qui avaient eu des relations sexuelles avec un goy, alors que les hommes juifs étaient normalement flagellés, pour une telle transgression. Que voulez-vous, votre statut supérieur comporte aussi quelques obligations...

La chrétienté va probablement s'étioler ; seules ses sectes adoratrices des juifs, émules des chrétiens sionistes états-uniens, survivront. Les autres seront persécutées pour antisémitisme et elles seront démantelées. Les églises seront détruites, conformément au commandement. Il ne faut pas qu'elles puissent entrer en compétition avec le Temple de Jérusalem, qui sera reconstruit sur les ruines de la Mosquée Al-Aqça. Cette reconstruction s'opèrera sans difficulté : après l'attaque annoncée contre l'Iran, les musulmans auront autre chose à penser. Comme, par exemple, leur survie physique. Celle-ci ne saurait être admise, dès lors qu'ils ont été déclarés « Amalek » et que leur annihilation de masse

est devenu un devoir religieux pour les juifs. La voie vers ce sinistre avenir a été ouverte par le verdict funeste des Autrichiens.

Cherchant toujours à apercevoir le côté brillant des choses, les Européens n'ont pas pour l'instant à se préoccuper des sombres prophéties des Protocoles. En effet, la loi des Sages de Sion s'impose déjà à nous. Et, divine surprise : on s'aperçoit qu'elle n'est pas aussi terrible que nous le redoutions...

[1] : En effet, j'ai lu qu'un certain M. Robert Edwards fut le premier contempteur de la suprématie juive à avoir été emprisonné en Grande-Bretagne, en 1981, pour avoir établi une comparaison entre Auschwitz et Dresde.

[2] : *Haaretz*, 26 septembre 1984.

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

6 Un printemps iranien à risques

Dans le cadre de la relance des recherches nucléaires iraniennes (F&D 209), le 15 février, l'administration Bush a demandé au Congrès une colossale «rallonge» de 75 millions de \$ dollars (venant s'ajouter aux 10 millions qui avaient été accordés pour l'année, c'est-à-dire sept fois plus...) pour développer sa propagande anti-iranienne via les télévisions et radio et soutenir les associations iraniennes et les étudiants iraniens aux Etats-Unis favorables à la démocratie libérale et au renversement du gouvernement Ahmadinejad. Que la déstabilisation de ce gouvernement se fasse de manière via des opérations «noires» (propagande secrète) ou par le biais d'une intervention militaire, il apparaît que l'Iran sera l'endroit le plus brûlant du monde ce printemps, d'autant que bien d'autres initiatives du gouvernement islamistes inquiètent les cercles d'affaires américains. C'est en effet le 20 mars prochain que Téhéran ouvrira **la première bourse pétrolière libellée en euros**, ouverte à tous les producteurs de pétrole de la région.

Le résultat immédiat (la fin du monopole du dollar sur le marché mondial du pétrole) sera de nature à bouleverser le marché mondial des devises puisque d'une part, les pays européens pourront désormais acheter du pétrole en euros, et que, d'autre part, les pays producteurs pourront donc désormais acheter le pétrole directement dans leur devise sans passer par le relais du dollar. Concrètement, cela signifie que, dans les deux cas, un moins grand nombre d'acteurs économiques aura besoin d'un moins grand nombre de dollars. Cette double évolution s'exercera dans le même sens, à savoir la réduction durable du rôle du dollar comme monnaie internationale de réserve (avec, à court ou moyen terme, un affaiblissement durable de la devise américaine, en particulier par rapport à l'euro). Certains analystes prévoient déjà que l'euro vaudra 1,7 dollar en 2007. Le gouvernement syrien, également dans la ligne de mire de Washington, l'a bien compris: via la Banque commerciale de Syrie (banque d'Etat), l'ensemble des réserves monétaires syriennes en dollars viennent d'être vendues au profit de l'euro. Le gouvernement pékinois l'a également compris dans le cadre de sa nouvelle stratégie mondiale (en opposition aux Etats-Unis), ne cessant de multiplier les investissements en Iran (ce qui ne peut que gêner une intervention directe militaire américaine). La Chine devrait notamment signer début mars un contrat de 100 millions de dollars, permettant à la société chinoise d'Etat China Petrochemical Corp. (dite aussi Sinopec) d'exploiter un nouveau champ pétrolifère en Iran.

Autre élément, largement passé inaperçu en dehors des milieux financiers, la Réserve fédérale américaine arrêtera, à partir du 23 mars 2006, de publier les chiffres de «M3» (ainsi que d'autres indicateurs associés), c'est-à-dire l'indicateur le plus fiable sur la quantité de dollars circulant dans le monde. «M3» est composé du dollar en billets et pièce, les comptes bancaires en dollars, les dépôts d'épargne et les certificats de dépôt inférieurs à 100.000 dollars, les dépôts à terme supérieur à cette somme (réserves d'eurodollars, instruments financiers, réserves des pays non-Européens, etc.). Cette décision aura pour conséquence (aujourd'hui incalculable mais d'une importance extrême) de rendre invisible l'évolution du nombre de dollars en circulation dans le monde. C'est-à-dire permettra au nouveau président de la réserve fédérale, Ben Bernanke, de faire tourner à plein la «planche à billets» (un système dont il est un adepte déclaré). Comme une forte baisse du dollar se traduirait par une vente massive de Bons du Trésor américain détenus en Asie, en Europe et chez les pays producteurs de pétrole, et que cette baisse apparaît comme prévisible en cas de succès de la bourse pétrolière de Téhéran, il apparaît d'évidence que cette décision vise uniquement à cacher le plus longtemps possible la monétarisation de la dette américaine (de 1982 à 2004, la part de la dette des banques américaines détenues par des opérateurs étrangers est passée de 17% à 49%) et le soutien monétaire accordé à l'activité économique nord-américaine (le dollar canadien est étroitement lié au dollar américain). En

supprimant toute visibilité, les Etats-Unis utilisent le système bien connu du thermomètre cassé pour empêcher toute mesure précise avant la catastrophe finale.

Faits et documents 211, du 1^{er} au 15 mars 2006.

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

VICTOIRE DU HAMAS
VICTOIRE DE LA CAUSE PALESTINIENNE

"We will not sell our people or principles for foreign aid"

Khalid Mish'al
January 31, 2006

**Palestinians voted for Hamas because
of our refusal to give up their rights.
But we are ready to make a just peace**

It is widely recognised that the Palestinians are among the most politicised and educated peoples in the world. When they went to the polls last Wednesday they were well aware of what was on offer and those who voted for Hamas knew what it stood for. They chose Hamas because of its pledge never to give up the legitimate rights of the Palestinian people and its promise to embark on a programme of reform. There were voices warning them, locally and internationally, not to vote for an organisation branded by the US and EU as terrorist because such a democratically exercised right would cost them the financial aid provided by foreign donors.

The day Hamas won the Palestinian democratic elections the world's leading democracies failed the test of democracy. Rather than recognise the legitimacy of Hamas as a freely elected representative of the Palestinian people, seize the opportunity created by the result to support the development of good governance in Palestine and search for a means of ending the bloodshed, the US and EU threatened the Palestinian people with collective punishment for exercising their right to choose their parliamentary representatives.

We are being punished simply for resisting oppression and striving for justice. Those who threaten to impose sanctions on our people are the same powers that initiated our suffering and continue to support our oppressors almost unconditionally. We, the victims, are being penalised while our oppressors are pampered. The US and EU could have used the success of Hamas to open a new chapter in their relations with the Palestinians, the Arabs and the Muslims and to understand better a movement that has so far been seen largely through the eyes of the Zionist occupiers of our land.

Our message to the US and EU governments is this: your attempt to force us to give up our principles or our struggle is in vain. Our people who gave thousands of martyrs, the millions of refugees who have waited for nearly 60 years to return home and our 9,000 political and war prisoners in Israeli jails have not made those sacrifices in order to settle for close to nothing.

Hamas has been elected mainly because of its immovable faith in the inevitability of victory; and Hamas is immune to bribery, intimidation and blackmail. While we are keen on having friendly relations with all nations we shall not seek friendships at the expense of our legitimate rights. We have seen how other nations, including the peoples of Vietnam and South Africa, persisted in their struggle until their quest for freedom and justice was accomplished. We are no different, our cause is no less worthy, our determination is no less profound and our patience is no less abundant.

Our message to the Muslim and Arab nations is this: you have a responsibility to stand by your Palestinian brothers and sisters whose sacrifices are made on behalf of all of you. Our people in Palestine should not need to

wait for any aid from countries that attach humiliating conditions to every dollar or euro they pay despite their historical and moral responsibility for our plight. We expect you to step in and compensate the Palestinian people for any loss of aid and we demand you lift all restrictions on civil society institutions that wish to fundraise for the Palestinian cause.

Our message to the Palestinians is this: our people are not only those who live under siege in the West Bank and the Gaza Strip but also the millions languishing in refugee camps in Lebanon, Jordan and Syria and the millions spread around the world unable to return home. We promise you that nothing in the world will deter us from pursuing our goal of liberation and return. We shall spare no effort to work with all factions and institutions in order to put our Palestinian house in order. Having won the parliamentary elections, our medium-term objective is to reform the PLO in order to revive its role as a true representative of all the Palestinian people, without exception or discrimination.

Our message to the Israelis is this: we do not fight you because you belong to a certain faith or culture. Jews have lived in the Muslim world for 13 centuries in peace and harmony; they are in our religion "the people of the book" who have a covenant from God and His Messenger Muhammad (peace be upon him) to be respected and protected. Our conflict with you is not religious but political. We have no problem with Jews who have not attacked us - our problem is with those who came to our land, imposed themselves on us by force, destroyed our society and banished our people.

We shall never recognise the right of any power to rob us of our land and deny us our national rights. We shall never recognise the legitimacy of a Zionist state created on our soil in order to atone for somebody else's sins or solve somebody else's problem. But if you are willing to accept the principle of a long-term truce, we are prepared to negotiate the terms. Hamas is extending a hand of peace to those who are truly interested in a peace based on justice.

Khalid Mish'al

Head of the political bureau of Hamas
The Guardian

TRÈS COIS

Colonialisme culturel occidental et libre choix des Palestiniens

par **Gilad Atzmon**

Chers Amis,

Je suis désolé de vous décevoir Je n'ai pas l'intention d'écrire une réfutation détaillée de la lettre ouverte de M. Davidsson Ceci, pour trois raisons a) je ne vois pas de quelle manière la cause palestinienne pourrait en quoi que ce soit bénéficier d'un débat de cette nature ; b) je n'ai vraiment pas de temps à perdre à ce genre de stupidité : je joue chaque soir devant des centaines de personnes, et engager un débat avec un Davidsson pas content, pour moi, c'est une perte totale de temps ; c) ce n'est peut-être pas sympa de le dire, mais M. Davidsson n'est pas de taille La lecture de sa « lettre ouverte » indique que cet excellent homme est un moderniste conservateur, profondément englué dans une rhétorique désuète relative aux « valeurs universelles ».

Elias Davidsson eût-il été un tant soit peu plus cultivé, il aurait sans doute intégré que la notion d'humanisme universel n'est pas applicable à la question de l'Islam et du judaïsme L'universalisme et le fait de penser en termes universels sont le fruit de la philosophie et de l'âge des Lumières, en Occident L'universalisme est intrinsèquement lié à la notion de « sujet ». Dans le judaïsme, ainsi que dans l'Islam, l'être humain est le sujet de Dieu [pas de lui-même, ndt] Il est un disciple, plus qu'un libre penseur Cette différenciation démantèle toute possibilité de réduction terminologique transculturelle entre l'Occident et l'Orient. Autrement dit, parler de valeurs universelles est, en soi, une forme de colonialisme culturel occidental. Si Davidsson tient absolument à être colonialiste, qui suis-je, moi, Gilad Atzmon, pour l'en empêcher ?

Dois-je le préciser ? Je ne crois pas à la notion de valeur universelle. En réalité, je ne sais même pas ce peuvent bien être les «droits humains universels». De plus, j'ai tendance à être très méfiant vis-à-vis de ceux qui prétendent le savoir. Simplement parce qu'il m'arrive, de temps à autres, d'ouvrir un journal, je sais très bien que Blair et Bush assassinent au nom de l'«humanisme universel». Ceux qui suivent mes écrits savent très bien que je suis un disciple fervent de Martin Heidegger. Je pense que les objets sont formés par la langue. En d'autres termes, pour moi, le discours universel et le discours

sur l'universalité sont totalement dépourvus de signification. De plus, je pense que ceux qui s'efforcent d'imposer le discours de l'universalité à autrui sont soit des ignorants, soit des gens qui aspirent à l'hégémonie.

Je l'ai dit : je n'ai nulle intention de répliquer à la lettre ouverte d'Elias Davidsson. Non. Il y a mieux : je vais demander à M. Davidsson de m'envoyer (à moi, ou à n'importe qui d'autre) une référence bibliographique à la lettre ouverte qu'il a certainement publiée à la suite de l'épouvantable assassinat de Sheikh Yassine. Si Davidsson est tellement outragé par moi, l'assassinat de Sheikh Yassine a dû au moins autant l'ulcérer. Au cas où il n'aurait pas publié une telle lettre ouverte, à l'époque, il peut m'envoyer, à moi ou à n'importe qui d'autre, ses commentaires ou ses condoléances publiés à l'intention du peuple palestinien après l'assassinat brutal du Dr. Abdel Aziz Rantissi. Je me permettrai même d'insister un peu, en demandant où étaient les Elias Davidssons et autres gardiens des valeurs universelles quand la quasi totalité de la direction du Hamas était en train d'être liquidée en série et en plein midi ?

Je vais vous le dire : d'une manière ou d'une autre, ils sont restés cois. Ils sont restés très, très cois. Pourquoi sont-ils restés cois ? Parce qu'ils n'aiment pas le Hamas. En gardant le silence en des circonstances aussi graves, ils ont fondamentalement approuvé la politique israélienne des assassinats contrôlés. D'une certaine manière, Davidsson et ses semblables ont extrêmement peu de respect pour des partis religieux, des politiques inspirées par des préceptes religieux et pour la religion, d'une manière générale. Certes, ils aiment le peuple palestinien, mais seulement dans la mesure où il leur rappelle eux-mêmes, c'est-à-dire des «juifs athées européens de la classe moyenne». Si cela n'était pas encore très clair jusqu'à mercredi dernier, désormais, clair, ça l'est Or, voyez-vous, les Palestiniens ne sont pas précisément des juifs athées européens de la classe moyenne M. Davidsson trouve ça difficile à digérer. Malheureusement, je ne puis lui être d'aucun secours.

C'est précisément cela qui m'a toujours rendu si réticent à avoir un quelconque contact avec l'un quelconque de ces «militants» ethniques juifs. Inutile de dire qu'ils ont pourtant tous, peu ou prou, flirté avec moi et ma musique, et fort longtemps. Mais j'ai compris très tôt que leur agenda était totalement hypocrite. Ce qui leur tenait à cœur, ce n'était en rien la Palestine. **C'était la défense de leur propre idéologie rationaliste athée, sur le dos du peuple palestinien !**

Chers Amis,

Je sais depuis pas mal de temps que la rue palestinienne est en train de glisser vers l'Islam. Je précise tout de suite que, contrairement à Davidsson et ses semblables, je n'ai pas peur de l'Islam. De fait, j'aime l'Islam et j'aime me trouver dans un environnement musulman. De plus, je constate que la démocratie, dans le monde arabe, peut conduire à l'Islam, alors que l'Islam n'est pas nécessairement voué à maintenir la démocratie. Et, comment dire ? Cela ne me dérange nullement, bien au contraire, puisqu'il s'agit véritablement du choix des masses et que cela me convient parfaitement. Et si cela ne suffisait encore pas, j'ajoute que je suis loin d'avoir conservé mon enthousiasme pour la Démocratie. Je n'oublie pas que c'est dans le cadre de la phase atteinte actuellement par la démocratie occidentale que des criminels de guerre assoiffés de sang comme Blair, Bush et Sharon ont été réélus.

Je ne suis pas islamologue, mais j'en sais assez pour dire que les juifs ont vécu sous la protection de l'Islam pendant des siècles. Nous savons tous parfaitement qu'un des principes de l'Islam est la protection de l'étranger. Quitte à choisir entre vivre dans une Palestine islamique ou une Palestine juive, je choisirais l'islamique, sans l'ombre d'une hésitation. Mieux : si on me donne à choisir entre la « démocratie juive » et l'Islam, je choisis l'Islam.

J'avoue avoir été plutôt inquiet au moment de mettre mon dernier article en ligne. La plupart de mes amis palestiniens sont des musulmans et des chrétiens laïcs. Beaucoup sont affiliés au Fatah. Ils sont, tous, très préoccupés par les derniers développements intervenus dans leur pays. Comme je l'ai indiqué dans mon article, ce vote n'exprime pas la volonté des Palestiniens de l'exil. D'une certaine façon, je les comprends fort bien. J'ai grandi en Israël, un pays qui glisse, lentement mais sûrement, vers le fondamentalisme religieux. Je sais ce qu'est le fondamentalisme, et je sais parfaitement que je serais strictement incapable de survivre ne serait-ce qu'un seul jour dans un environnement talmudique. Je comprends combien cela peut être difficile, pour mes amis palestiniens, qui se sont habitués à un mode de vie libéral occidental. Je suis conscient de tout ceci. Et pourtant, ceux qui vivent en Palestine occupée ont dit ce qu'ils avaient à dire ; ils sont allés voter et ils nous ont administré, à nous tous, une grande leçon. **Ils nous ont montré ce qu'est l'esprit de résistance le plus héroïque.** Ils ont dit à l'Occident, à Israël, à l'Union européenne, au monde arabe, aux Davidssons et aux autres gardiens du temple : «Vous pouvez tous aller vous faire voir ! Nous savons ce que nous voulons ! Votre fausse gentillesse, on en a marre ! Votre désir hypocrite d'aider, nous en avons plus qu'assez ! Votre solidarité nous fait gerber ! Nous n'avons pas besoin que vous veniez nous dire qui nous sommes et ce que nous devrions être. Ne nous libérez pas, s'il vous plaît, et ne sauvez pas nos femmes. Nous allons prendre soin d'elles, dorénavant. Lâchez-nous !».

Combien de fois ne me suis-je pas retrouvé déçu et frustré, au cours de ce combat sans fin contre le sionisme et la juiverie mondiale qui le soutient ? Combien de fois n'ai-je pas eu à payer très cher le fait de dire ce que je pense ? Cette fois-ci, pour la première fois de ma vie, je sens véritablement un changement, dans l'air. Les Palestiniens vont vaincre. Avec moi. Ou sans moi. Ils vont gagner, parce qu'ils n'ont rien à perdre Ils vont gagner, parce qu'ils le méritent

Désolé, mes chers Amis,

Avec un tel changement décisif dans l'air, une réfutation de l'idéologie dix-neuvième siècle d'un Davidsson est pathétiquement dénuée de sens. Je n'ai qu'un devoir : je dois voyager, de ville en ville, et féliciter le peuple palestinien, depuis la scène où je me produis.

C'est ce que je vais faire. Aujourd'hui. Demain. Après-demain. Depuis quatre jours, c'est ce que je fais, à Istanbul. Vous l'aurez sans doute deviné : à chaque fois, tout mon public est transporté sur un petit nuage. Et je vais vous dire pourquoi : c'est parce que l'esprit de révolte de la résistance palestinienne est un esprit avec lequel les gens n'ont aucune difficulté à sympathiser.

Vous voulez savoir pourquoi ?

C'est parce que les Palestiniens sont à l'avant-poste de la guerre contre le mal.

30.01.2006 <http://peacepalestine.blogspot.com>

Traduit de l'anglais en français par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (transtlaxcala@yahoo.com). Cette traduction est en Copyleft

VOX POPULI

Tous mes vœux au peuple de la Terre Sainte !

par **Israël Adam Shamir**

Chers compatriotes, fils et filles de Palestine, vous avez défié les ordres du Mort Vivant, vous avez défié les menaces de ses acolytes de Washington, Londres et Bruxelles. Vous avez choisi le camp de la foi et de la résistance. Vous avez manifesté votre esprit, que l'oppression n'a pu atteindre. Je suis très fier de votre noble fermeté, de votre croyance inébranlable en Dieu, de votre rejet audacieux du diktat de Tel-Aviv. Même sous l'occupation militaire de l'étranger, vous êtes le peuple le plus libre, le plus inflexible et le plus résistant du monde. Vous êtes plus libres que les Américains, qui se sont soumis à leur Patriot Act ; vous êtes plus libres que les Européens, qui répètent les ordres reçus de Washington et menacent l'Iran de sanctions, voire d'une guerre. Vous êtes plus pieux que le Vatican, qui joue avec la folle idée de redorer l'image de Judas afin de se rabibocher avec les juifs. Vous ne pouvez même pas aller d'un village à l'autre sans la permission des juifs, mais votre esprit est libre, et c'est fondamental. Aujourd'hui même, ils continuent à tuer vos filles et fils, mais ils ne sauraient tuer votre esprit indomptable.

« Vox populi – vox Dei » ; « la voix du peuple est la voix de Dieu », disaient les Romains, et cet oracle, comme tous les oracles, peut être interprété de plusieurs manières. On peut voir dans les résultats de ce scrutin l'élection normale et régulière du parti d'opposition après que le parti au pouvoir eut dépassé le terme prévu de sa mandature. On peut y voir un changement de génération, au pouvoir. On peut y voir le rejet de la volonté de l'Autorité palestinienne de brader les réfugiés et Al-Aqçâ, de son incapacité à faire accéder la jeune génération de Marwan Barghouthi et des combattants de l'Intifada aux responsabilités. On peut y voir un vote en faveur d'un gouvernement aux mains propres, car non corrompu.

Toutefois, ce serait une erreur majeure que de ne pas apercevoir la leçon spirituelle inhérente à cette élection. L'Islam est une forme locale, orientale, du christianisme, proche de l'Eglise nestorienne du Presbytérien Jean. C'est une foi faite de solidarité et d'égalité. Le peuple de la Terre Sainte a rejeté le paradigme matérialiste néo-libéral de Mammon, et il a suivi la voie proposée par le grand poète anglo-américain T.S. Eliott, consistant à édifier une société authentiquement chrétienne. Nous pouvons nous aussi suivre leur exemple, et choisir la solidarité et l'esprit, en laissant de côté consumérisme et agression.

La Terre sainte ne sera pas profanée ; elle ne saurait l'être. L'idée démente d'en faire une base militaire, un refuge d'escrocs, une agence matrimoniale juive et la capitale gay du monde entier, cette idée s'est effondrée. L'Islam est excessivement généreux et tolérant envers tous les croyants ; le choix opéré par leurs frères ne posera aucun problème, ni aux chrétiens croyants, ni aux juifs pieux. Ni non

plus aux libres penseurs : ils jouiront du bénéfice qu'il y a à vivre dans une société protectrice. La gestion du Hamas à Bethléem a montré qu'il n'y a rien à craindre. Les dirigeants du Hamas ont exprimé leur volonté de partager le pouvoir avec leurs frères du Fatah.

Le nouveau parlement à majorité Hamas doit-il reconnaître l'Etat juif raciste et suprématisiste ? Bien sûr que non ! Il a la possibilité de rejeter le partage [de la Palestine] et d'inviter tous les résidents permanents de la Terre Sainte à former ensemble une nouvelle autorité s'étendant sur la totalité de la Palestine, du Jourdain jusqu'à la Méditerranée.

Il peut s'inspirer de la Grèce, qui a refusé de reconnaître l'« indépendance » de l'ex-république yougoslave de Macédoine, sous ce nom de « Macédoine », car ce nom était déjà pris. De la même manière, l'Etat juif n'est pas digne du noble nom d'Israël. Qu'il appartienne à l'Eglise chrétienne (comme nous le pensons) ou aux juifs pieux (comme ils le pensent), voire même aux descendants de l'Israël historique selon la chair – c'est-à-dire aux Samaritains de Naplouse – ce titre d'Israël est incongru, s'agissant de l'Etat sioniste. Nous ne devrions pas non plus utiliser le nom sacré de Jérusalem afin de désigner le gouvernement sioniste. L'Occident n'a jamais nommé le gouvernement de la République Démocratique Allemande « Berlin », car cela lui aurait conféré la légitimité dont elle était dépourvue ; il l'appelaient « le gouvernement de Pankow », du nom du faubourg de Berlin où fut signé le décret de sa création. De la même manière, nous devons faire référence à l'autorité juive en la désignant du nom de son siège de facto, Tel-Aviv, et œuvrer à remplacer ce régime de Tel-Aviv par un unique gouvernement, sis à Jérusalem la Sainte.

L'Etat juif raciste nous a interdit, à nous qui en sommes les citoyens, de participer à ces élections, et il vous a exclus des élections à la Knesset, à Jérusalem.

Que ces élections soient les dernières élections séparées entre habitants indigènes et adoptifs de la Terre Sainte !

27.01.2006

Traduit de l'anglais en français par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (transtlaxcala@yahoo.com). Cette traduction est en Copyleft.

ÉLECTIONS LEGISLATIVES EN PALESTINE

LES PALESTINIENS ONT VIRÉ LES COLLABOS !

Une des techniques essentielles du pouvoir consiste à décider à la place de l'ennemi que celui-ci devra avoir un chef et *qui sera ce chef.*

Pour ne pas être trop surpris par la phrase qui suit, vous pouvez commencer par lire ceci :

<http://mai68.org/ag/852.htm>

Et par lire le post-scriptum 5 tout à la fin de cet article. Voilà, c'est fait ? alors, accrochez-vous, ça va commencer :

Israël a voulu imposer au Pétain de la Palestine (Yasser Arafat) que son gouvernement soit dirigé par Mahmoud Abbas (le Laval de la Palestine).

Rappelons que le collabo Pétain avait pris Laval, puis l'avait renvoyé parce qu'il le trouvait trop collabo. Mais, Hitler a imposé Laval à Pétain, Laval est donc revenu aux affaires.

Dans un premier temps, sous la pression d'Israël, Yasser Arafat (Pétain) a nommé Mahmoud Abbas (Laval) comme chef de son gouvernement, puis, le trouvant trop collabo, il l'a renvoyé. Et, malgré de nouvelles et puissantes pressions d'Israël et de ses alliés occidentaux, Yasser Arafat a refusé de reprendre Mahmoud Abbas.

Aussi, Israël a assassiné Yasser Arafat (Pétain) afin que Mahmoud Abbas (Laval) puisse devenir le chef des Palestiniens.

Israël a placé Marwan Bargouti (chef de la branche résistante du Fatah) en prison pour imposer au Fatah d'être dirigé par sa fraction collabotatrice (Abbas - Korey) et pour qu'à l'élection du "Président de l'Autorité Palestinienne" qui suivit l'assassinat d'Arafat, ce soit un collabo qui soit élu. Ce stratagème fonctionna à la perfection puisque Mahmoud Abbas (Laval) devint le chef des Palestiniens.

Avec le temps, les Palestiniens ont pu vérifier qu'effectivement, si Yasser Arafat était bien le Maréchal Pétain de la Palestine, Mahmoud Abbas en était le Laval. Aussi, pour les actuelles législatives, décidèrent-ils de se choisir des députés qui ne soient pas des collabos.

Certes, le Hamas présente un inconvénient, son islamisme, qui lui avait été fatal jusqu'à présent,

mais le Hamas a un avantage énorme sur le Fatah, avantage qui apparaît aujourd'hui aux Palestiniens comme bien plus important que son défaut (l'islamisme) : il n'y a pour l'instant aucun collabo au Hamas !

Il paraît clair qu'Israël a truqué ces législatives autant qu'il l'a pu afin que le Fatah-collabo de Abbas-Korey gagne ces élections. Par exemple, il a même voulu interdire aux Palestiniens de Jérusalem-Est de voter ! Ensuite, il a interdit au Hamas de se présenter à Jérusalem-Est.

Israël a truqué les sondages pour faire croire que les Palestiniens étaient raisonnables et qu'ils allaient voter Fatah-collabo.

Israël alla jusqu'à exhumer Marwan Bargouti de sa geôle pour lui faire dire qu'en dépit de tout il fallait voter Fatah.

Israël alla même jusqu'à annoncer hier la victoire du Fatah ! et c'est contraint et forcé qu'aujourd'hui le pouvoir doit admettre sa défaite :

Les Palestiniens ne se sont pas laissés intimider, ils ont voté haut la main contre la collaboration : le Hamas a très largement gagné les élections malgré tous les trucs utilisés par Israël pour empêcher cela !

Mais, le pouvoir international n'a pas bien compris. Il croit encore pouvoir faire comme à l'époque où les collabos administraient la Palestine (Arafat était le *délégué aux territoires occupés* du ministère de l'intérieur israélien). Le pouvoir croit pouvoir donner des ordres au Hamas, c'est-à-dire aujourd'hui au peuple palestinien lui-même puisqu'il a si majoritairement voté Hamas !

Ainsi, au lien suivant :

<http://fr.news.yahoo.com/26012006/5/le-futur-gouvernement-palestinien-devra-renoncer-la-violence-et-reconna.html>

La france *ordonne* : « Le futur gouvernement palestinien devra renoncer à la violence et reconnaître l'existence d'Israël ».

Au lien suivant :

<http://fr.news.yahoo.com/26012006/5/s-il-entre-au-gouvernement-palestinien-le-hamas-devra-oeuvrer.html>

Bruxelles *ordonne* : « S'il entre au gouvernement palestinien, le Hamas devra oeuvrer pour la paix avec Israël » C'est-à-dire cesser la résistance... alors que c'est parce que ce mouvement est tout entier dans la résistance à l'oppression sioniste qu'il a été si brillamment élu.

Ici :

<http://fr.news.yahoo.com/26012006/202/le-hamas-cause-un-seisme-en-ecrasant-le-fatah-aux.html>

Bush n'est pas en reste : « Le président américain, George W. Bush, a pour sa part affirmé que le Hamas devait renoncer à vouloir la destruction d'Israël. » Alors que c'est *justement* parce que les Palestiniens veulent le démantèlement d'Israël qu'ils ont voté Hamas !

Et à ce lien :

<http://fr.news.yahoo.com/26012006/290/triomphe-legislatif-du-hamas-le-processus-de-paix-dans-le.html>

Voici ce que dit la prétendue seule *démocratie* du moyen-orient (Israël) :

« Dans sa première réaction officielle aux résultats des élections palestiniennes, l'Etat juif a pour sa part exhorté l'Union européenne, principal fournisseur d'aide financière aux Palestiniens, à ne pas autoriser la mise en place d'un "gouvernement terroriste". » Ce qui signifie que la prétendue seule démocratie du moyen-orient (Israël) n'accepte le résultat des élections que quand le peuple vote comme il faut, c'est-à-dire selon les intérêt sionistes !

Mais ici :

<http://fr.news.yahoo.com/26012006/5/la-victoire-annoncee-du-hamas-une-dynamique-favorable-pour-les.html>

Une phrase d'un autre registre est à retenir pour bien comprendre cette élection : « "Les Palestiniens ont donné leurs voix au parti qui a donné son sang", estimait pour sa part Ayyoub Muhanna, Libanais de 29 ans. »

Mais, tous les dirigeants qui comptent en Occident ainsi qu'en Russie ordonnent au Hamas de cesser la résistance et de devenir une bande de collabos !

Post-scriptum 0 :

À ses débuts la résistance palestinienne était *laïque* et ne voulait pas seulement le démantèlement d'Israël, mais aussi la destruction de tous les régimes dictatoriaux régnant en divers pays arabes !

Post-scriptum 1 :

Après l'assassinat de Yasser Arafat, Marwan Bargouti (en prison en Israël) avait commis une *trahison* en acceptant de ne pas se présenter aux élections à la présidence de l'Autorité Palestinienne afin que le collabo Mahmoud Abbas ait des chances d'être élu. Aussi, les Israéliens ont eu beau exhumer Marwan

Bargouti de sa tombe, pardon de sa geôle, pour lui faire dire que pour les actuelles législatives il fallait voter pour la bande de collabos à Mahmoud Abbas et Ahmad Korei, les Palestiniens, n'étant PAS un peuple de collabos, ont préféré voter pour la résistance, bien mieux représentée par le Hamas.

Post-scriptum 2 :

Le Hamas a quatre caractéristiques :

1°) Il n'a pu vraiment s'installer en Palestine qu'avec l'aide du Mossad (service secret israélien) :

<http://mai68.org/ag/543.htm>

Et bien des opérations que le Hamas a menées, je pense à ses attentats aveugles contre les Israéliens, ont été commandités directement ou indirectement par les services secrets israéliens. Ces attentats aveugles jettent en effet les jeunes Juifs dans les bras du sionisme. Ce qui arrange bien les dirigeants sionistes.

Bref, à l'origine, les dirigeants du Hamas sont manipulés par Israël.

2°) Le Hamas est islamiste. *Ce que je déteste*. Mais, c'est justement pour ça qu'Israël avait besoin qu'un tel mouvement soit puissant. Pour diviser la résistance palestinienne (diviser pour mieux régner) et aussi pour avoir une chance de faire croire au monde entier, et même aux Juifs et aux Palestiniens eux-mêmes, que le conflit en Palestine était un conflit religieux. Dans un conflit religieux, les gens normaux, comme vous et moi, mettent les adversaires sur un pied d'égalité, et disent qu'ils ont autant de torts l'un que l'autre, et que le seul but est d'obtenir la paix.

Mais, en réalité, il s'agit d'un conflit de colonisation. Et Israël a été créé par un nettoyage ethnique (les sionistes ont volé la Palestine aux Palestiniens et les ont chassés de chez eux !) :

<http://mai68.org/ag/527.htm>

Ainsi, dans le conflit Israël-Palestine, il devient soudain évident qu'un des deux camps a tous les torts et que l'autre a tout à fait raison. Comme pour les cows-boys et les Indiens ! Quand on a compris cela, on s'aperçoit que le seul but est d'obtenir la justice TOTALE pour les Palestiniens.

3°) La base du Hamas ignore très probablement dans son immense majorité le rôle joué par le Mossad dans l'implantation du Hamas en Palestine. Et ignore la stratégie du Mossad expliquée au point 2.

Il est probable aussi que la majorité de la base électorale du Hamas l'ignore encore plus.

Ce qui est sûr, par contre, c'est que LE HAMAS N'A ABSOLUMENT PAS UNE IMAGE DE COLLABORATEUR, contrairement au Fatah de Mahmoud Abbas et d'Ahmad Korei. Il est probable que les Palestiniens ne veulent pas de l'instauration d'un État islamiste ; mais, comme le Hamas avait dit qu'il n'instaurerait pas d'État islamiste sans faire un référendum auparavant, un tel danger s'éloignait d'un seul coup.

En fait, ces élections se résumèrent à ceci pour les Palestiniens :

Soit on vote pour la collaboration et pour le Laval (Mahmoud Abbas) de la Palestine, soit on vote pour la résistance en votant pour le Hamas malgré ses inconvénients (son islamisme). Et ces élections ont d'autant plus de sens que le taux d'abstention est très faible : 77% de participation !

4°) Comme la base sociale du Hamas est maintenant presque totale, on peut penser que les éléments infiltrés par le Mossad en son sein pour l'induire en erreur (en lui faisant faire des attentats *aveugles* contre les Israéliens afin de jeter les juifs dans les bras du sionisme) vont perdre, ou même ont déjà perdu, énormément de leur influence.

Post-scriptum 4 sur le Hezbollah :

Pour avoir une idée de ce que je pense du Hezbollah, veuillez cliquer ici et lire les "notes de do" à la fin :

<http://mai68.org/ag/547.htm>

Post-scriptum 5 :

Suite au succès de la première intifada, et après le très officiel et *spectaculaire* (au sens où ce n'était qu'un spectacle) désengagement d'Israël des territoires occupés (Gaza et Cisjordanie seulement ; le Golan, pas question de le rendre à la Syrie, car là, cela aurait forcément été pour de vrai !), Yasser Arafat accepta de devenir le chef de l'Autorité Palestinienne, cet État-croupion qui avait autant d'autonomie par rapport à Israël que la France de Pétain par rapport à l'Allemagne de Hitler. Écrivons en français compréhensible par "Monsieur tout-le-monde" : Yasser Arafat avait accepté le poste de délégué-aux-territoires-occupés du ministère de l'intérieur israélien.

George Habash, le très honorable fondateur du FPLP disait à juste titre de Yasser Arafat : « il est prêt à tout pour avoir ne serait-ce qu'un semblant de pouvoir ! »

Environ 6 mois après son accession à ce poste, Yasser Arafat eut l'occasion de prouver sa fidélité à son maître (l'État d'Israël) en réprimant l'intifada qui ne voulait pas s'éteindre : un douzaine d'enfants de 8 à 15 ans furent tués par la police de Yasser Arafat lors d'une émeute de jeunes Palestiniens.

L'on vit aussi Yasser Arafat faire arrêter les braves du FPLP qui avaient eu le courage d'exécuter un ministre israélien d'extrême-droite tellement raciste que même Le Pen l'aurait rejeté.

Vraiment, Yasser Arafat a bien mérité son surnom de "Pétain de la Palestine" !

Merci pour votre attention, Meilleure salutation, do

<http://mai68.org>

<http://mai68.org/journal/N105/26janvier2006.htm>

<http://kalachnikov.org/journal/N105/26janvier2006.htm>

<http://www.chez.com/vlr/journal/N105/26janvier2006.htm>

LES TEMPS CHANGENT-ILS ?

Une étude américaine critique la politique pro-israélienne des Etats-Unis

Corinne Lesnes

Dans un essai intitulé *Le lobby israélien et la politique étrangère des Etats-Unis*, les professeurs Stephen Walt, directeur des études à la Kennedy School de l'université Harvard, et John Mearsheimer, professeur de sciences politiques à l'université de Chicago, estiment que les Etats-Unis confondent trop souvent leur intérêt national avec celui de l'Etat juif au risque de "compromettre leur sécurité". Ils incriminent l'action du "lobby pro-israélien", un groupe qu'ils définissent comme composé d'individus et d'organisations qui "travaillent activement" en vue d'influencer la diplomatie américaine. "D'autres groupes d'intérêt ont réussi à tirer la politique étrangère américaine dans le sens qu'ils souhaitaient, mais aucun n'a réussi à l'emmener aussi loin de ce que l'intérêt national américain recommanderait, tout en réussissant à convaincre les Américains que les intérêts des Etats-Unis et d'Israël sont à peu près identiques", écrivent les deux chercheurs.

Ce texte de 83 pages, placé sur le site Internet d'Harvard dans la série des "documents de travail", n'a pas été retiré du site malgré les protestations des associations pro-israéliennes ; toutefois l'université a fait ajouter un paragraphe sur la page de garde indiquant qu'il n'engage que ses auteurs.

La thèse prend le contre-pied du raisonnement habituel aux Etats-Unis, selon lequel la menace terroriste a rapproché Israël et l'Amérique. Pour les deux universitaires, qui comptent parmi les animateurs de l'école "réaliste" en matière de politique internationale, si les Etats-Unis ont un problème de terrorisme, c'est "en bonne partie parce qu'ils sont alliés à Israël, non pas l'inverse". De même, les Etats-Unis "n'auraient pas à s'inquiéter autant" de la menace irakienne ou syrienne, s'il n'en allait de la sécurité d'Israël. Un Iran nucléarisé ne serait pas un tel "désastre stratégique", le régime de Téhéran sachant qu'il s'expose à une riposte foudroyante.

Depuis la fin de la guerre froide, estiment les chercheurs, Israël n'apparaît plus comme "un atout stratégique" aidant à contenir l'expansion soviétique dans la région, mais comme un "fardeau". Pour les deux professeurs, qui étaient opposés à la guerre en Irak, le lobby a été, avec le gouvernement israélien, non pas l'unique facteur, mais "un élément critique" dans la décision de renverser le régime de Saddam Hussein.

"Opérations d'espionnage"

Les auteurs rappellent qu'Israël est le premier bénéficiaire d'aide économique et militaire des Etats-Unis, avec l'Egypte (environ 500 dollars par habitants par an), alors que son revenu par personne est équivalent à celui de l'Espagne ou de la Corée du Sud. Israël reçoit la somme en un seul versement, contrairement aux autres pays, ce qui lui permet de la placer et de toucher des intérêts. Les autres pays sont pour la plupart tenus de se fournir en équipements militaires auprès des Etats-Unis, ce qui n'est pas le cas d'Israël, qui fait vivre son industrie militaire.

L'Etat juif ne se comporte pas pour autant en "allié loyal", accusent MM. Walt et Mearsheimer. Il a livré de la technologie sensible à la Chine. Les auteurs citent aussi un rapport de l'organisme budgétaire du Congrès (GAO), selon lequel Israël "se livre aux opérations d'espionnage les plus agressives contre les Etats-Unis, parmi tous les alliés".

Deux membres de la principale organisation de lobbying, l'Aipac (American Israel Public Affairs Committee), qui se définit elle-même comme "le lobby de l'Amérique pro-israélienne", sont poursuivis pour avoir livré des informations confidentielles sur l'Iran obtenues de l'analyste du Pentagone Larry Franklin. Larry Franklin a été condamné, en janvier, à près de treize ans de prison.

Dès parution, le texte a suscité des critiques virulentes, notamment sur la partie où il met en cause les cercles de réflexion et la presse pour leur partialité en faveur d'Israël. M. Mearsheimer a indiqué au Monde qu'aucune publication américaine n'a accepté de le diffuser.

Les deux chercheurs ont commencé leurs travaux en 2002 après avoir été frappés par la manière dont Ariel Sharon avait ignoré les demandes du président Bush de surseoir à la reprise de contrôle des villes de Cisjordanie, alors qu'une telle opération nuisait à l'image des Etats-Unis dans le monde arabe. "Notre ambition est de faire en sorte que les Etats-Unis suivent une politique qui sert l'intérêt national américain, dit-il. Nous ne pensons pas que la guerre en Irak correspondait à cet intérêt. Il nous a paru clair que cette politique était conduite pour une bonne part par le lobby israélien. Cela nous a paru de bon sens d'écrire là-dessus et d'ouvrir le débat."

Le Monde 24 mars 2006.

Nous avons le document intégral en langue anglaise. Voir :

<http://litek.ws/aaargh/fran/livres/reprints.html>

2 - Guantanamo ou le déni du droit

L'HORREUR AMÉRICAINE
HITLER ÉTAIT UN ENFANT DE CHŒUR

Tortionnaires sans frontières

Sara Daniel

Ce jour-là, il avait d'abord pensé envoyer dix avions pour attaquer les Etats-Unis. Khalid Cheikh Mohamed, le planificateur des attentats du 11-Septembre, a confessé aux agents de la CIA qu'il voulait aussi attaquer la côte Ouest, l'Etat de Californie et celui de Washington. Neuf des dix avions se seraient écrasés sur leurs cibles. Le dixième, c'est lui qui l'aurait piloté. A bord, il aurait tué tous les hommes adultes, puis il aurait contacté les médias et se serait posé sur un aéroport américain. Là il aurait fait un discours pour dénoncer la politique américaine au Moyen-Orient, avant de relâcher les femmes et les enfants. Mais Ben Laden a finalement jugé le plan de Khalid Cheikh Mohamed trop ambitieux... On aurait pu penser que le gouvernement américain s'empresserait d'organiser un procès retentissant pour juger le cerveau des attentats du 11-Septembre. D'autant que « KCM », désigné par les Américains comme le numéro trois d'Al-Qaida, est aussi soupçonné d'avoir organisé l'assassinat du journaliste américain Daniel Pearl, les attaques contre le destroyer américain « USS Cole » et les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Ou encore contre la synagogue de Djerba. Mais Khalid Cheikh Mohamed, le terroriste pakistanais éduqué en Caroline du Nord, a disparu. Il est à ce jour le plus célèbre des prisonniers fantômes détenus par la CIA dans ses oubliettes secrètes. Après avoir déclenché une première guerre - en Afghanistan - pour répondre aux terribles attentats de New York et de Washington et invoqué les liens - inexistantes - entre Saddam Hussein et Al-Qaida pour envahir l'Irak, l'administration américaine n'a toujours pas déféré à la justice celui qu'elle présente comme l'organisateur du 11-Septembre...

Le 30 septembre 2004, le président Bush reconnaissait certes que Khalid Cheikh Mohamed était « en prison ». Mais on ignore toujours où et quand exactement il a été arrêté. Seule une photo prouve son arrestation. On y voit le terroriste hagard, les cheveux hirsutes, semblant émerger d'un cauchemar. On reconnaît clairement son triple menton, sa moustache de croquemitaine et son torse poilu dépassant du tee-shirt. On sait qu'il a d'abord été transféré du Pakistan au centre d'interrogatoires de la CIA, à Bagram, près de Kaboul, puis qu'il a été envoyé, quelques jours plus tard, vers une destination inconnue dissimulée sous le nom de code « Hotel California » : un porte-avions ou un centre de détention secret situé dans une de ces nations qui ont accepté d'accueillir les prisonniers - de la Thaïlande au Maroc en passant par l'Europe de l'Est. Cheikh Mohamed se trouve sans doute dans un nulle part où l'on ne distingue pas le jour de la nuit, le propre du sale ou le vrai du faux. Un lieu sans règles ni routine pour que les détenus ne s'habituent à rien. Un espace où l'on ne peut ni se tenir

debout ni s'allonger. Et où les geôliers utilisent d'autres méthodes que celles autorisées par la loi américaine pour faire parler les détenus. Le water boarding, par exemple. Après avoir attaché le prisonnier sur une table inclinée, la tête à peine plus haut que les pieds, on lui enveloppe le visage de Cellophane et on l'asperge d'eau, ce qui le fait suffoquer et lui donne l'impression de se noyer. Peut-être inspirés par le général Massu qui avait testé lui-même la « gégène », des agents de la CIA ont testé sur eux le procédé. Ils n'ont pas tenu plus de quatorze secondes. Certains ont prétendu que Khalid Cheikh Mohamed avait enduré cette épreuve plus de deux minutes, à l'étonnement des experts chargés de mener l'interrogatoire... Est-il légitime d'utiliser la torture contre des terroristes ? Sur les décombres du World Trade Center, le débat a vite quitté les bureaux des agents fédéraux ou des militaires et fait son chemin jusque dans les journaux de la plus puissante démocratie du monde. En novembre 2001, dans un éditorial de « Newsweek » titré : « Il est temps de penser à la torture », Jonathan Alter, qui passait jusque-là pour être assez libéral, se demandait s'il n'était pas licite d'« utiliser au moins la torture psychologique » ? Et le journaliste allait jusqu'à proposer quelques méthodes de son cru pour briser la résistance des terroristes, suggérant de « leur faire écouter des cris de lapins qui meurent » ou de « les envoyer en Arabie Saoudite, terre de décapitation ».

Pour lui, ceux qui réprouvaient ces méthodes étaient des « «10-septembre», vivant dans un pays qui n'existe plus ». « Nous allons devoir songer à transférer certains suspects dans des pays alliés moins facilement scandalisés, même si c'est hypocrite », concluait Alter, précisant : « Personne n'a dit que ça allait être joli » (1). Quelques jours après le 11-Septembre, le vice-président des Etats-Unis, Dick Cheney, n'avait-il pas déclaré lui-même à l'émission « Meet the Press » que le gouvernement devrait travailler « du côté obscur, silencieusement, sans discussions, en utilisant les sources et les méthodes de nos agences de renseignement » ? Il faudra près de quatre ans, le travail opiniâtre des organisations de défense des droits de l'homme et la mobilisation d'une poignée de journalistes plus curieux que d'autres pour mettre au jour les sombres conséquences d'un système mis en place, entre autres, par Alberto Gonzales, lorsqu'il était conseiller de la Maison-Blanche. Avec pour objectif déclaré d'obtenir des informations dans les délais les plus brefs, quitte à agir dans le mépris le plus complet des droits des suspects. « Selon moi, le nouveau paradigme rend obsolètes les limitations strictes des conventions de Genève sur l'interrogatoire des prisonniers ennemis et rend vieillots certains de leurs articles », écrivait à George Bush, dans un mémo confidentiel révélé par « Newsweek », celui qui est devenu depuis le ministre de la Justice des Etats-Unis.

En février 2002, alertée sans doute par les scrupules de Colin Powell, la Maison-Blanche décidait finalement que les conventions de Genève s'appliqueraient à la guerre en Afghanistan, mais que les détenus d'Al-Qaida et les talibans ne bénéficieraient pas du statut de prisonnier de guerre. Après quoi, toujours selon les informations obtenues par « Newsweek », Bush signa un décret secret accordant de nouveaux pouvoirs à la CIA. Elle était autorisée à établir une série de prisons secrètes hors des Etats-Unis et à questionner leurs détenus avec une grande dureté. Washington négocia alors avec les pays concernés des accords garantissant l'immunité à ses fonctionnaires... C'est ce réseau mondial de « tortionnaires sans frontières » qui livre aujourd'hui quelques-uns de ses secrets. Depuis les attentats du World Trade Center, les Etats-Unis ont détenu 80 000 personnes dans des prisons dispersées dans une vingtaine de pays, de l'Afghanistan jusqu'à la base de Guantanamo à Cuba. Aujourd'hui près de 14 500 « suspects » sont détenus au nom de la guerre contre le terrorisme dans ces « trous noirs » du droit international. Sans parler des « disparus », dont on ne connaît pas le nombre exact (dans son enquête du « Washington Post », Dana Priest évalue leur nombre à une centaine). Combien sont-ils à avoir été maltraités, torturés, privés de leurs droits, extradés vers des pays où ils ont été torturés ? Combien d'innocents arrêtés et brutalisés « par erreur », simplement parce qu'aux yeux de l'administration américaine et de ses alliés un suspect devient facilement un « combattant illégal », c'est-à-dire un détenu privé des protections élémentaires attachées au statut de « prisonnier de guerre » ? Chaque semaine, de nouveaux récits des prisonniers libérés viennent ajouter leur touche au sombre tableau. Comme celui de Binyam Mohammed, 27 ans, qui dit avoir passé presque trois ans dans le réseau des prisons secrètes de la CIA après avoir été arrêté au Pakistan. Les seules charges retenues contre lui s'appuient sur la confession qu'on lui a extorquée sous la torture, notamment au Maroc, où un avion de la CIA l'avait déposé en juillet 2000. « L'un d'entre eux a pris mon pénis entre ses mains et a commencé à le taillader, confie-t-il dans le récit qu'il a fait à son avocat Clive Stafford Smith. Il l'a fait une fois puis s'est arrêté pour regarder pendant peut-être une minute. La douleur était terrible. Je pleurais en essayant désespérément de me supprimer... Ils ont dû faire cela entre 20 et 30 fois. Il y avait du sang partout. »

Un ancien agent de renseignement confie qu'au sein de la CIA et parmi les membres du bureau des opérations clandestines beaucoup s'inquiètent. Car la torture et les enlèvements suivis de transferts clandestins sont non seulement moralement condamnables mais ils exposent les agents et les diplomates américains à des poursuites. Comme ces 22 officiers de la CIA mis en accusation en

Italie pour avoir joué un rôle dans l'enlèvement de Hassan Moustafa Oussama Nasr (voir encadré p. 16). En Afghanistan, plaque tournante du réseau de transfert des prisonniers de la CIA, le docteur Bidar est le directeur régional de la commission indépendante des droits de l'homme. A l'origine, il enquêtait sur les violences commises par les chefs de guerre afghans sur les femmes. « Aujourd'hui je ne fais qu'enregistrer des plaintes contre l'armée américaine, raconte-t-il dans le «Guardian». Plusieurs milliers d'Afghans ont été enfermés ici avec des détenus transférés depuis l'étranger. Ils disent qu'ils ont été brutalisés. Les méthodes employées sont indescriptibles... » Sans parler de ceux qui meurent en détention ou qui « disparaissent ». En octobre 2005, le département de la Défense américain a « déclassifié », c'est-à-dire levé le secret-défense qui couvrait 44 autopsies de prisonniers morts pendant leur détention en des lieux sous contrôle américain. « Il ne fait pas de doute que les interrogatoires ont causé des morts », explique Anthony Romero, directeur de l'American Civil Liberties Union, une des organisations non gouvernementales qui ont demandé la liberté d'accès aux documents.

Huit des homicides recensés dans ces autopsies apparaissent comme le résultat d'interrogatoires (étranglements, asphyxies, blessures) menés par les agents de la CIA, mais aussi par des membres des forces spéciales de la Marine (US Navy Seals) et par des hommes du renseignement militaire. Quant aux « morts naturelles » d'autres prisonniers, elles ont été attribuées, pour la plupart, à des « maladies cardio-vasculaires » providentielles. « Plus personne aujourd'hui ne peut croire que le scandale d'Abou Ghraib n'a été le fait que d'une poignée de soldats dégénérés et irresponsables », estime Anthony Romero. Les photos des tortures d'Abou Ghraib, ces 1 800 clichés qui n'ont été montrés pour l'instant qu'aux membres du Congrès, sur lesquels figurent des scènes de violences sexuelles sur des prisonniers irakiens, de masturbation forcée et de profanation de cadavres, suffiraient à le prouver. « Les hauts fonctionnaires qui étaient au courant de la torture et qui n'ont rien fait et ceux qui ont mis au point et approuvé ces méthodes doivent rendre des comptes, affirme Anthony Romero. Les Etats-Unis doivent sortir leur tête du sable et faire face au scandale de la torture qui a ébranlé notre armée. » La question est aussi de savoir comment les « disparus » des prisons secrètes vont pouvoir sortir un jour de leurs limbes géographiques et juridiques. Et comment la justice américaine, si elle doit les juger un jour, pourra faire comparaître des accusés qui ont livré des informations sous la torture. Quelle valeur légale, par exemple, auront les renseignements livrés au cours de ses 76 interrogatoires par Khalid Cheikh Mohamed, s'il est démontré qu'ils ont été obtenus par des méthodes d'interrogation que la morale et le droit réprouvent ? C'est un véritable piège qui risque fort de se refermer sur l'administration Bush si les témoignages des centaines de terroristes présumés qu'elle détient sont récusés par les tribunaux américains parce qu'une poignée de conseillers du président ont décrété un jour que les conventions de Genève étaient aujourd'hui obsolètes...

(1) Article cité dans le livre de Philippe Boloïon, *Guantanamo. Le baigne du bout du monde*, La Découverte.

Nouvel-Observateur, 12 janvier 2006.

<http://archives.nouvelobs.com/recherche/article.cfm?id=143814&>

3 - L'Iraq des marais

JOURS TRANQUILLES À SAMARA - 1

LA CONSPIRATION DE SAMARRA

par Gilles Munier

Les 72 000 plaques d'or de la coupole du sanctuaire chiite Al-Askariya de Samarra ont été pulvérisées par deux explosions successives mercredi 22 février vers 6h40 du matin (*heure d'Irak*). Des suspects ont été arrêtés, mais les véritables auteurs du forfait courent toujours. Ils ne seront sans doute jamais retrouvés. Leurs commanditaires non plus, bien que tout les désigne.

La Mosquée d'or avait été protégée pendant 1200 ans par ses habitants de la vindicte des conquérants de passage. L'invasion américaine lui a été fatale. En détruisant le mausolée, les terroristes ne s'en sont pas pris seulement à un lieu de culte où reposent deux descendants du Prophète : Ali al-Hadi (*mort en 868*) et Hassan al-Askari (*mort en 873*), les 10^{ème} et 11^{ème} imams. Ils ont cherché à déclencher une guerre civile en frappant l'imaginaire sacré des chiites irakiens. C'est en effet dans ce sanctuaire que se trouve l'entrée du souterrain où a disparu le jeune Muhammad, 12^{ème} imam, « *occulté* » juste après

la mort de son père. Selon la doctrine chiite duodécimaine, le Mahdi – *l'Iman Caché* - reviendra à la fin des temps, précédant Jésus le Messie, pour instaurer sur terre la société islamique idéale.

« Destruction contrôlée »

La plupart des médias occidentaux ont repris les communiqués du ministère irakien de l'Intérieur sans aller plus loin : quatre hommes, dont un en treillis de la Garde nationale, et trois autres habillés de noir et masqués ont pénétré dans l'édifice mercredi après la prière du matin. Ils ont ligoté les 5 gardes, placé des explosifs dans le sanctuaire et quitté les lieux mêlés aux pèlerins et aux habitants venus prier.

Au cours de la journée, il s'est pourtant avéré que la version ne tenait pas. Un témoin, Ahmad Al-Samarraï, qui possède un café-Internet devant le mausolée – *et qui y dort de peur d'être volé* - affirmait que, la veille, les autorités lui avaient intimé l'ordre de ne sortir de sa boutique sous aucun prétexte. Les forces US et irakiennes avaient fermé les accès au sanctuaire et patrouillé toute la nuit dans le quartier.

Le ministère de l'Intérieur finit par reconnaître que le commando s'était introduit dans le mausolée la veille au soir, puis Jassem Mohammad Jaafar, « *Ministre* » de la Construction, annonça après avoir inspecté les lieux, qu'il avait fallu 12 heures pour placer les explosifs – *2 heures par pilier et il y en avait 4* – que les charges étaient connectées entre elles, reliées à une autre placée sous le dôme, et commandées à distance. Pour lui, il ne pouvait s'agir que d'un travail de spécialistes, exécuté avec précision : le dôme était tombé, pas les minarets !

Arrivée rapidement à Samarra dont elle est originaire, la journaliste Atwar Bahjat de la chaîne de télévision *Al-Arabiya* a recueilli les premiers témoignages. Ils ne collaient pas avec la version officielle de l'attentat. Elle aurait même filmé l'arrestation de deux suspects iraniens et leur libération par le « *ministre* » de l'Intérieur Bayane Jabr Soulagh.

Quelques heures plus tard, le corps sans vie de la jeune journaliste, ceux de son cameraman et d'un technicien, ont été retrouvés à Dour, à quelques kilomètres de Samarra. Leur matériel et évidemment la bande vidéo avec les interviews avaient disparu. Un journaliste turc a assisté à leur arrestation par des policiers en uniforme et a vu l'équipe d'*Al-Arabiya* emmenée vers une destination inconnue. Pour terroriser encore plus la population, des inconnus ont mitraillé à titre d'avertissement la foule présente aux obsèques de Atwar Bahjat.

Par ailleurs, on a appris que les forces de l'ordre ont confisqué les téléphones portables avec appareil photo des riverains du sanctuaire et des personnes quittant la ville. Ils craignaient, paraît-il, de retrouver des photos gênantes sur Internet ou dans les médias.

Comme l'a déclaré le « *Président de la République* » Jalal Talabani - *qui est orfèvre en la matière* - l'attentat contre le sanctuaire de Samarra fait partie d'*«une grande conspiration»*.

Samarra, ville rebelle

Samarra et sa région sont considérées par les Américains comme une « *zone hors-la-loi* ». Ils ont dû évacuer deux bases militaires sous la pression de la résistance. En octobre 2003, l'armée US a lancé l'opération *Iron Fist (Main de fer, du nom donné par les nazis à celle dirigée contre Stalingrad !)*. La ville a été bombardée massivement. Appuyés par des blindés et des hélicoptères, 5000 militaires – *dont 2000 Gardes nationaux irakiens* - ont mis Samarra à feu et à sang. La principale usine de médicaments d'Irak et ses environs ont été pilonnés pendant des heures. Des chars ont écrasé des voitures avec leurs occupants.

A l'époque, le bilan des combats avait été présenté comme un succès par Falah Al-Nakib, le « *ministre* » de l'Intérieur, et par Iyad Allaoui, « *Premier ministre* » ; tandis que le *Comité des oulémas* avait dénoncé un massacre.

Depuis, Samarra n'est toujours pas « *pacifiée* ». Les rives du Tigre qui la borde sont sous haute surveillance et elle est entourée d'un mur de sable pour empêcher les « *infiltrations terroristes* ». Un couvre feu y est imposé de 20 heures à 6 heures du matin. Des arrestations préventives y sont effectuées quotidiennement. On voit mal comment un groupe terroriste s'y est pris pour introduire dans la ville des explosifs, passer 12 heures dans le sanctuaire sans attirer l'attention, et quitter les lieux après l'explosion sans difficulté.

Le borbier irakien

Pour comprendre ce qui s'est passé et pourquoi, il est nécessaire de se rappeler les circonstances dans lesquelles l'attentat s'est produit.

En décembre dernier, l'Irak s'était doté d'une « *constitution* » contestée aussi bien par la résistance que par une partie non négligeable de ceux ayant participé au scrutin. Deux mois plus tard, le pays était toujours sans gouvernement. Plusieurs élus réclamaient sa révision, en particulier l'imam Moqtada Al-Sadr pour qui l'article instituant le fédéralisme est une étape vers à la partition du pays.

Dans la perspective du bombardement de sites nucléaires en Iran, l'ambassadeur US Zalmay Khalilzad – tentait d'amadouer les sunnites et de convaincre Abdul Aziz Al-Hakim, chef du *Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (SCIRI)*, de l'aider à former un gouvernement de coalition, c'est-à-dire comprenant Iyad Allaoui, ancien « *Premier ministre* » et « *chouchou* » de la CIA, ou Ahmed Chalabi.

La désobéissance politique prenait des formes imprévues : le chef du Conseil de la région de Misan, Abdul Jabbar Waheed, avait levé l'immunité des forces britanniques et des « *contractors* », les mercenaires étrangers. Il refusait d'augmenter le prix du pétrole à la pompe et exigeait de visiter les camps d'internement. A Bassora et à Kerballa, ses homologues étaient tentés de faire de même.

Bayane Jabr Soulagh, « *ministre* » de l'Intérieur était sur la sellette, accusé de diriger des escadrons de la mort. Des chambres de torture et des cellules remplies de prisonniers avaient été découvertes dans les caves du ministère et la police routière était accusée d'enlèvements. Zalmay Khalilzad accusait l'Iran de soutenir le terrorisme tandis que Téhéran réclamait le départ des troupes britanniques du sud du pays.

Jack Straw, ministre des Affaires étrangères britannique, venait d'effectuer une visite surprise à Bagdad pour Ibrahim Al-Jaafari, et Condoleezza Rice en tournée au Proche-Orient pour relancer le projet « *Grand Moyen-Orient* ». Enfin, Moqtada al-Sadr avait assuré l'Iran de son soutien en cas d'attaque américaine ou israélienne. En voyage en Syrie et au Liban, il avait fait de même en rencontrant le président Bachar Al-Assad et le Cheikh Hassan Nasrallah, Secrétaire général du Hezbollah.

Un « coup tordu » des forces spéciales

Personne n'a revendiqué la destruction du mausolée. Comme il fallait s'y attendre, Zalmay Khalilzad l'a attribuée à « *Zarqaoui* », mais personne ne le croit. L'individu, s'il existe, aurait choisi une heure d'affluence. Il aurait attendu la prière du vendredi.

Le Comité des oulémas et plusieurs mouvements de résistance ont condamné l'attentat. Le 22 février, le parti Baas clandestin a accusé les Etats-Unis d'être « *les responsables n°1* » du crime et désigné l'Iran comme complice. Le groupe *Ansar Al-Sunna* considéré comme proche d'Al Qaïda, et les *Brigades de la Révolution de 1920*, ont également condamné la destruction du mausolée.

En Iran, l'ayatollah Khomeini, guide suprême de la Révolution islamique iranienne, a accusé Israël d'être l'auteur de l'attentat et a demandé aux chiïtes de ne pas se venger sur les sunnites, car la *Sharia* interdit aux musulmans d'aider les ennemis de l'islam.

A qui profite le crime, ou à qui devait-il profiter ? Le principal suspect est Abdul Aziz Al Hakim en raison de ses liens avec la *Brigade Badr* qu'il a longtemps dirigée, et de ses relations avec certains services secrets iraniens et les forces spéciales US. Il veut s'adjuger une grande partie des ressources pétrolières irakiennes en créant une région autonome chiïte dans le sud du pays. Pour parvenir à ses fins, il est prêt à négocier son soutien ou sa neutralité avec les Kurdes de Massoud Barzani et de Jalal Talabani qui veulent s'emparer de Kirkouk. Sa déclaration attribuant la responsabilité des attentats aux « *déclarations irresponsables qui renforcent le terrorisme* » de Zalmay Khalilzad n'a pas convaincu grand monde.

De nombreux observateurs américains - et notamment Ray McGovern, ancien analyste de la CIA du Vice-président Bush dans les années 80 - pensent que la destruction de la Mosquée d'or est un « *coup tordu* » monté par les forces spéciales britanniques et US. Ils donnent pour exemple les tentatives d'attentats déjouées à Bassora où deux SAS, déguisés en Arabes, ont été appréhendés en septembre 2005, alors qu'ils s'apprêtaient à faire sauter des objectifs civils ; ou l'arrestation le 11 octobre 2005, de deux individus au comportement suspect par des habitants du quartier Al-Ghazaliyah à Bagdad. Vérification faite, il s'agissait d'Américains, déguisés eux aussi, apparemment en train de piéger une voiture. A chaque fois, les terroristes ont été sauvés *in extremis* par les forces de la Coalition.

On ne peut s'empêcher de penser que la destruction du sanctuaire de Samarra, comme les centaines d'attentats aveugles, les meurtres d'intellectuels, sont la réplique de l'« *Option El Salvador* » lancée dans ce pays dans les années 80 par John Negroponte, remise au goût du jour lorsqu'il était ambassadeur à Bagdad. Comme en Amérique latine, on cherche à susciter des clivages entre communautés religieuses ou ethniques, à générer la haine et la vengeance. Dans l'esprit de certains néo conservateurs américains et de leurs alliés irakiens, le fédéralisme est passé de mode, ils parlent maintenant de confédéralisme, comme le fait justement Abdul Aziz Al Hakim.

Certes, l'idée que des « *musulmans* » ont fait sauter le sanctuaire de deux descendants du Prophète est difficilement concevable, mais font remarquer ceux qui soutiennent cette hypothèse : on a peut être dit aux spécialistes en explosifs du « *ministre* » de l'Intérieur Bayane Jabr Soulagh que les dégâts ne seraient que matériels et partiels, et les tombes des imams préservées. Et, c'est bien ce qui s'est passé.

En s'attaquant à la Mosquée d'or, les conspirateurs espéraient sans doute déstabiliser Moqtada Al-Sadr et le président iranien Mahmoud Ahmadinejad – et leurs partisans - qui ont placé leur action politique sous la haute protection de l'Imam Caché. Si c'est le cas, c'est raté !

« *Destruction créatrice* » et « *Big Bang* »

La destruction de lieux de mémoire, comme le pillage du musée de Bagdad et des archives historiques, la détérioration des sites archéologiques et l'attaque de mosquées - notamment celles où sont enterrés des compagnons du Prophète - font partie d'une stratégie. Juste après l'attentat de Samarra, ce sont les mausolées de Talha datant du VIIIème siècle, près de Bassora, et celui de Salman Al Farsi au sud de Bagdad qui ont été attaqués.

Michael Ledeen, un des plus influents penseurs néo conservateurs, est de ceux qui préconisent clairement ce genre de destructions. Dans *La liberté trahie*, livre paru en 1996, il appelle cela la « *guerre totale* » pour imposer la volonté des Etats-Unis à ses ennemis. Pour lui, il ne faut pas seulement « *détruire les forces militaires ennemies* », mais « *bouleverser la société ennemie au point de renverser ses tendances culturelles* ». « *Epargner les populations civiles* », écrit-il, « *ne peut pas être la préoccupation principale de la guerre totale* ». Dans un autre ouvrage, il parle de « *destruction créatrice* ». On ne peut s'empêcher de penser à ce qui s'est passé à Samarra.

Dans un pays comme l'Irak, une guerre civile ne se décrète pas. On voit mal pourquoi les chiïtes et les sunnites qui ont vécu sans problème pendant des siècles se mettraient brusquement à s'étriper. Les forces d'occupation, les escadrons de la mort et la Brigade Badr y parviendront-ils avec leurs provocations sanglantes ? Samarra était en tout cas pour eux une cible parfaite : c'est un bastion de la résistance à mettre au pas, et un exemple de cohabitation normale entre communautés religieuses à faire disparaître. Alors, on y a « *stimulé le terrorisme* » comme le conseillait Donald Rumsfeld en créant le P2OG (*Proactive Preemptive Operation Group*), un organisme qui n'a jamais été réellement dissout.

Les conspirateurs de Samarra ont prévenu qu'ils ne s'arrêteront pas en si bon chemin. Ils ont annoncé pour bientôt le « *Big Bang* », c'est-à-dire une série d'attentats terroristes spectaculaires qui – selon eux – feront basculer définitivement l'Irak dans la guerre civile. Des « *officiels US* » ont d'ores et déjà informé la chaîne CBS qu'ils seront signés « *Zarqouï* » ou « *Al-Qaïda* ». Il pourrait s'agir d'attentats simultanés contre des édifices religieux, ou de l'assassinat de l'ayatollah Ali Sistani ou de Moqtada Al-Sadr.

5 mars 2006

AFI Flash n° 56, 20 mars 2006.

JOURS TRANQUILLES À SAMARRA - 2

Peace elusive in Iraqi city of Samarra

By Tom Lasseter

SAMARRA, Iraq - The gunfight by the Tigris River was over. It was time to retrieve the bodies. Staff Sgt. Cortez Powell looked at the shredded jaw of a dead man whom he'd shot in the face when insurgents ambushed an American patrol in a blind of reeds. Powell's M4 assault rifle had jammed, so

he'd grabbed the pump-action shotgun that he kept slung over his shoulders and pulled the trigger.

Five other soldiers from the 101st Airborne Division scrambled down, pulled two of the insurgents' bodies from the reeds and dragged them through the mud. "Strap those motherf-----s to the hood like a deer," said Staff Sgt. James Robinson, 25, of Hughes, Ark. The soldiers heaved the two bodies onto the hood of a Humvee and tied them down with a cord. The dead insurgents' legs and arms flapped in the air as the Humvee rumbled along.

Iraqi families stood in front of the surrounding houses. They watched the corpses ride by and glared at the American soldiers.

Fifteen months earlier, when the 1st Infantry Division sent some 5,000 Iraqi and U.S. soldiers to retake Samarra from Sunni Muslim insurgents, it was a test of the American occupation's ability not only to pacify but also to rebuild a part of Iraq dominated by the country's minority Sunnis. More than a year later, American troops still are battling insurgents in Samarra. Bloodshed is destroying the city and driving a wedge between the Iraqis who live there and the U.S. troops who are trying to keep order.

Violence, police corruption and the blurry lines of guerrilla warfare are clouding any hopes of victory. "It's apocalyptic out there. Life has definitely gotten worse for" Iraqis, said Maj. Curtis Strange, 36, of Mobile, Ala., who works with Iraqi troops in Samarra. "You see Samarra and you almost want to build a new city and move all these people there."

Soldiers such as Sgt. Powell desperately want to reach out to the community, but they're mired in daily skirmishes. Residents have fled, and a 7-mile-long, 5-foot-high earthen wall that U.S. soldiers built around the city last August has failed to keep out the insurgents. Many of the American troops who patrol the city say they don't see much hope for Samarra. Some officers privately worry that the city will fall to insurgents as American troops withdraw.

"Samarra is one example of many towns in Iraq that are barely functioning," said Capt. Ryan Edwards, 31, of Plain City, Ohio, who majored in Middle Eastern studies at West Point. "What the insurgents know is that we lack the will to go after them. It's not the American Army that lacks the will; it's the American people and their leadership."

Most of Iraq, including its Shiite Muslim and Kurdish areas, is relatively free of the kind of violence seen in Samarra. Yet a failure to secure Samarra and other Sunni areas in central and western Iraq - where some 85 percent of the daily insurgent attacks take place - would threaten the unity of the nation and could determine the Bush administration's legacy in Iraq. The dirt wall that the Americans built around Samarra left three checkpoints where residents can enter after they show identification and submit to searches. After the wall went up, the city's population fell from about 200,000 to about 90,000, according to U.S. military officials.

The wall cut insurgent attacks in Samarra roughly in half, to eight to 10 a day. But they're increasing again. Eight roadside bombs exploded in Samarra in October; at least 15 blew up in January. The city inside the wall has stretches of buildings crushed by bombs and pocked with bullet holes. Bales of concertina wire litter the landscape, along with piles of concrete rubble that once were walls. "The textbook answer is to build infrastructure," said Capt. Scott Brannon, who commands Bravo Company, which oversees Samarra. "But what happens with the contracts is that we're funding the AIF," or anti-Iraqi forces - the insurgency.

Brannon, a soft-spoken 34-year-old from Boaz, Ala., continued: "Every new unit that comes in has these tribal sheik meetings where all these sheiks say, yeah, we want to help clean up Samarra; and the new unit is dazed and confused and doesn't know who the bad guys are, and by the time they figure it out it's time to leave." In the middle of town, in an abandoned schoolhouse, Sgt. Powell, 28, of Columbia, Mo., lives with his fellow soldiers from the 2nd platoon of Bravo Company in the 101st Airborne's storied Rakkasan Brigade. Patrol Base Uvanni is named for Army National Guard Sgt. Michael Uvanni of Rome, N.Y., who was killed in the city on Oct. 1, 2004. A different name is painted in black on the door to the company's tactical operations center: the Alamo.

The 2nd platoon and two others - about 120 men total - are based at the Alamo and at another base on the edge of town. They replaced three companies from the 3rd Infantry Division that had a total of more than 400 soldiers. "If they ever figure out that we don't have many guys here we'll be in trouble," said 1st Lt. Dennis Call, who commands the 2nd platoon. "If we're out on patrol with just seven guys, like usual, and we take two casualties we'll get messed up."

The lieutenant writes biblical quotes on the walls and bookshelves of his bedroom, which is a closet connected to the operations center in the Alamo schoolhouse. He has a goofy grin, and his sergeants tousle his sandy-brown hair as though he were a favorite uncle. Scrawled on a dry-erase board is a verse from Galatians 6:9: "And let us not be weary in well doing: for in due season we shall reap, if we faint not." "Being in Iraq is like my time in the wilderness," said Call, 31, who's from Albuquerque, N.M.

On a recent Sunday afternoon, Call sprinted through Samarra, sweat pouring down his face, heart pounding. A rocket-propelled grenade had slammed into the wall of a 2nd platoon observation post, sending chunks of concrete flying into the air and his men diving for cover. Call was chasing one of the insurgents who had fled. Call and three other soldiers dashed into a house, mud flying from their combat boots, radios squawking. The women inside shrieked. A man moved from a hallway to the living room, almost a shadow in the dimly lit house. Call jerked his M4 assault rifle back and forth, his finger on the trigger. He ran down an alley, through another house and into the street. The insurgent was gone. The soldiers began walking toward a Humvee parked a block away.

Specialist Patrick McHenry sat behind the Humvee's .50-caliber machine gun, scanning the area. He heard a ping, looked up and saw a grenade come flying over a wall. "Frag," McHenry screamed. "Frag!" Call glanced at what looked like a piece of fruit rolling toward him and his men. They dashed toward a courtyard. The explosion seemed to stop time for a second. Shrapnel cut into the walls around them.

The soldiers patted their bodies to make sure everything was still there. McHenry, 23, of Jamestown, Pa., ran up. "It came from right over that ... wall," he reported. The men ran along the wall and stopped at a metal gate where they could see inside. "It's an IP (Iraqi police) station!" Call said. Powell blasted the padlock with his shotgun. The American soldiers screamed at the police inside to drop their weapons.

The police substation was attached to Samarra General Hospital, and the soldiers questioned doctors and policemen alike, swabbing their hands, looking for explosives residue. There was no sign of the grenade thrower. The men of the 2nd platoon were furious. Many of them suspected that the police may have been behind the attack. Distrust of the Iraqi police in Samarra runs deep among U.S. troops.

Last month, 33 police recruits from Samarra were killed when gunmen ambushed their bus and shot them in the head, execution-style. Most Iraqis assumed that Sunni insurgents had killed the men as a warning to anyone else who might be considering joining the security forces. But Brannon, the Bravo Company commander, suspects that the killings were an inside job by police officials vying for control of which tribes supply recruits. "I would not put it past them that someone in the IP leaked where that bus was going to be," he said. "There's a lot of politics here."

The Iraqi soldiers in the area are no better, Brannon said. U.S. military officials suspect that many of them, including a company commander, are on the insurgents' payrolls. Iraqi soldiers were removed from the city's checkpoints last month after intelligence reports said that the most wanted terrorist in the country, al-Qaida ally Abu Musab al Zarqawi, gave Iraqi soldiers \$7,000 after they let him enter the city to broker an arms deal.

The 101st Airborne plans to hand over the town to the Iraqi police and army by July 1. Five days after the grenade attack, Lt. Call and his men from the 2nd platoon were planning an afternoon "hearts and minds" foot patrol to hand out soccer balls to local kids. As Call sat in the schoolhouse, preparing to go out, he heard two loud bursts from the .50-caliber machine gun on the roof. Specialist Michael Pena, a beefy 21-year-old from Port Isabel, Texas, had opened fire. Boom-boom-boom. Boom-boom-boom.

Call and his men dashed out the front door. Pena had shot an unarmed Iraqi man on the street. The man had walked past the signs that mark the 200-yard "disable zone" that surrounds the Alamo and into the 100-yard "kill zone" around the base. The Army had forced the residents of the block to leave the houses last year to create the security perimeter. American units in Iraq usually fire warning shots. The Rakkasans don't.

A few days later, Call said his brigade command had told him, "The Rakkasans don't do warning shots." A warning shot in the vernacular of the Rakkasans, Call said, was a bullet that hit one Iraqi man while others could see. "That's how you warn his buddy, is to pop him in the face with a kill shot?" Call said incredulously. "But what about when his buddy comes back with another guy ... that and the other 15 guys in his family who you've made terrorists?"

Looking at the man splayed on the ground, Call turned to his medic, Specialist Patrick McCreery, and asked, "What the f--- was he doing?" McCreery didn't answer. The man's internal organs were hanging out of his side, and his blood was pouring across the ground. He was conscious and groaning. His eyelids hung halfway closed. "What ... did they shoot him with?" McCreery asked, sweat beginning to show on his brow. "Did someone call a ... ambulance?"

The call to prayer was starting at a mosque down the street. The words "Allahu Akbar" - God is great - wafted down from a minaret's speakers. The man looked up at the sky as he heard the words. He repeated the phrase "Ya Allah. Ya Allah. Ya Allah." Oh God. Oh God. Oh God.

He looked at McCreery and raised his finger toward the house in front of him. "This my house," he said in broken English. McCreery reached down. With his hands cupped, he shoved the man's

organs back into his body and held them in place as Call unwrapped a bandage to put around the hole. "He's fading, he's fading," McCreery shouted. Looking into the dying man's eyes, the medic said, "Haji, haji, look at me," using the honorific title reserved for older Muslim men who presumably have gone on Hajj - pilgrimage - to Mecca.

"Why? Why?" asked the man, his eyes beginning to close. "Haji, I don't know," said McCreery, sweat pouring down his face. An Iraqi ambulance pulled up and the Humvees followed. They followed the man to the hospital they'd raided a few days earlier. The soldiers filed in and watched as the man died. Call said nothing. McCreery, a 35-year-old former foundry worker from Levering, Mich., walked toward a wall, alone. He looked at the dead man for a moment and wiped tears from his eyes.

A few days later, Call's commander asked him to take pictures of the entrails left by the man Pena had shot, identified as Wissam Abbas, age 31, to document that Abbas was inside the sign warning of deadly force. McHenry, who was driving, told him, "There's not going to be much left, sir. The dogs will have eaten all of it." Pena was up on the schoolhouse roof manning the same .50-caliber machine gun. He didn't say a word about the man he'd killed. As he stared at a patch of earth in front of him, at Samarra and its wreckage, he couldn't contain his frustration.

"No one told me why I'm putting my life on the line in Samarra, and you know why they didn't?" Pena asked. "Because there is no f----- reason."

23 March 2006 -- Knight Ridder Newspapers

<http://informationclearinghouse.info/article12458.htm>

**UNE POLITIQUE TYPIQUEMENT SIONISTE :
LE MASSACRE DES ÉLITES. DEMANDEZ-VOUS QUI PEUT AVOIR INTÉRÊT A MASSACRER
L'ÉLITE UNIVESITAIRE DU PAYS ? PAS MÊME CES ABRUTIS D'AMÉRICAINS. SEUL ISRAËL
PEUT VOULOIR CE GENRE DE DESTRUCTION D'UN ADVERSAIRE POTENTIEL.**

Hundreds of Iraqi academics and professionals assassinated by death squads

By Sandy English

Hundreds of Iraqi academics and professionals have been assassinated since the US invasion of Iraq in 2003, according to a petition to the United Nations Special Rapporteur on Summary Executions from the European peace group BRussells [sic] Tribunal on Iraq.

The petition has been signed by Nobel Prize winners Harold Pinter, J. M. Coetzee, José Saramago, and Dario Fo, as well as Noam Chomsky, Howard Zinn, Cornel West, and Tony Benn. A Green party member of the European Parliament from Britain, Caroline Lucas, has called for support for the investigation.

The exact figure of deaths is unknown; estimates range from about 300 to more than 1,000. According to Iraqi novelist Haifa Zangana, writing in the *Guardian* last month, Baghdad universities alone have lost 80 members of their staffs. These figures do not include those who have survived assassination attempts.

Intellectuals from all regions of Iraq have been killed. They include specialists in physical education, journalism, Arabic literature, and the sciences. Physicians have also been targeted at a high rate.

The victims have been Shiites, Sunnis, Christians, Kurds, and Turkomans, and they have held a variety of political views. They have been shot down at work, at home, and in their cars or have simply disappeared.

Zangana writes that Abdul Razaq al-Na'as, a Baghdad University professor, was murdered on January 28 when two cars blocked his entrance and gunmen fired on him. He was a vocal opponent of the occupation on al-Jazeera and al-Arabiya television.

Dr. Abdullateef al-Mayah, a well-known academic, was killed in 2004, 12 hours after he criticized the Iraqi Governing Council on al-Jazeera television.

In the *Independent* over a year ago, Robert Fisk had already noted the growing trend. "The dean of the college of law in Mosul, murdered last month, was the most gruesome killing. 'She was in bed with her husband when they came for her,' a Baghdad colleague told me yesterday. 'They coolly shot both of them in their bed. Then they cut off both their heads with knives.'"

The BRussells Tribunal website (www.brusselstribunal.org) contains a number of letters from Iraq about the situation. One describes the murder of Professor Nawfal Ahmed from the Institute for Fine Arts in Baghdad

on December 26, 2005:

“Unknown armed men had assassinated a university professor of the institute of fine arts, on Monday morning in Toopchy district in Baghdad. A source from the ministry of defense said that; armed men fired a stream of bullets towards professor Nawfal Ahmed, on eight morning, while he was getting out of his house, heading to his working office.”

Another letter from Tara Al-Hashimi, the daughter of the late Dr. Wissam Al-Hashimi, a geologist and internationally known expert in carbonates, says:

“[M]y father (Dr. AL- Hashimi) has died. He was kidnapped early in the morning on the 24th Aug 2005 while going to work, his recent papers were stolen. A ransom was given but unfortunately he was shoot twice in the head and died. May his soul rest in peace. As his ID was taken from him it took us about 2 weeks to find his body in one of Baghdad’s hospitals.”

The murders have forced Iraqi professionals to leave the country in large numbers. Death threats, often letters accompanied by a single bullet, are common.

In January, the *Washington Post* reported the case of a leading Iraqi cardiologist, Dr. Omar Kubasi, now an exile in Amman, Jordan:

“Kubasi left Baghdad after he and nine other doctors received letters, written in a childish hand, telling them they would be killed if they did not stop working in their native Iraq. He and his colleagues had been objects of threats before, but the last carried a foreboding urgency.”

No one has been prosecuted or even arrested in any of the murders. No group has claimed responsibility. A variety of organizations are widely suspected by Iraqis, including the Israeli Mossad (which assassinated Iraqi scientists working on the country’s nuclear program in the 1970s and 1980s), the American military (which has harassed and beaten Iraqi academics) and, in the north, the Kurdish Peshmerga.

There are clearly a variety of groups operating, but the evidence points to a leading role of death squads organized by the supporters of the pro-American government, especially in the Interior Ministry, in conjunction with Shiite fundamentalist militias such as the Badr Brigade.

The same groups, believed to be responsible for the recent anti-Sunni pogroms, are popularly called the “black crows” because of their black uniforms.

“They’re also called the men in black. Nobody dares identify them although everybody knows who they are. They are groups selected by some political parties that have infiltrated the Interior Ministry and directly report to it,” remarked Mutahana Hareth Al-Dari, a spokesman of the Iraqi Association of Muslim Scholars, in this week’s issue of the Egyptian *Al-Ahram Weekly Online*.

The immediate reason is not hard to find: most of these intellectuals opposed the American occupation of their country.

As Haifa Zangana notes: “Most were vocally opposed to the occupation.... Like many Iraqis, I believe these killings are politically motivated and connected to the occupying forces’ failure to gain any significant social support in the country. For the occupation’s aims to be fulfilled, independent minds have to be eradicated.”

This is a part of a program of cultural destruction, and it emanates from Washington.

The appearance of death squads in Iraq stepped up after the installation of John Negroponte as ambassador to Iraq in June 2004. Negroponte was the ambassador to Honduras at the height of the American-sponsored counter-insurgencies in Central America in the 1980s. He is an experienced operative in creating and managing extra-judicial killings, the so-called Salvador option.

Similarly, veterans of US “dirty wars” in Latin America—James Steele, who oversaw counterinsurgency operations in El Salvador during the height of the killing there 20 years ago, and Steve Casteels, who worked with US anti-guerilla and anti-drug operations in Colombia, Peru and elsewhere—were brought in to oversee the Iraqi Interior Ministry’s operations.

The goal, however, is not simply to silence critics of the puppet regime. The assassination policy is an attempt to create a tractable population.

It includes weakening Iraqis even on the physical level. The murders and emigration of physicians have been particularly devastating in a country once known for the high quality of its health care system that now confronts electricity shortages at hospitals and skyrocketing incidences of infectious disease and traumatic injury.

But the killing of art historians, geologists, and writers must be explained as an attempt to destroy the intellectual health of Iraq.

The loss of academics “is causing a drop in the quality of higher education,” according to the UN’s *IRINnews.org*. “ ‘The best professors are leaving the country and we are losing the best professionals, the real losers are the next generation of students—the future of Iraq.’ Abbas Muhammad, a student of Pharmacology at Baghdad University said.”

The country’s intelligentsia was already depleted in the period from 1990 to 2003, when an estimated 30

percent had left the country for economic reasons.

The goal now, encouraged or allowed by Bush administration, and implemented by its stooges in Iraq, is to destroy the historical consciousness of the Iraqi people, as a means of further subjugating them to US imperialism and its Iraqi supporters.

According to the UN's International Leadership Institute, "84% of Iraq's higher learning institutions have been burnt, looted or destroyed." The thefts from the Iraqi Museum of April 2003, the untrammelled looting of hundreds of archaeological sites and the burning of libraries place Iraq's access to culture, history, and science in grave danger. The assassinations and the flight of Iraqi professionals are the most criminal part of this process.

World Socialist Web Site, 6 March 2006.

<http://www.wsws.org/articles/2006/mar2006/acad-m06.shtml>

IL A MAL À L'IRAQ

L'autre échec en Irak : l'économie

Eric Le Boucher

L'aveu, jeudi à Washington. Comme l'administration Bush s'apprête à demander aux parlementaires américains des dépenses supplémentaires pour les guerres en Irak et en Afghanistan, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice est venue devant la commission des finances du Sénat expliquer que la situation irakienne s'améliorait malgré toutes les difficultés. Mme Rice s'est fait prendre de volée par le sénateur démocrate du Dakota du Nord : « L'inspecteur général de la construction irakienne nous a dit le contraire il y a quelques jours, a déclaré Kent Conrad. Les choses, dit l'inspecteur, empirent malgré tout l'argent versé. Alors, qui devons-nous croire ? » La ministre des affaires étrangères a bafouillé. Puis elle a dû admettre les faits.

Terribles, les faits. Stuart Bowen, l'inspecteur général, était venu les livrer devant le Sénat le 8 février. Nommé fin 2004 par le Congrès pour mettre un peu d'ordre dans les retards, la gabegie, les fraudes et les coulages qui ont caractérisé les premiers mois d'après la victoire militaire américaine, M. Bowen a reconnu que « les modifications intervenues, notamment les conditions de sécurité, ont changé les perspectives ». Le décalage entre les objectifs de reconstruction du pays fixés lors du renversement de Saddam Hussein en 2003 et la réalité ne cesse d'augmenter.

Sur les 136 projets planifiés concernant l'eau, seuls 49, soit 36 %, ont été menés à bien. « La plupart des chantiers d'assainissement, d'irrigation et de barrage ont du être abandonnés. » Un total de 2 200 mégawatts de capacités électriques supplémentaires ont été construites alors qu'il en eût fallu 3 400 mégawatts.

Conséquences : les infrastructures se sont dégradées par rapport à l'époque de Saddam Hussein et les services vitaux offerts à la population sont inférieurs. Moins d'électricité est produite et le courant n'est disponible que 3,7 heures par jour à Bagdad contre 16 à 24 heures avant-guerre. C'est un peu mieux pour le reste du pays : 10 heures contre 4 à 8 heures. Seulement un tiers de la population a accès à l'eau potable (8,25 millions) contre la moitié sous Saddam (12,9 millions). L'accès aux égouts est limité à 5 millions de personnes contre 6,2 millions.

L'échec le plus lourd concerne le pétrole : la production n'atteint que 2 millions de barils par jour (d'autres estimations donnent 1,7 million), alors qu'elle était de 2,58 millions. Heureusement que le prix du brut est monté à 60 dollars, les recettes ont suivi.

Mais, en parallèle, l'état d'insurrection ruine toute reconstruction. Le coût de la sécurité absorbe désormais de 20 à 50% des crédits des projets à cause des bombes, des attentats et des sabotages, sans compter les « intimidations permanentes » que subissent les personnels. On sait que 2 300 soldats américains sont morts. Il en est de même pour 467 contractants civils. Les forces américaines, 138 000 hommes, ne sont pas capables d'assurer la sécurité des installations pétrolières ! Les soldats irakiens, 227 000, même si « leur qualité » est désormais meilleure, ne feront pas mieux.

Le passage de témoin politique à un Parlement et un gouvernement irakiens est un élément positif. Concernant l'effet sur le redressement de l'économie irakienne, l'inspecteur a de sérieux doutes : « Il faut admettre que le gouvernement irakien n'est pas préparé à prendre en charge la gestion à court et à moyen terme des projets de reconstruction du pays. »

Pour l'équipe Bush, la démocratie devait aller de pair avec la relance économique. Saddam renversé, les Irakiens devaient élire leurs représentants et se remettre au travail. La paix et la

prospérité reviendraient ensemble, comme deux soeurs jumelles.

La guérilla des insurgés met à bas cet espoir. Trois ans après la victoire, la démocratie est là, vaille que vaille, mais l'économie végète. Pas de misère aggravée mais aucun développement non plus. En août dernier, le FMI était parvenu à la même conclusion : les violences ont dissuadé les investissements et atrophié le commerce.

L'échec américain à contrôler le pays se paie par un échec économique patent. Mais ce n'est pas tout. Le coût de la guerre a explosé. L'administration Bush l'avait évalué en 2003 entre 50 et 60 milliards de dollars. Or 251 milliards ont déjà été dépensés, selon une étude des économistes Laura Bilmes et Joseph Stiglitz (le Prix Nobel), cités par Martin Wolf du Financial Times. Si l'administration Bush décide d'un maintien des troupes encore cinq ans (même en plus faible nombre), il en coûtera encore de 200 à 270 milliards. En ajoutant le prix des soins aux blessés, des pensions versées et du remplacement des matériels militaires, la facture monte à 750 ou 1 200 milliards de dollars : dix fois le versement net annuel de l'ensemble des pays riches pour l'aide au développement.

Ajoutons, pour faire bonne mesure, que le manque à produire du pétrole irakien participe de la faiblesse de l'offre et pousse les cours à la hausse. Les auteurs chiffrent à 5 dollars le baril le surcoût. Enfin, ils avouent renoncer à calculer les autres conséquences, comme le prix d'avoir enragé les musulmans du monde entier et celui de la tache sur la réputation des Etats-Unis de Guantanamo.

Le Monde, 19-20 février 2006.

LE POGNON QU'ILS N'ONT PAS

Irak: Les dépenses militaires américaines augmentent de 44 % à \$ 9.8 milliards par mois

Les dépenses militaires en Irak et en Afghanistan pour l'année fiscale 2006 seront en moyenne 44 % plus élevées qu'en 2005 aurait déclaré le Congressional Research Service. Les dépenses passeront donc de \$US 6.8 milliards à \$9.8 milliards par mois. Le rapport du Congressional Research Service du 10 mars mentionne que des dépenses "substantielles" seront requises afin de remplacer ou de réparer l'armement endommagé, allant des aéronefs aux véhicules, radios et pièces de rechange. Ce chiffre inclut également des coûts pour les soins de santé, le carburant, les services de renseignements en Irak et l'entraînement des forces de sécurité irakiennes et afghanes -- maintenant des dépenses substantielles, révèle le rapport. Le Service déclare qu'il considère "tous les coûts de la guerre et de l'occupation" alors que le Pentagone ne compterait que le coût du personnel, de la maintenance et des opérations. La chambre des représentants aurait approuvé des fonds d'urgence qui incluent les dépenses militaires par un vote de 348 - 71. La mesure autoriserait \$72 milliards pour la guerre et près de \$20 milliards pour la reconstruction après l'ouragan Katrina. Le sénat devrait approuver à son tour la mesure le mois prochain. Le congrès aurait déjà approuvé près de \$50 milliards en fonds additionnels pour la guerre pour l'année fiscale 2006 qui se termine le 30 septembre. À date, le congrès aurait approuvé \$337 milliards pour les guerres depuis le 11 septembre 2001.

2007

L'administration affirme qu'elle tentera d'obtenir \$50 milliards pour la guerre lors de l'année fiscale 2007 afin de servir de fonds de réserve jusqu'à ce que les besoins soient déterminés. Ces \$50 milliards seraient en plus des \$439.3 milliards du budget de la défense. La requête que la chambre des représentants aurait récemment approuvée inclurait \$67.6 milliards pour les opérations militaires, dont la majorité iraient aux coûts de personnel, réparation et remplacement d'équipements, environ \$4.9 milliards afin d'entraîner et d'équiper les forces de sécurité irakiennes et afghanes et environ \$2 milliards pour combattre les bombes improvisées qui sont devenues la cause première de mortalité auprès des soldats américains en Irak. À date, 2310 membres de l'armée de des États-Unis auraient trouvé la mort en Irak depuis le début des hostilités il y a trois ans. 1808 d'entre eux auraient trouvé la mort au combat selon le Pentagone. L'argent destiné à mitiger les effets de l'ouragan Katrina sera dépensé en logement, amélioration du réseau de digues et projets de sécurité en Louisiane et au Mississippi. Les dépenses militaires et la mitigation de l'ouragan Katrina élargiront le déficit budgétaire fédéral à un record de \$423 milliards pour l'année fiscale 2006, une augmentation par rapport au déficit de \$319 milliards de l'année 2005.

Déjà 87 milliards

Des \$87 milliards déjà approuvés pour la mitigation de l'effet de l'ouragan Katrina et de la reconstruction, \$31 milliards auraient été dédiés aux services de santé et services sociaux, réparation d'écoles, paiements aux fermiers et assurance-emploi; \$41 milliards iraient à des projets d'habitations temporaires et de paiements d'assurances contre les inondations. Finalement, \$15 milliards ont été mis de côté pour la réparation des digues, des routes et des installations fédérales selon l'administration. Source: bloomberg.com - 17 Mar. 2006 ([lien](#))

Note. Aussi loin que le regard puisse porter, il y a des déficits budgétaires fédéraux. Si on ajoute les \$46 trillions de dette déjà accumulés ([Lien](#)), les déficits commerciaux, budgétaires, énergétiques, ça fait beaucoup d'argent à gagner très rapidement pour régler tous les problèmes. Autre fait intéressant à noter: Le PIB de l'Irak est de \$94.1 milliards ([lien](#)), de beaucoup inférieur aux fonds investis en "sécurité" et en "reconstruction".

Echo-Actu 22 mars 2006 (intéressant site canadien)

<http://echo-actu.blogspot.com/archive/2006/03/22/irak-les-depenses-militaires-americaines-augmentent-de-44-a.html#more>

ÇA MARCHE PAS

Exit without a strategy

The popular response to Iraq's latest atrocities has been to blame the occupation, not rival sects

Sami Ramadani

The shattered golden dome of Samarra is yet another milestone in George Bush's "long war" - in which a civil war in Iraq shows every sign of being a devastating feature. But what sort of civil war? I am convinced it is not the type of war that politicians in Washington and London, and much of the western media, have been anticipating.

The past few days' events have strengthened this conviction. It has not been Sunni religious symbols that hundreds of thousands of angry marchers protesting at the bombing of the shrine have targeted, but US flags. The slogan that united them on Wednesday was: "Kalla, kalla Amrica, kalla kalla lilla irhab" - no to America, no to terrorism. The Shia clerics most listened to by young militants swiftly blamed the occupation for the bombing. They included Moqtada al-Sadr; Nasrallah, leader of Hizbullah in Lebanon; Ayatollah Khalisi, leader of the Iraqi National Foundation Congress; and Grand Ayatollah Khamenei, Iran's spiritual leader. Along with Grand Ayatollah Sistani, they also declared it a grave "sin" to attack Sunnis - as did all the Sunni clerics about attacks on Shias. Sadr was reported by the BBC as calling for revenge on Sunnis - in fact, he said "no Sunni would do this" and called for revenge on the occupation.

None of the mostly spontaneous protest marches were directed at Sunni mosques. Near the bombed shrine itself, local Sunnis joined the city's minority Shias to denounce the occupation and accuse it of sharing responsibility for the outrage. In Kut, a march led by Sadr's Mahdi army burned US and Israeli flags. In Baghdad's Sadr City, the anti-occupation march was massive.

There was a string of armed attacks on Sunni mosques in the wake of the bombing but none of them was carried out by the protesters. Reports suggest that they were the work of masked gunmen. Since then there has been an escalation of well-organised murders, some sectarian, some targeting mixed groups, such as yesterday's killing of 47 workers near Baquba.

But as live coverage of Wednesday's demonstrations on Iraqi and Arab satellite TV stations clearly showed, the popular mood has been anti-occupation rather than sectarian. Iraq is awash with rumours about the collusion of the occupation forces and their Iraqi clients with sectarian attacks and death squads: the US is widely seen as fostering sectarian division to prevent the emergence of a united national resistance. Evidence of their involvement in Wednesday's anti-Sunni reprisals was picked up in the Times, which reported that after an armed attack on the al-Quds Sunni mosque in Baghdad the gunmen climbed back into six cars and were ushered from the scene by cheering soldiers

of the US-controlled Iraqi National Guard.

Two years ago I argued in these pages that the US aim of installing a client pro-US regime in Baghdad risked plunging the country into civil war - but not a war of Arabs against Kurds or Sunnis against Shias, rather a war between a US-backed minority (of all sects and nationalities) against the majority of the Iraqi people. That is where Iraq is heading.

Crucial political turning points are going unnoticed, though not by the US ambassador in Baghdad, Zalmay Khalilzad, who organised the pro-US opposition before the invasion and devised the sectarian formulas put into practice thereafter.

In the run-up to the December elections, Sadr's forces won decisive battles in Baghdad and the south against Sciri, the Shia faction more inclined to work with the US. The defeat of the Sciri forces gave Sadr's Mahdi army a powerful voice in the coalition that won the election, and helped nominate Ibrahim Jaafari as prime minister against the US-backed Sciri man, Adil Abdulmahdi. Khalilzad is adamant that Sadr's supporters should not be able to exercise such influence. This is the cause of the political crisis engulfing the Green Zone regime.

For nearly two years, we have been inundated with US and British "exit strategies". So, why do you need a strategy to pack up, end the occupation and let the Iraqi people decide their own future? The "threat of civil war" of course. But that is to ignore the war unfolding in Iraq thanks to the continued occupation.

None of these exit strategies will work for the simple reason that they are based on an unrealisable ambition: to have the Iraqi cake and eat it. All the Bush and Blair strategies are based on maintaining a pro-US regime in Baghdad. Freed from this hated occupation, proud and independent Iraqis will never elect a collection of US- and British-backed proteges.

Sami Ramadani was a political exile from Saddam's regime and is a senior lecturer at London Metropolitan University sami.ramadani@londonmet.ac.uk

Guardian, 24 Feb. 2006.

http://www.guardian.co.uk/comment/story/0,,1716598,00.html#article_continue

DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR LES ESCADRONS DE LA MORT

LOOK AT THE "FACILITY PROTECTION SERVICE"

Iraqi Interior Minister denies running Shia death squads

By Kim Sengupta

A 150,000-strong private security force, raised and trained by the US, is linked to the murderous death squads stalking Iraq, the country's Interior Minister claimed yesterday. Bayan Jabr denied that it was his own ministry which has been responsible for abductions, torture and murders of thousands of people. Instead Mr Jabr, a former Shia militia member who is widely blamed by the country's Sunni community for allegedly masterminding sectarian attacks, **declared that the Facility Protection Service (FPS), set up by the Americans to guard official buildings, was responsible.**

He also claimed that elements among the 30,000 private security guards operating in Iraq were complicit in the killings. "There are some forces out of order, not under our control, not under the control of the ministry", Mr Jabr said in an interview with the BBC. "Many of them are uniformed like the police, their cars are like the police. **Terrorists or someone who supports the terrorists are using the clothes of the police and the military.**"

The activities of the death squads have sown a particularly deep terror even amid the unremitting violence of Iraq. Every day bodies of victims are found dumped on roadsides, often with marks of prolonged torture. Many are victims of sectarian targeting. Just last month 1,300 bodies were discovered after the golden dome of a venerated Shia shrine was blown up in the city of Samarra. The FPS was organised by the US following the invasion to carry out security duties. Many of the recruits were former members of the Iraqi army and American officials were accused of ignoring screening procedures in an attempt to make up numbers.

Meanwhile bitter rivalry between two Shia factions continued to stall the formation of a

new Iraqi government four months after national elections. Prime Minister Ibrahim al-Jaafari and his Dawa Party are opposed by Sciri, headed by cleric Abdul Aziz al-Hakim, with its armed wing the Badr Brigade.

The Independent 15 April 2006
http://news.independent.co.uk/world/middle_east/article357425.ece

QUE DEVIENNENT LES PETITS ISLAMO- STALINIENS RAJAVISTES ?

U.S. Outsourcing Special Operations

To Iraq Terror Group, Current and Former Intelligence officials Report

Larisa Alexandrovna

04/13/06 "Raw Story" -- -- The Pentagon is bypassing official US intelligence channels and turning to a dangerous and unruly cast of characters in order to create strife in Iran in preparation for any possible attack, former and current intelligence officials say.

One of the operational assets being used by the Defense Department is a right-wing terrorist organization known as Mujahedeen-e Khalq (MEK = Moujahidines du peuple), which is being "run" in two southern regional areas of Iran, both bordering Pakistan. They are Baluchistan, a Sunni stronghold, and Khuzestan, a Shia region where a series of recent attacks has left many dead and hundreds injured in the last three months.

One former counterintelligence official, who wished to remain anonymous due to the sensitivity of the information, describes the Pentagon as pushing MEK shortly after the invasion of Iraq in 2003. The drive to use the insurgent group was said to have been advanced by the Pentagon under the influence of the Vice President's office and opposed by the State Department, National Security Council and then-National Security Advisor, Condoleezza Rice.

"The MEK is run by a brother and sister who were given bases in northern Baghdad by Saddam," the intelligence official told **RAW STORY**. "The US army secured a key MEK facility 60 miles northwest of Baghdad shortly after the 2003 invasion, but they did not secure the MEK and let them basically be because [then Deputy Defense Secretary Paul] Wolfowitz was thinking ahead to Iran."

Another former intelligence official added that the US military had detained as many as 3,500 members of MEK at Iraq's Camp Ashraf since the start of the war, including the highest level ranking MEK leaders. Ashraf is about 60 miles west of the Iranian border.

This intelligence official, wishing to remain anonymous, confirmed the policy tensions and also described them as most departments on one side and the Pentagon on the other.

"We disarmed [the MEK] of major weapons but not small arms. [Secretary of Defense Donald] Rumsfeld was pushing to use them as a military special ops team, but policy infighting between their camp and Condi, but she was able to fight them off for a while," said the intelligence official. According to still another intelligence source, the policy infighting ended last year when Donald Rumsfeld, under pressure from Vice President Cheney, came up with a plan to "convert" the MEK by having them simply quit their organization.

"These guys are nuts," this intelligence source said. "Cambone and those guys made MEK members swear an oath to Democracy and resign from the MEK and then our guys incorporated them into their unit and trained them."

Stephen Cambone is the Undersecretary of Defense Intelligence. His office did not return calls for comment.

According to all three intelligence sources, military and intelligence officials alike were alarmed that instead of securing a known terrorist organization, which has been responsible for acts of terror against Iranian targets and individuals all over the world – including [US civilian and military casualties](#) – Rumsfeld under instructions from Cheney, began using the group on special ops missions into Iran to pave the way for a potential Iran strike.

"They are doing whatever they want, no oversight at all," one intelligence source said.

Indeed, Saddam Hussein himself had used the MEK for acts of terror against non-Sunni Muslims and had assigned domestic security detail to the MEK as a way of policing dissent among his own people. It was under the guidance of MEK 'policing' that Iraqi citizens who were not Sunni were routinely tortured, attacked and arrested.

Although the specifics of what the MEK is being used for remain unclear, a UN official close to the Security Council explained that the newly renamed MEK soldiers are being run instead of military advance teams, committing acts of violence in hopes of staging an insurgency of the Iranian Sunni population.

"We are already at war," the UN official told RAW STORY.

Asked how long the MEK agents have been active in the region under the guidance of the US military civilian leadership, the UN official explained that the clandestine war had been going on for roughly a year and included unmanned drones run jointly by several agencies.

In a stunning repeat of pre-war Iraq activities, the Bush administration continues to publicly call for action and pursue diplomatic solutions to allegations that Iran is bomb-ready. Behind the scenes, however, the administration is already well underway and engaged in ground operations in Iran.

The British, however, are less enthused about a strike in Iran. British Foreign Secretary Jack Straw has called an American strike on Iran "inconceivable," while Prime Minister Tony Blair has said he's keeping all his options open. Asked about the MEK, a senior British intelligence official said that the Brits are not yet sure of what the situation on Iran's southern border is, but vehemently condemned any joint activity with the terrorist organization.

"We don't know who precisely is carrying out those attacks in the south but we believe it is MEK," the British official said.

When asked if the US military is running the MEK, the source was careful to indicate that while there is a US unit in Iran gathering information, it's difficult to say if they are in any way involved with MEK.

"The people who are inside Iran are from a US Special mission unit," the source explained. "They are called by codenames, but would not be involved in the bomb blasts. They want to get in, get the intelligence and go out with anyone knowing they have been there. But the bomb blasts might be diversions away from the operations by this US special mission unit. The British are definitely not involved in any of this."

Moreover, the British official expressed that any operations with MEK would violate their own military code and would absolutely not be tolerated.

<http://informationclearinghouse.info/article12727.htm>

Voir Human Rights Watch, *Iran: un groupe armé en exil inflige des mauvais traitements à des membres dissidents*

<http://hrw.org/french/docs/2005/05/18/iran10968.htm>

see **Saddam's Private Army -- How Rajavi changed Iran's Mojahedin from Armed Revolutionaries to an Armed Cult**

Author: A. Singleton

pp 210 - Published 30 April 2003 -ISBN 0-9545009-0-3

Buy this book at Amazon.co.uk

Copies can be obtained directly from Iran-Interlink PO Box 148 Leeds LS16 5YJ United Kingdom

Price £12 - \$20 US - €20 (inclusive of post & packaging)

Baghdad's *al-Mutamar* reported on July 31 that people in Diyala governorate suspect the MKO is "fomenting the ongoing struggle between the new Iraqi government and the armed terrorist groups", and others suspect that Ba'athist officials are hiding in Camp Ashraf. The newspaper added that the MKO is not confined to Camp Ashraf and also runs Camp Habib, 35 kilometers north of Basra; Camp Hodayun and Camp Muzarmi, near the city of Amara; Camp Fayzah, near Kut; Camp Ulwi, near Miqdadiya; Camp Anzali, near Jalul; and "scores" of offices and safehouses in Baghdad, Basra and Diyala.

See article by Bill Samii

http://globalsecuritynews.com/showArticle3.cfm?article_id=10333

Nous avons ci-dessous un exemple de l'intox diffusée par les rajavistes :

Iran : Helmut Kohl partage le point de vue d'Ahmadinejad sur l'Holocauste

5.03.2006

Iran Focus, Téhéran, 6 mars – L'ancien Chancelier allemand Helmut Kohl aurait déclaré à des hommes d'affaires iraniens établis en Allemagne être d'accord avec le président Mahmoud Ahmadinejad quand il affirme que l'Holocauste était un « mythe ». Ces remarques ont été rapportées lundi dans les colonnes du journal gouvernemental Djomhour Eslami. Selon le quotidien d'Etat, au cours d'un dîner de gala où il s'est retrouvé en compagnie de responsables du secteur hôtelier et d'entrepreneurs iraniens, Kohl a déclaré « approuver entièrement » les propos de Ahmadinejad sur l'Holocauste. « Ce qu'Ahmadinejad a déclaré sur l'Holocauste correspondait à ce que nous pensions », a publié le journal, citant les propos de l'ancien chancelier allemand. « Nous voulions le dire depuis des années, mais nous n'en avons pas le courage ».

L'année dernière, Ahmadinejad avait provoqué l'ire de la communauté internationale en déclarant publiquement que l'Holocauste était un « mythe » et avait ajouté en guise de menace qu'Israël doit être « rayée de la carte ». Ses propos étaient soutenus par de hauts responsables iraniens, y compris le guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei et l'ancien président l'ayatollah Ali Akbar Hachemi Rafsandjani. Les médias officiels ont soutenu systématiquement le point de vue du président iranien et ont massivement relayé les propos des « historiens » et des « experts » négationnistes.

<http://www.iranfocus.com/french/modules/news/article.php?storyid=2803>

C'est un poisson d'avril un peu avancé !!! Les salopards de rajavistes néostalinien, y compris la richissime Maryam Rajavi, basée à Neauphle-le-Château, devraient être mis hors d'état de nuire. Ils espèrent jouer un rôle comme supplétifs des Américains en cas d'invasion de l'Iran. Des traîtres à l'état pur.

DOLLAR KAPUTT

Nous avons ce texte en anglais dans notre dernier numéro mais, depuis, il a été traduit et mérite toute notre réflexion:

Le projet d'une bourse iranienne du pétrole

par **Krassimir Petrov**

[Le gouvernement iranien a finalement mis au point l'ultime arme « nucléaire » qui pourrait rapidement détruire le système financier qui soutient l'Empire Américain. L'arme d'une bourse **que l'Iran a prévu d'ouvrir en mars 2006**. Elle sera basée sur un mécanisme de négoce de pétrole en euros. En termes économiques, le danger pour le dollar est bien plus grand que celui représenté naguère par Saddam, parce que cela permettrait à n'importe qui, désireux d'acheter ou de vendre du pétrole en euros, de court-circuiter complètement le dollar.]

Le projet d'une bourse iranienne du pétrole accélérerait la chute de l'empire américain

1) L'économie des Empires

Un état-nation taxe ses propres citoyens, tandis qu'un empire taxe d'autres états-nations. L'histoire des empires, du grec au romain, de l'ottoman au britannique, nous enseigne que la base économique de tout empire est la taxation d'autres nations. La capacité impériale de taxer s'est toujours accompagnée d'une économie plus efficace et plus puissante, et comme conséquence, une puissance militaire plus efficace et plus puissante. Tandis qu'une partie du prélèvement était affectée à l'amélioration du niveau de vie de l'empire, une autre partie était affectée au maintien de la domination militaire nécessaire pour pouvoir prélever les taxes.

Historiquement, la taxation des états sujets a pris différentes formes - généralement sous la forme des métaux or ou argent, là où ils servaient de monnaie, mais aussi sous forme d'esclaves, de soldats, de récoltes, de bétail, ou autres ressources agricoles et naturelles, et tous les biens

exigés par l'empire que l'état-sujet pouvait fournir. Historiquement, la taxation impériale s'est toujours exercée d'une manière directe : l'état-sujet remettait ses biens directement à l'empire.

Pour la première fois dans l'histoire, au vingtième siècle, les Etats-Unis ont pu taxer le monde entier d'une manière indirecte, par l'intermédiaire de l'inflation. Ils n'ont pas mis en place un prélèvement direct, comme tous les empires qui les ont précédés, mais ont distribué leur propre devise, le dollar US, aux autres nations en échange de biens avec comme conséquence prévue une inflation et une dévaluation de ces dollars qui étaient ensuite récupérés en échange d'une quantité inférieure de biens - la différence constituant la taxe impériale US. Voici comment ils ont procédé.

Au début du vingtième siècle, l'économie US a commencé à dominer l'économie mondiale. Le Dollar US était indexé sur l'or et par conséquence sa valeur ne connaissait pas de fluctuations, puisqu'elle correspondait toujours à la même quantité d'or. La Grande Dépression, précédée par une inflation entre 1921 et 1929 et l'explosion des déficits budgétaires, a provoqué une nette augmentation de la quantité de monnaie en circulation, rendant ainsi impossible l'indexation du dollar sur l'or. Ce qui amena Roosevelt en 1932 à supprimer l'indexation du dollar sur l'or. Jusqu'à là, les Etats-Unis dominaient le monde, mais uniquement d'un point de vue économique. Ils n'étaient pas encore un empire. En distribuant des dollars convertibles en or, des dollars à valeur constante, les Etats-Unis ne pouvaient tirer des bénéfices économiques de leurs échanges avec d'autres pays.

D'un point de vue économique, l'Empire Américain est née en 1945 avec (les accords de) Bretton Woods. Le dollar US n'était pas totalement convertible en or, mais était encore convertible en or uniquement pour les gouvernements étrangers. Le dollar devint ainsi la monnaie de réserve du monde. Ceci fut rendu possible parce que, pendant la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis avaient fourni des biens à ses alliés en exigeant de l'or en guise de paiement. Les Etats-Unis ont ainsi accumulé une bonne partie de l'or mondial.

La constitution d'un empire n'aurait pas été possible si, après les accords de Bretton Woods, la quantité de dollars en circulation avait été limitée à celle de l'or disponible, afin de pouvoir garantir la parité. Mais la politique « du beurre et des canons » des années 60 était une politique impériale : le volume des dollars fut sans cesse accru pour financer la guerre du Vietnam en même temps que le projet de Grande Société du président Lyndon B. Johnson. La plupart de ces dollars étaient mis en circulation à l'étranger en échange de biens et n'étaient pas rachetés pour la même valeur. L'augmentation des quantités de dollars détenus par des étrangers, alimentée par les déficits US endémiques, équivaut à une taxe : la taxe classique « par l'inflation » qu'un pays impose à ses propres citoyens, mais cette fois-ci imposée par les Etats-Unis au reste du monde.

En 1970-71, lorsque les pays étrangers demandèrent le remboursement de leurs dollars en échange d'or, le gouvernement des Etats-Unis fit faux bond, le 15 août 1971. Alors que l'histoire officielle raconte la « suppression de la parité entre le dollar et l'or », il s'agissait en réalité d'un refus de payer, de rembourser en or, ce qui revient à un acte de mise en faillite de la part du gouvernement des Etats-Unis. C'est ainsi que les Etats-Unis se déclarèrent Empire. Ils avaient accaparé d'énormes quantités de biens du reste du monde, sans intention ou capacité de les payer, et le monde ne pouvait que constater son impuissance.

A partir de ce moment, pour maintenir l'Empire Américain et continuer à taxer le reste du monde, les Etats-Unis devaient obliger le reste du monde à continuer d'accepter, en échange de biens, les dollars qui se dévaluaient en permanence. Le reste du monde devait ainsi accumuler de plus en plus de dollars dévalués. Pour qu'ils continuent d'accumuler tous ces dollars, il fallait trouver et donner au monde une raison économique de posséder tant de dollars. Cette raison fût le pétrole.

En 1971, lorsqu'il devint évident que le gouvernement US était incapable de racheter ses dollars avec de l'or, un accord avec l'Arabie Saoudite fut instauré en 1972-73 : les Etats-Unis soutenaient le règne de la Maison des Saoud qui, en échange, n'accepterait que le dollar US comme monnaie de paiement pour leur pétrole. Le reste de l'OPEC suivit. **Le monde était donc contraint d'acheter en dollars le pétrole aux pays arabes et devait donc posséder des dollars pour pouvoir payer.** Et parce que la demande de pétrole dans le monde était sans cesse croissante, la demande de dollars ne pouvait qu'augmenter. Si les dollars ne pouvaient plus être échangés pour de l'or, ils pouvaient désormais être échangés pour du pétrole.

L'idée derrière cet accord était de faire en sorte que le dollar soit désormais soutenu par le pétrole. Et tant que cette situation perdurait, le monde devait accumuler de plus en plus de dollars, parce qu'il leur fallait ces dollars pour acheter ce pétrole. Tant que le dollar restait **le seul moyen de paiement du pétrole**, sa domination était garantie et l'Empire Américain pouvait continuer à taxer le reste du monde. Si le dollar, pour une raison ou une autre, devait perdre le soutien du pétrole, l'Empire Américain cesserait d'exister. Ainsi, la survie de l'Empire dépend de la vente du pétrole en dollars. Cela implique aussi que les réserves de pétrole soient situées dans des pays trop

faibles politiquement ou militairement pour demander le paiement du pétrole dans une autre devise. Si quelqu'un demandait à être payé autrement qu'en dollars, il fallait le convaincre, par des pressions militaires ou économiques, de changer d'avis.

Un qui a effectivement demandé des Euros en échange de son pétrole fut Saddam Hussein, en 2000. D'abord il fut l'objet de risées. Ensuite on a tenté de l'ignorer. Enfin, lorsqu'il devint évident qu'il ne plaisait pas, on exerça des pressions politiques pour lui faire changer d'avis. Lorsque d'autres pays, comme l'Iran, voulaient être payés en d'autres devises, notamment en euros et yens, le danger pour le dollar devint évident, et une opération punitive fut organisée. La guerre de Bush en Irak n'a rien à voir avec les armes nucléaires de Saddam, ni la défense des droits de l'homme, ni la démocratie, ni même le contrôle des puits de pétrole ; il s'agit de défendre le dollar, c'est-à-dire l'Empire Américain. Il s'agit de donner une leçon à tous ceux qui seraient tentés de demander à être payés autrement qu'en dollars.

Nombreux sont ceux qui ont critiqué Bush pour avoir mené une guerre en Irak dans le but de prendre le contrôle des puits de pétrole. Cependant, ils n'expliquent pas pourquoi Bush voudrait prendre le contrôle de ces puits - **il aurait pu se contenter d'imprimer des billets pour rien et acheter tout le pétrole dont il avait besoin**. Il devait donc y avoir une autre raison pour envahir l'Irak.

L'histoire nous enseigne qu'un empire doit entrer en guerre pour une de ces deux raisons : (1) pour se défendre ou (2) pour tirer profit d'une guerre ; dans le cas contraire, comme le démontre Paul Kennedy dans son magistral « *The Rise and Fall of the Great Powers* », un éparpillement excessif de ses forces militaires drainerait ses ressources économiques et précipiterait sa chute. D'un point de vue économique, pour qu'un Empire puisse déclencher et mener une guerre, les bénéfices tirées doivent surpasser le coût militaire et social. Les bénéfices tirés des puits Irakiens ne compensent pas les coûts militaires à long-terme. Bush est donc entré en Irak pour défendre son Empire. Et ceci est confirmé par le fait que deux mois après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, le programme Nourriture contre Pétrole fut interrompu, les comptes bancaires Irakiens en euros furent convertis en dollars, et le pétrole fut de nouveau vendu exclusivement en dollars US. Il n'était plus possible d'acheter du pétrole à l'Irak avec des euros. La suprématie globale du dollar fut restaurée de nouveau. Bush descendit victorieusement d'un avion de combat et déclara que la mission était accomplie - entendez par là qu'il avait réussi à défendre le dollar US, donc l'Empire Américain.

2) une bourse iranienne du Pétrole Iranienne

Le gouvernement iranien a finalement mis au point l'ultime arme « nucléaire » qui pourrait rapidement détruire le système financier qui soutient l'Empire Américain. L'arme d'une bourse **que l'Iran a prévu d'ouvrir en mars 2006**. Elle sera basée sur un mécanisme de négoce de pétrole en euros. En termes économiques, la danger pour le dollar est bien plus grand que celui représenté naguère par Saddam, parce que cela permettrait à n'importe qui, désireux d'acheter ou de vendre du pétrole en euros, de court-circuiter complètement le dollar. Dans ce cas, il s'est probable que pratiquement tout le monde adopterait avec enthousiasme l'euro comme monnaie de paiement du pétrole.

Les européens n'auraient plus à acheter ou vendre des dollars pour payer le pétrole, et pourraient payer avec leur propre devise. L'adoption de l'euro pour payer le pétrole donnerait à la monnaie européenne un statut de devise de réserve au détriment de celle des Etats-Unis.

Les Chinois et les Japonais seraient particulièrement heureux d'adopter ce nouveau monnaie d'échange pour le pétrole, parce que cela leur permettrait de réduire considérablement leurs énormes réserves de dollars et de diversifier avec des euros, se protégeant ainsi des dévaluations successives du dollar. Ils pourraient décider de garder une petite partie de leurs dollars et de carrément se débarrasser d'une autre partie. Une partie serait gardée pour régler quelques futurs achats en dollars, mais leurs réserves seraient désormais constitués en euros.

Les Russes ont un grand intérêt à adopter l'euro - la majeure partie de leurs échanges s'effectuent avec les pays européens, les pays exportateurs de pétrole, avec la Chine et avec le Japon. L'adoption de l'euro faciliterait d'emblée les échanges avec les deux premiers blocs, et facilitera à terme les échanges avec la Chine et le Japon. De plus, il semblerait que les Russes détestent posséder des dollars qui se dévaluent, car ils viennent de se convertir à la religion de l'or. Les Russes ont aussi ranimé leur nationalisme et ils ne seraient que trop heureux d'adopter l'euro si cela pouvait donner un coup de poignard dans le dos des étasuniens, et c'est avec un sourire aux lèvres qu'ils observeraient les étasuniens perdre leur sang.

Les pays arabes exportateurs de pétrole, face à leurs montagnes de dollars dévalués, adopteraient l'euro avec enthousiasme afin de diversifier leurs. Comme les Russes, leurs échanges s'effectuent principalement avec les pays européens, et ils préféreraient la devise européenne, plus stable. Sans parler du djihad contre l'ennemi infidèle.

Seuls les Britanniques se trouveraient entre le marteau et l'enclume. Ils ont toujours eu un partenariat privilégié avec les Etats-Unis, mais ont toujours subi une attraction naturelle vers l'Europe. Jusqu'à présent, ils ont eu de nombreuses raisons pour rester aux côtés du vainqueur. Néanmoins, quand ils assisteront à la chute de leur vieil allié, se tiendront-ils toujours fermement à ses côtés ou délivreront-ils le coup de grâce ? Il ne faut cependant pas oublier que les deux principales places boursières de pétrole dans le monde sont le NYMEX de New York et le International Petroleum Exchange (IPE) à Londres et les deux sont contrôlés par les Etats-Unis. Il semblerait donc plus probable que les Britanniques devront couler avec le navire ou alors se tirer une balle dans le pied en portant atteinte aux intérêts de leur propre IPE. Il faut noter ici qu'au delà de toute la rhétorique autour du maintien de la livre sterling, il est très probable que les Britanniques n'ont pas adopté l'euro principalement parce que les étasuniens ont fait pression. Dans le cas contraire, l'IPE aurait basculé vers l'euro, portant ainsi un coup mortel à leur partenaire stratégique.

En tout état de cause, et quelque soit la décision britannique, si la bourse iranienne du pétrole devait voir le jour, les entités qui comptent - les Européens, les Chinois, les Japonais, les Russes et les Arabes - adopteront avec enthousiasme l'euro, scellant ainsi le destin du dollar. Chose que les Etats-Unis ne peuvent se permettre et ils recourront, si nécessaire, à toute une série de stratégies pour déstabiliser ou interrompre les opérations de la bourse iranienne :

- Le sabotage - par un virus informatique, une attaque contre le réseau, les communications ou un serveur, par différentes failles de sécurité ou une attaque de type 11 septembre contre le site principal et les sites de secours.

- Un coup d'état - de loin la meilleure option à long terme pour les Etats-Unis.

- Une négociation acceptable des conditions et des restrictions - autre excellente solution pour les Etats-Unis. Bien sûr, le coup d'état est nettement préférable pour les Etats-Unis car cela garantirait une neutralisation totale de la bourse qui ne représenterait plus une menace pour leurs intérêts. Cependant, si le coup d'état ou le sabotage échouent, alors la négociation devient à l'évidence la meilleure solution de rechange.

- Une résolution de guerre à l'ONU - difficile à obtenir étant donné les intérêts en jeu chez les états membres du Conseil de Sécurité. Mais tout le discours fébrile autour d'un développement d'armes nucléaires en Iran est clairement destiné à préparer une telle éventualité.

- Une Frappe Nucléaire Unilatérale - un choix stratégique terrible pour toutes les raisons liées à l'éventualité suivante : la Guerre Totale Unilatérale. Les Etats-Unis feront probablement appel à Israël pour mener ce sale boulot.

- Une Guerre Totale Unilatérale - à l'évidence, la plus mauvaise des solutions. D'abord, les ressources militaires US ont déjà été entamées par deux guerres. Ensuite, les Etats-Unis dégraderont encore plus leurs relations avec d'autres nations importantes. Troisièmement, les grands pays possesseurs de dollars pourraient riposter en se débarrassant discrètement de leurs montagnes de billets verts et empêcher ainsi les Etats-Unis de financer leurs nouveaux projets militaires. Enfin, l'Iran a des alliances stratégiques avec de puissantes nations, ce qui pourrait les entraîner dans la guerre ; l'Iran a une telle alliance avec la Chine, l'Inde, et la Russie, connue sous le nom de Groupe de Coopération de Shanghai, ou Coop de Shanghai, et un pacte avec la Syrie.

Quelque soit le choix, d'un point de vue purement économique, si la Bourse iranienne de pétrole devait prendre son envol, elle serait adoptée par de grandes puissances économiques et précipiterait la chute du dollar. La chute du dollar accélérerait l'inflation aux Etats-Unis et ferait monter les taux d'intérêts US. A ce stade, la Fed (banque centrale US - NDT) se retrouverait à devoir choisir entre Charybde et Scylla - entre la déflation et l'hyperinflation - et serait rapidement obligée de prendre soit sa « médecine habituelle », de ralentir l'inflation en augmentant les taux d'intérêt, provoquant ainsi une dépression économique majeure, un effondrement de l'immobilier, un implosion des valeurs boursières et un effondrement financier total, ou bien de choisir une voie de sortie « à la Weimar » par l'inflation, ce qui écornera les rendements des placements à long terme, fera décoller les hélicoptères noiera le système financier sous des tonnes de liquidités, mettra fin aux LTCM (? du traducteur) et provoquera l'hyperinflation de l'économie.

La théorie autrichienne sur la monnaie, le crédit et les cycles nous enseigne qu'il n'y a rien entre Charybde et Scylla. Tôt ou tard, le système monétaire devra basculer d'un côté ou de l'autre, obligeant la Fed à faire un choix. Il ne fait aucun doute que le commandant en chef Ben Bernanke, grand connaisseur de la Grande Dépression et fin pilote de (l'hélicoptère) Black Hawk, choisira l'inflation. Hélicoptère Ben, inconscient de la Grande Dépression telle qu'elle est analysée par Rothbard, a néanmoins retenu les leçons sur le pouvoir destructeur de la déflation. Le Maestro lui a enseigné que la panacée à tout problème financier, dans tous les cas, c'est l'inflation. Il a même enseigné aux japonais sa méthode originale pour lutter contre la déflation. Comme son mentor, il a rêvé de livrer une bataille au sein d'un hiver de [Kondratieff](#). Pour éviter la déflation, il fera appel à

la planche à billets, il fera décoller les hélicoptères des quelques 800 bases étasuniennes à l'étranger et, si nécessaire, il monétisera tout ce qui lui tombera sous la main. Son œuvre ultime sera la destruction par hyper inflation de la devise étasunienne. Et de ses cendres renaîtra la nouvelle devise de réserve du monde, cette relique barbare qu'on appelle l'or.

[Gold-Eagle](#), 19 janvier 2006.

Source : www.gold-eagle.com/editorials_05/petrov011606.html

Traduction Viktor Dedaj pour [Cuba Solidarity Project](http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/) <http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/>
http://www.legrandsoir.info/article.php?id_article=3214

Seulement voilà, tout ça est peut-être un rêve de maboul. Voici ce que dit, à la date du 20 mars, l'agence russe Novosti:

Iran denies reports it will open euro oil exchange

TEHRAN, March 20 (RIA Novosti) - Iran denied Monday media reports that it was to open a euro-based oil exchange. "We have no information on opening an oil exchange in the free economic zone on Kish Island [southern Iran]," a spokesman for the Iranian Oil Ministry told RIA Novosti. He said the ministry would have had been informed if the exchange had opened. The spokesman said the exact date of the oil exchange opening on Kish Island was still unknown.

Some media reported Monday that oil would be traded exclusively in the European currency at the Iranian exchange. Experts said the transition to euro from dollar in payments for oil could cause a default of the U.S. currency. All oil deals are currently made in dollars, allowing Washington to maintain permanent demand for the national currency.

<http://en.rian.ru/world/20060320/44575239.html>

Mise à jour du 21 Mars. 2006 -- Voici un texte du journal canadien *The Globe and Mail* ([Lien](#)), lien alternatif ([Lien](#)), qui confirme et rajoute des éléments à notre article original du 9 mars 2006 en décrivant pourquoi une bourse pétrolière en euros, qu'elle se situe en Iran ou dans un autre pays, ne risque pas de faire trembler le dollar américain de sitôt. Alors que la confrontation opposant l'Iran et l'occident continue, certaines théories auraient circulé regardant un autre projet que le pays aurait orchestré. Cependant, les théories se trompent si elles assument que l'Iran est à la veille de lancer une nouvelle bourse internationale du pétrole. Cette bourse aurait eu pour but de vendre le pétrole iranien ainsi que le pétrole d'autres producteurs pétroliers du Moyen-Orient en Euros plutôt qu'en dollars américains -- une stratégie qui, selon les théories, pourrait torpiller le billet vert ainsi que l'économie américaine. Malgré de nombreux rapports au cours des derniers 18 mois affirmant que la bourse ouvrirait ses portes le 20 mars 2006 -- Et confronterait directement le New York Mercantile Exchange et le ICE Futures Exchange de Londres --, la date aurait été retardée d'au moins plusieurs mois et peut-être plus d'un an. [Voici d'ailleurs un communiqué de presse d'une agence russe confirmant que la bourse pétrolière n'a pas ouvert ses portes le 20 mars 2006 ([Lien](#))] "Dès la mi-2006, nous devrions être capables de démarrer la bourse" aurait déclaré Mohammad Asemipur, un conseiller spécial au ministre du pétrole iranien. Le plan serait d'échanger des produits pétroliers initialement, puis de graduellement ajouter d'autres produits, avec le pétrole brut arrivant en dernier. Le processus devrait prendre environ trois ans déclare M. Asemipur. "Le projet de bourse est à un stade beaucoup moins avancé que ce que les gens pourraient croire" déclare le consultant britannique Chris Cook, qui revendique le crédit d'avoir eu l'idée de la bourse. M. Cook est membre du consortium dirigé par le Tehran Stock Exchange qui est responsable de diriger le projet. "Vous pouvez être certains qu'il n'y aura pas de contrats de vente de pétrole avant un an -- et cela serait vraiment au plus tôt" a déclaré M. Cook, un ancien directeur du prédécesseur du ICE de Londres, le International Petroleum Exchange. [...]

<http://echo-actu.blogspot.com/archive/2006/03/09/iran-une-bourse-petroliere-en-euros-improbable.html#more>

UN GRAND BLUFF

Les 130.000 otages de Bush. Pourquoi les Etats-Unis n'attaqueront probablement pas l'Iran

par Andrew Cockburn

Jimmy Carter avait offert 52 otages à l'Iran. George Bush a fait beaucoup mieux, en envoyant 130.000 étasuniens par delà l'océan en guise de garantie du bon comportement de son gouvernement envers la République Islamique. La semaine dernière, Téhéran a rappelé sa capacité à pourrir la vie des forces US stationnées en Irak en accueillant en grande pompe Moqtada al Sadr qui, lors de sa visite, a juré que sa milice, l'armée Mahdi, riposterait à toute attaque étasunienne contre l'Iran. Son porte-parole a répété les propos prononcés devant ses hôtes : « si un état islamique, particulièrement la République Islamique d'Iran, était attaqué, l'armée Mahdi livrerait un combat à l'intérieur et à l'extérieur de l'Irak. »

Cet avertissement doit être pris au sérieux. La Jaish al Mahdi, la milice de Sadr, est devenue une formidable force depuis sa création en 2003. Il y a quinze mois, en novembre 2004, alors qu'elle était moins bien entraînée et moins bien équipée qu'aujourd'hui, cette armée avait réussi à contenir pendant trois semaines un assaut féroce de Marines US à Nadjaf.

Mais l'intérêt et l'influence iranien ne se limitent pas au religieux Chiite et à ses combattants. Il faut se souvenir que le SCIRI (acronyme anglais - ndt), le principal parti dominant de la coalition chiite qui a triomphé aux élections irakiennes, fut à l'origine fondé et basé en Iran. Son premier dirigeant était l'ayatollah Mohammed Shahroodi, actuellement à la tête de la justice Iranienne. Le bras armé du SCIRI, l'armée Badr, a combattu aux côtés de l'Iran dans la guerre Iran-Irak, et fût longtemps considéré comme l'instrument des services de renseignement iraniens. Ailleurs, les services iraniens peuvent compter sur des éléments tels qu' Abu Mehdi al-Mohandis - alias « l'ingénieur » - installé à Nadjaf et qui y dirige la milice de Sadr.

Au nord, à l'intérieur et autour de l'enclave Kurde, des sources dignes de foi affirment que les services de renseignement iraniens fournissent un certain soutien aux insurgés Sunnites, y compris au groupe militant islamique sunnite Ansar al Islam. Et une dizaine de hauts commandants de la Garde Révolutionnaire Iranienne tués dans la chute de leur avion il y a deux semaines, dont Mohammed Sulaimani faisait probablement partie et qui était le principal officiel des Gardes responsable des affaires Irakiennes, se rendaient à Oroumieh dans le nord-ouest de l'Iran, base principale des opérations iraniennes dans le nord irakien.

A première vue, il peut paraître paradoxal de voir des iraniens chiites soutenir des groupes militants aux objectifs anti-chiites, mais ce même gouvernement avait donné l'asile pendant de longues années au dirigeant intégriste sunnite afghan Gulbeddin Hekmatyar, malgré une antipathie profonde et réciproque.

De plus, le pouvoir en Iran est diffus. L'Irak est un enjeu énorme et son contrôle, si complaisamment offert à l'Iran lorsque George Bush a renversé Saddam Hussein, est inévitablement une source de frictions entre factions rivales au sein du régime. Les commandants de la Garde Révolutionnaire n'ont peut-être pas les mêmes objectifs que l'Etalaat - les services de renseignement, ou que le Dirigeant Suprême Khamaneï, encore moins que le président élu Amahdinejad. Entre autres impératifs, ces différents groupes ont des enjeux financiers en Irak. De nombreux commandants de la Garde, par exemple, sont « moawedun », ce qui signifie qu'ils sont de descendance iranienne mais sont nés en Irak où ils ont des intérêts.

Après l'invasion US, le voix la plus influente de la politique iranienne à l'égard de l'Irak était le président Hashemi Rafsanjani, qui avait choisi une coopération limitée avec les occupants. Malgré les rumeurs alarmistes qui circulaient à Bagdad et selon lesquelles « un million d'iraniens avaient infiltré l'Irak avec de faux papiers irakiens », la plupart des iraniens en vue étaient de simples pèlerins se rendant dans les villes saintes de Nadjaf et Karbala. Le consensus à Téhéran semblait être que l'Irak devait être maintenu dans ce que les officiels appellent un « chaos sous contrôle », à la fois pour maintenir le pays dans un état de faiblesse et pour décourager une occupation prolongée des Etats-Unis tout en évitant une désintégration totale de l'Irak et le voir sombrer dans l'anarchie.

Cependant, la défaite de Rafsanjani face à Mahmoud Ahmadinejad dans la course à la présidence et l'escalade des tensions avec les Etats-Unis autour du programme nucléaire iranien ont modifié la donne. Ahmadinejad est proche de certains des dirigeants plus radicaux de la Garde, et il semble insensible devant les états d'âme étasuniens. Sa position de défi ouvert face à l'occident sur la question nucléaire, pour ne pas parler de ses remarques sur Israël, n'ont fait que conforter sa position en interne, tandis que sa capacité de jouer la carte irakienne devrait

certainement donner à réfléchir à Washington. Comme me l'a récemment confié un collaborateur proche d'un des dirigeants du parti SCIRI, qui est généralement considéré comme moins radical que le groupe de Moqtada Sadr, « Si l'Amérique attaque l'Iran, tout est possible » [1]. Avec une telle dissuasion à portée de main, qui aurait besoin d'une arme nucléaire ?

Andrew Cockburn est co-auteur, avec Patrick Cockburn, de *Out of the Ashes : the Resurrection of Saddam Hussein*

Source : www.counterpunch.org/andrew01312006.html

Traduction **Viktor Dedaj** pour **Cuba Solidarity Project** <http://perso.club-internet.fr/vdedaj/cuba/>

Diffusion autorisée et même encouragée. **Merci** de mentionner les sources.

http://www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=3237

LOBBY OR NOT LOBBY

La domination sionistes aux US

Jeffrey Blankfort est un journaliste états-unien et producteur d'émission de radios sur les chaînes KPOO à San Francisco

Entretien réalisé par **Silvia Cattori** le 11 février 2006.

Tel-Aviv et Washington sont associés au Proche-Orient, c'est un fait. Mais l'importance de ce lien dans la politique coloniale de Washington fait débat au sein du mouvement anti-impérialiste. Pour le journaliste états-unien juif antisioniste Jeffrey Blankfort l'influence israélienne est centrale dans la politique états-unienne et les mouvements anti-guerre échouent en raison de leur incapacité à appréhender l'importance de ce lobby. Développant une approche radicale sur cette question, **allant jusqu'à nier la dimension énergétique de la guerre d'Irak**, M. Blankfort n'en ouvre pas moins des pistes intéressantes sur l'influence sioniste aux États-Unis. Nous reproduisons l'entretien qu'il a accordé à la journaliste Silvia Cattori.

Jeffrey Blankfort est un journaliste états-unien et producteur d'émission de radios sur les chaînes KPOO à San Francisco, KZYX à Mendocino et KPFT/Pacifica à Houston. Engagé dans le combat politique en faveur des Palestiniens et pour la création d'un État unique binational en Palestine depuis les années 70, il est devenu une des bêtes noires des mouvements sionistes états-uniens mais s'est aussi attiré les foudres d'une partie de la gauche états-unienne, autour de Noam Chomsky, qui lui reproche son « obsession du lobby ». Il a été rédacteur au Middle East Labor Bulletin et co-fondateur du Labor Committee of the Middle East. Il fut également un membre fondateur de la Nov. 29 Coalition on Palestine.

Silvia Cattori : *Washington et Tel Aviv intensifient leurs menaces contre l'Iran. A votre avis, Israël a-t-il un intérêt national précis à affaiblir - voire à détruire - nombre de pays arabes voisins et dans quelle mesure parvient-il à orienter la politique des États-Unis dans le sens de nouvelles agressions au Moyen-Orient ?*

Jeffrey Blankfort : Ma position, que j'ai d'ailleurs exposée dans un article, est la suivante : la guerre en Irak n'était pas une guerre pour le pétrole, mais une guerre conçue par les néo-conservateurs et par le lobby pro-israélien aux États-Unis, au profit d'Israël. Elle visait à placer Israël dans une position très importante au Moyen-Orient, dans le cadre d'un plan visant à parachever le contrôle planétaire des États-Unis. C'est là ce à quoi appelait le document intitulé « Project for a New American Century » (Projet pour un nouveau siècle américain), ou PNAC [1]. Et bien qu'un certain nombre de personnalités éminentes, tant du monde politique que des milieux de la défense, ait dit qu'il s'agissait d'une guerre déclarée et menée au service d'Israël, le mouvement anti-guerre s'est obstinément refusé à prendre cette possibilité en compte. Et en ce moment même, la seule composante de la société américaine qui soit en train de pousser l'administration des États-Unis à entrer en confrontation militaire avec l'Iran se trouve être l'establishment sioniste, ou le lobby, si vous préférez - il s'agit d'organisations comme l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee) [2], mais aussi d'autres organisations juives - dont le principal objectif, depuis des mois, est d'empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires. La gauche et le mouvement anti-guerre sont tellement obnubilés par l'imputation de tous les maux de la terre à l'impérialisme américain, d'une part, et par leur crainte panique de provoquer ce qui pourrait être une forme de

prétendu « antisémitisme », d'autre part, qu'ils ont exonéré Israël de toute implication (et qu'ils continuent à le faire) ; alors que d'autres, pourtant bien consensuels, n'ont pas manqué de l'impliquer. Ainsi, n'ayant eu à acquitter aucun prix pour avoir poussé les États-Unis dans la guerre contre l'Irak - et je ne parle pas seulement de la guerre actuelle, mais aussi de la guerre du Golfe, en 1991 - ils se préparent à refaire la même chose, contre l'Iran. Même pour un lobby, c'est un comportement absolument unique, absolument sans précédent !

Autrement dit, les États-Unis agiraient en fonction des intérêts d'Israël ? Cette thèse n'est-elle pas à l'opposé de la thèse de Chomsky et de la gauche en général, pour lesquels ce sont les États-Unis qui utilisent Israël, et qu'il y aurait convergence d'intérêts entre Israël et les États-Unis, Israël étant simplement « le flic de service », en retour des services rendus par les États-Unis au Proche-Orient ?

Jeffrey Blankfort : Certes, Chomsky a tendance à simplifier la politique américaine, en rejetant tous les torts sur les élites et qui que ce soit qui puisse bien se trouver à la Maison-Blanche, tout en occultant soigneusement le rôle du Congrès. Chomsky et ses amis brandissent soit directement, soit indirectement, le spectre de l'antisémitisme, ou de la provocation à l'antisémitisme, et le résultat, c'est que tout le monde la ferme. Bon, il faut savoir que Chomsky, qui était sioniste, dans son jeune temps - il a vécu en Israël, il a des amis là-bas, il a même envisagé d'aller s'y installer définitivement - a reconnu en 1974 que cela était susceptible d'avoir une influence sur ses analyses et sur ses prises de position, et il a tenu à ce que ses lecteurs le sachent. Il l'a écrit, en 1974. Et pourtant, bien peu de ceux qui lisent Chomsky aujourd'hui sont au courant. Ils ne savent pas que Chomsky était sioniste, et qu'il avait même envisagé la possibilité d'aller s'installer en Israël. De fait, pendant des années, il n'a pas dit un mot au sujet d'Israël, tout en prenant la parole sur le rôle des États-Unis en Amérique centrale et au Vietnam. C'est un ami commun, le Dr. Israël Shahak, qui a convaincu Chomsky de s'exprimer publiquement au sujet du sort réservé aux Palestiniens par Israël. Il est intéressant de constater que le principal ouvrage écrit par Chomsky sur la question israélo-palestinienne, *Le Triangle fatal (The Fateful Triangle)* commence, de fait, par une défense d'Israël. C'est-à-dire que, tout en reconnaissant tous les crimes israéliens contre les Palestiniens, il accuse principalement les États-Unis, pour avoir laissé faire ! Maintenant, cette défense, permettez-moi de vous dire qu'elle pourrait être utilisée par Pinochet, au Chili, ou par n'importe quel dictateur soutenu à bout de bras par les États-Unis n'importe où dans le monde, afin de s'exonérer de la responsabilité première de leurs exactions et de la faire retomber sur les États-Unis... Or, moi, là-dedans, je ne marche pas... Et la plupart des gens qui comprennent la situation ne marchent pas non plus, quand ils sont amenés à examiner cette manipulation. Un certain nombre de mes amis, qui sont aussi des amis de Chomsky, en ont convenu ; ils sont d'accord avec moi. Le problème étant, je dirais, qu'en tant que collègues universitaires, ils se sentent gênés de critiquer Chomsky, d'autant qu'il est souvent attaqué par des gens de droite. Il a défendu beaucoup de gens qui étaient attaqués et, de ce fait, il s'est gagné leur loyauté. Il a été également le mentor de pas mal de chercheurs et, ironiquement, c'est Chomsky qui a mis le pied de bien des gens à l'étrier de l'engagement politique... Ils ont lu Chomsky, et ils se sont enthousiasmés pour l'action politique. Et ce n'est que plus tard - quand ils ont cette chance - qu'ils découvrent que Chomsky ne se contente pas d'ouvrir des portes : il les referme, tout aussi bien !

Ce qui voudrait dire que Chomsky accorde au lobby pro-israélien moins d'importance qu'il n'en a en réalité ? Chomsky aurait-il soutenu des options injustes à l'égard des Palestiniens pour préserver Israël, avec lequel il a une attache affective ? Est-ce l'unique cas où Chomsky aurait défendu l'indéfendable ?

Jeffrey Blankfort : Oui, pour l'essentiel. Sur la plupart des autres sujets, il est plus ouvert. Mais sur ce sujet particulier, il refuse carrément la discussion. En 1991, nous avons eu un échange qui a été publié par un journal de gauche, de New York, *The National Guardian*, et un ami de New York a voulu organiser un débat entre Chomsky et moi sur la question du lobby israélien à la Conférence des Chercheurs Socialistes (Socialist Scholars Conference). Chomsky a refusé, écrivant que « Cela n'apporterait rien ». Après son refus, j'ai demandé à un professeur en Californie, Joel Benin, que je connais bien et qui est sur les positions de Chomsky, s'il accepterait de débattre avec moi. Il a refusé lui aussi, en me faisant exactement la même réponse : « Cela n'apporterait rien ! »

Et sur l'Iran, qui est aujourd'hui dans le collimateur, Chomsky minimise-t-il aussi, à votre avis, le rôle du lobby qui agit aux États-Unis dans l'intérêt d'Israël ?

Jeffrey Blankfort : En ce qui concerne l'Iran, il semble bien que Chomsky et les autres ne veulent toujours pas voir la campagne que le lobby est en train de mener pour nous entraîner dans

une nouvelle guerre - une guerre qui sera bien plus catastrophique que le désastre actuel en Irak. Il y a, aux États-Unis, une coalition de douze organisations féminines communautaires juives, qui s'appelle elle-même « Une Voix pour Israël » (One Voice for Israel), et qui s'est créée en 2002, pour répondre à la publicité négative que la destruction de Jénine a valu à Israël. Chaque année, au cours d'un raout qu'elle intitule « Take-5 », cette fédération fait en sorte qu'un million de femmes juives appellent au téléphone la Maison-Blanche au même moment ; puis, un autre jour, elles appellent le Congrès. À chaque fois, elles ont fait sauter le standard du Capitole. C'est une de leurs manières de montrer leur pouvoir... Le 22 février, elles téléphoneront au Président Bush pour lui livrer leur opinion sur ce qu'il conviendrait de faire à propos de l'Iran et de son développement nucléaire, qu'il soit civil ou militaire. C'est un genre d'opération qui se poursuit, en permanence, mais pour le mouvement anti-guerre, ou pour la gauche, ça ne pose pas de problème. Encore faut-il qu'ils soient au courant ! Le Professeur Chomsky m'a écrit (à moi, et à d'autres) qu'il s'agit là d'une question qui ne l'intéresse pas... Il y a deux ans de cela, quand la même personne qui l'avait invité à débattre avec moi (en 1991), demanda à nouveau à Chomsky s'il était intéressé, il a refusé, en invoquant mon « obsession du lobby ». Il a même écrit qu'il refuse de lire l'article que j'ai écrit au sujet de sa personne. Ce n'est pas le genre de réponse qu'on attendrait d'un intellectuel. Je trouve piquant qu'il accepte volontiers de débattre avec Alan Dershowitz, parce que c'est vraiment facile, mais qu'en revanche il refuse de débattre avec quiconque, à gauche. Tout au moins, pas de ce sujet-là... Et c'est pourtant de ça qu'il faudrait parler, et pas d'autre chose !

Pensez-vous qu'il y ait, dans d'autres pays, l'équivalent de l'AIPAC ?

Jeffrey Blankfort : L'AIPAC est quelque chose de tout à fait particulier. Tout en étant un lobby déclaré et enregistré, en faveur d'Israël, il n'est pas tenu de s'enregistrer en tant que lobby étranger. Et cela lui confère une situation absolument unique aux États-Unis. À chaque audition, au Congrès, qui implique les questions moyen-orientales, vous verrez des employés de l'AIPAC y participer. Aucun autre lobby - en particulier, aucun lobby étranger - n'a un tel privilège. Ce sont eux, aussi, qui rédigent les lois que le Congrès adopte ensuite. Ainsi, par exemple, le récent décret « Sur la reddition de comptes par la Syrie et la souveraineté du Liban » (Syrian Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act) [3], adopté il y a deux ou trois ans, et qui devait conduire à la situation que nous constatons aujourd'hui au Liban et en Syrie, a été rédigé par l'AIPAC, qui a même trouvé le moyen de s'en vanter, peu après. Les seuls milieux qui prétendent ne rien savoir, c'est la gauche. Cela se trouve sur le site web de l'AIPAC, ainsi que dans ses publications papier. L'AIPAC fournit également des stagiaires - de jeunes étudiants juifs, brillants - qui travaillent dans les bureaux des parlementaires du Congrès. Ils demandent à être reçu par un membre du Congrès, et ils lui disent : « Nous avons cette jeune personne qui aimerait effectuer un stage à Capitol Hill ; nos stagiaires peuvent effectuer un stage d'un an, et ils effectueront un travail effectif dans vos bureaux... » Vous en connaissez beaucoup, des membres du Congrès qui iraient refuser un secrétaire bénévole ? Cette organisation AIPAC a aussi une fondation spéciale qui organise des voyages gratuits en Israël pour des membres du Congrès. L'an passé, plus de cent membres du Congrès sont ainsi allés en Israël, aux frais de la princesse, tous frais payés par cette fondation.

Il faut savoir qu'il y a un grand débat, autour de ces voyages gratuits payés par divers lobbies, mais je ne pense pas que cela entraînera un quelconque problème pour les menées de l'AIPAC. S'il prend des mesures drastiques, le Congrès fera une exception, dès lors qu'il s'agira d'Israël... Ce qui est curieux, c'est que nous autres Américains, nous avons un pays voisin, au Sud, qui s'appelle le Mexique. Le Mexique est bien plus important pour les États-Unis, pour notre économie, et puis il y a aussi aux États-Unis bien plus de personnes d'origine mexicaine que de juifs... Il y a des milliers de Mexicains et de Mexicano-Américains qui travaillent ici, et qui sont responsables de la culture et des récoltes des produits agricoles des États-Unis. Et pourtant, il n'y a pas de délégations du Congrès qui se rendent en visite au Mexique, et le Mexique ne parle pas en permanence de l'importance fondamentale du Mexique... Si, et quand, des parlementaires américains vont au Mexique, c'est en vacances. Et pourtant, ici, aux États-Unis, l'accent est mis en permanence sur Israël. Il y a deux causes, très simples : l'argent, et l'intimidation. Le Parti démocrate s'est reposé pendant des années sur de riches sponsors juifs pour obtenir la majorité des contributions financières qu'il reçoit. L'organisation AIPAC elle-même ne donne pas d'argent. Non, l'AIPAC coordonne tout ça, et vous indique à qui il faut donner. Ainsi, supposons que vous soyez un donateur juif et que vous vouliez faire quelque chose pour aider la cause d'Israël : l'AIPAC va vous indiquer où verser votre argent. C'est ainsi que dans l'ensemble des États-Unis, nous avons aujourd'hui près d'une quarantaine de Comités d'Action Politique, les PACs (Political Action Committee), dont la seule raison d'être est de donner de l'argent aux candidats aux élections américaines (à tous les niveaux) qui soutiennent Israël. Aucun de ces comités n'est identifié par un nom qui ait un quelconque rapport avec Israël. Ainsi, ici, en Californie, nous avons un « Comité des Californiens du Nord pour la Bonne Gouvernance ». À St-Louis, dans le Missouri, vous avez le

comité de « St-Louisans for Good Government ». Le plus important est le National PAC, ou NPAC. Et puis vous avez aussi le Hudson Valley Political Action Committee, le Desert Caucus, etc. Si vous vous en tenez à la raison sociale de ces comités, vous n'avez pas la moindre idée de ce à quoi ils servent, alors que les autres lobbies annoncent clairement leurs finalités. Pourquoi n'avons-nous aucun « Comité des juifs partisans d'Israël », ce serait plus clair, non ? Mais il y a encore plus grave, pour les Démocrates, et pour une partie des Républicains : l'argent qu'ils perçoivent de la part de personnalités juives sionistes.

Ainsi, par exemple, en 2002, un Israélien d'origine égyptienne, Haim Saban, qui est venu aux États-Unis et a gagné des milliards de dollars grâce à un programme télévisé pour enfants télédiffusé le samedi matin, a fait un don de 12,3 millions de dollars au Parti démocrate, soit tout juste un million et demi de moins que ce que les comités d'action politique des fabricants d'armes avaient donné, mais aux deux grands partis américains... Et il ne s'agit là que d'un bienfaiteur parmi d'autres. Par ailleurs, c'est ce même Haim Saban qui a fondé l'Institution Saban, auprès de la Brookings Institution [4], qui s'occupe d'affaires israéliennes. Il est également un des gros financeurs de l'AIPAC, et il sponsorise des boums, à Washington, au cours desquelles l'AIPAC forme des lycéens et des étudiants à la propagande pro-israélienne. Les campus universitaires américains sont les principaux champs de bataille des mouvements juifs qui font du lobbying pour Israël, qui se sont fédérés dans l'Israel Campus Coalition, forte de vingt-huit associations, dont l'AIPAC, et qui a Israël pour première et unique préoccupation. Aujourd'hui, un des principaux objectifs du lobby, c'est d'obtenir que les campus universitaires arrêtent leurs campagnes de désinvestissement visant Israël. Les lobbyistes pro-israéliens essaient aussi d'influencer la nouvelle génération de leaders de la communauté juive, qui font actuellement leurs études, afin de les amener à contribuer à la propagande en faveur d'Israël.

Pour aider les Palestiniens à obtenir justice il faudrait au moins que ceux qui les soutiennent - ou prétendent le faire - disent la vérité. Or, tout semble se passer comme si, même dans ce camp là, cette vérité était étouffée. Pensez-vous qu'aux États-Unis, tout comme en Europe, la solidarité a échoué parce qu'elle est dirigée par des gens qui sont là pour mettre des freins à la critique d'Israël ? Pensez-vous que l'influence de Chomsky s'est exercée dans ce sens ?

Jeffrey Blankfort : Ici, aux États-Unis, le mouvement pro-palestinien est totalement inefficace, depuis pas mal de temps. Et ce, pour plusieurs raisons. Une de ces raisons, c'est le fait qu'il refuse de reconnaître le rôle joué par le lobby pro-israélien. C'est comme si vous vous apprêtiez à jouer un match de foot. Vous avez chaussé vos crampons mais, au lieu de vous diriger vers le stade, vous allez au centre commercial ! Si vous n'êtes même pas sur le terrain de foot quand le coup de sifflet de début de partie est donné, alors vous n'êtes pas près de le gagner, ce match ! Ainsi, vous avez le plus puissant lobby aux États-Unis, d'un côté, et de l'autre vous avez le mouvement de solidarité avec les Palestiniens qui l'ignore totalement, mis à part d'occasionnels piquets de protestation devant l'AIPAC... Une des raisons, c'est que ce mouvement de solidarité a été influencé par des groupes marxistes, qui vivent toujours en décalage : ils vivent à une autre époque, dans un passé où les lobbies ne jouaient aucun rôle. Des militants politiques me disent assez souvent que parler du lobby, « ça n'est pas marxiste », ou encore que parler du lobby, « ça n'est pas socialiste » ! Je leur réponds que cela existe, que c'est une réalité, et que c'est cela, qui est important. Par ailleurs, il y a un grand nombre d'antisionistes juifs, au style inimitable, qui occupent des positions de dirigeants dans le mouvement pro-palestinien, qui affirment que mettre en cause le lobby, c'est provoquer l'antisémitisme. En cela, ils sont ce que personnellement j'appelle des « juifs exceptionnalistes », qui repoussent toute critique adressée à des actes accomplis collectivement par des juifs, comme celui de faire du lobbying pour Israël - ce qui les rend, dans la pratique, très difficilement distinguables des sionistes patentés !

Et ce qui se passe, je vais vous le dire : j'entends tous ces gens-là nier l'existence du lobby, et me citer verbatim la doxa chomskyenne, sans même qu'ils ne mentionnent le nom de Chomsky ! Chomsky a sur eux une influence tellement critique, tellement puissante, qu'ils en sont réduits à s'identifier à lui ! Chomsky s'est publiquement prononcé contre le désinvestissement du Massachusetts Institute of Technology (MIT), où il enseigne, et où il a réussi à annihiler une résolution de désinvestissement à force de l'édulcorer. Deux semaines plus tard, il est revenu, cette fois-ci pour attaquer le principe même du désinvestissement. Il est contre toute sanction contre Israël ; il est contre le désinvestissement ; il n'a jamais tiré de sa manche aucune proposition d'action susceptible de changer la face du monde qui aille un peu plus loin qu'« écrire au rédacteur en chef » ! Jamais il ne mentionne le Congrès ; jamais il ne mentionne les commissions budgétaires. S'il mentionne l'aide à Israël, au Congrès, il ne dira jamais : « Il faut que vous arrêtez ça ! » Il en parlera comme d'un fait à prendre ou à laisser, d'une donnée naturelle, comme : « aujourd'hui, il pleut » ou « aujourd'hui, il fait beau ». Je lui ai écrit, à ce sujet, et sa réponse n'a pas été particulièrement amicale... De 1988 à 1995, j'ai publié une revue, le *Middle*

East Labor Bulletin, auquel Chomsky s'était abonné. Je tenais une rubrique spéciale, dans cette revue, que je consacrais au lobby israélien au Congrès, et dans laquelle je révélais les noms des membres du Congrès qui étaient avec le lobby, et je publiais les sources, appartenant très majoritairement à la presse sioniste. Aussi, tout lecteur de la revue disposait-il de preuves amplement suffisantes du contrôle du Congrès des États-Unis par le lobby israélien.

Récemment, j'ai relu certains des numéros de cette revue, publiés il y a vingt ans : ils auraient pu être écrits aujourd'hui ! Chomsky ne peut donc pas jouer les ignorants. Je pense simplement que ses leçons précoces de catéchisme sioniste et ses craintes quant à l'avenir des juifs sont si présents à son esprit qu'il est en quelque sorte comme un enfant qui refuserait d'admettre la vérité. C'est pitoyable. Il appartient à cette catégorie de gens, que nous appelons en Amérique les « Gatekeepers » (les gardiens du sérail)... « Gatekeeper », il l'est aussi sur un autre sujet fondamental : les événements du 11 septembre 2001 : il écarte d'un revers de la main les nombreuses questions qui ont été soulevées autour de la version officielle de l'administration Bush sur les attentats contre le World Trade Center. Chomsky affirme qu'il n'y a aucune raison sérieuse de remettre en cause la version des attentats du 11 septembre racontés par M. Bush. Aussi la plupart des critiques qui lui sont adressées proviennent de personnes qui ont effectué des recherches sur les attentats du 11 septembre, tandis que lui s'entête à répéter le mantra selon lequel « ce que nous a raconté l'administration Bush est la vérité ». Ainsi, le rôle que joue aujourd'hui Chomsky sur la scène internationale est, à mon avis, un rôle réactionnaire. Il dit, par ailleurs, beaucoup de choses très bien, avec lesquelles je suis d'accord et, encore une fois, je répète que beaucoup de gens disent avoir été introduit à la politique par Chomsky. Il a allumé l'étincelle chez pas mal de personnes. Mais aujourd'hui - c'est peut-être une situation dialectique - il est en train d'éteindre l'étincelle, ou, à tout le moins, il oriente ses émules dans la mauvaise direction...

Votre dénonciation des thèses de Chomsky - thèses qui ignorent l'influence de l'AIPAC et d'autres organisations similaires dans les guerres américaines au Moyen-Orient et leur impact négatif sur les mouvements de solidarité - est-elle partagée aux États-Unis par beaucoup d'autres intellectuels ?

Jeffrey Blankfort : J'appartiens à une minorité, mais j'ai une liste de correspondant par mail conséquente, et j'anime également une station de radio - en réalité, j'en ai même deux. Les sionistes ont essayé de me faire taire, mais ils n'y sont pas parvenus... Une de leur façons d'intimider les gens consiste à utiliser les diverses organisations juives. Chacune s'est chargée d'un rôle particulier. Particulièrement importante, parmi ces associations, est l'Anti-Defamation League (ADL), dont la principale mission est de diffamer, d'intimider et d'espionner les gens qui critiquent Israël. Je fais partie de ceux qui ont été espionnés par elle, je sais donc de quoi je parle... Leur agent avait infiltré notre organisation, la Commission de travail sur le Moyen-Orient (Labor Committee on the Middle East) dont j'étais un des cofondateurs, en 1987. Puis nous avons appris qu'ils étaient en train d'espionner des centaines d'associations appartenant à tout l'éventail politique, et des milliers de personnes individuelles. Pour être précis : six cents associations et rien moins que douze mille personnes privées ! J'ai réussi à obtenir le dossier qu'ils montaient contre moi, et j'ai constaté qu'ils m'avaient espionné illégalement. Je leur ai donc intenté un procès. Je suis allé au tribunal avec deux autres militants et, au bout de dix ans, les types de l'ADL ont accepté un règlement à l'amiable n'impliquant pas que je leur signe un engagement de confidentialité. C'est peut-être pour ça, que je n'arrête pas de parler d'eux. Le type qui m'a espionné pour le compte de l'ADL bossait aussi pour les services secrets sud-africains. Nous avons un énorme mouvement anti-apartheid, aux États-Unis. Dans la pratique, le lobby israélien et l'Afrique du Sud étaient sur la même page de l'annuaire des téléphones ; c'étaient vraiment des alliés extrêmement proches. Ils étaient alliés sur tous les plans : socialement, culturellement et militairement. C'est là quelque chose que, malheureusement, le mouvement anti-apartheid a refusé - même lui - de prendre en compte, là encore, à cause de pressions sionistes... J'ai tendance à dire que le problème que rencontre la mise en place d'un véritable mouvement politique, aux États-Unis, c'est que ce mouvement est, dès le départ, bloqué d'une part par les sionistes, et d'autre part, par ce refus, à l'instar de Chomsky, de parler ouvertement du sionisme et du rôle que ce mouvement joue, ici, aux États-Unis.

Revenons en arrière, en 1988, à une époque où, durant les premiers mois de la première Intifada, et où le mouvement anti-interventionniste refusait de soutenir l'exigence qu'Israël mette un terme à son occupation du territoire palestinien : un Amérindien, un leader des indigènes américains, me dit alors que le principal problème du mouvement américain, c'était qu'il y avait beaucoup trop de sionistes libéraux en son sein. Et c'est vrai. Je ne cite jamais le nom de ce militant amérindien, car si je le rendais public, il serait immédiatement accusé d'antisémitisme... J'ai été taxé de juif développant une « haine de soi », d'antisémite... que sais-je ? Mais je m'en

moque, parce que je considère que l'accusation d'antisémitisme est le premier refuge des scélérats. Le patriotisme est le refuge ultime des scélérats, mais l'antisémitisme, c'est le premier... Dans ce pays, il a été utilisé pour réduire au silence tellement de gens honnêtes ! Et c'est une des raisons pour lesquelles je suis contre toutes ces organisations spécifiquement juives qui se targuent d'être à la pointe du combat pour la Palestine. Je vais vous dire ce qui se passe : il y a beaucoup de juifs antisionistes, ou qui se prétendent tels, qui disent : « Nous, en tant que juifs antisionistes, nous devons fournir le leadership, pour que les autres voient que ce ne sont pas tous les juifs qui soutiennent Israël »... Moi, je suis totalement contre ça, parce que tous les contribuables américains paient leurs impôts et, donc, soutiennent Israël ! C'est donc bien un problème américain ! Et, en faisant valoir qu'il faut absolument que les leaders du mouvement soient juifs, que des juifs sont antisionistes, que des juifs font ceci, que d'autres juifs font cela... que disent-ils, en fait, aux non-juifs ? Ils leur disent : « nous, si nous pouvons nous permettre de faire cela, c'est parce que nous sommes juifs ». Cela a été essayé depuis tellement de temps... et ça ne marche pas ! Aussi, quand Jeff Blankfort parle, ce n'est pas un juif qui s'exprime, c'est un être humain.

C'est la raison pour laquelle, en 1970, quand je suis allé pour la première fois au Moyen-Orient (au Liban et en Jordanie), je n'ai pas dit aux gens que j'étais juif. Ce n'est pas Jeff Blankfort le juif qui est allé là-bas, c'est Jeff Blankfort, le journaliste ! Il n'était nul besoin d'être Sud-Africain pour être contre l'apartheid. Il n'était nul besoin d'être Nicaraguayen pour être contre les Contras, ni d'être Vietnamien pour être contre la guerre au Vietnam... Qu'est-ce que le fait d'être juif ou pas a à voir avec le fait de dénoncer ce que les Israéliens font subir aux Palestiniens ? En réalité, les juifs devraient être extrêmement prudents, en matière de rôle dirigeant. Ce n'est pas la place de juifs, de gens qui s'identifient en tant que juifs. L'ironie, c'est que les gens qui sont le plus cités, qui s'expriment le plus sur cette question aux États-Unis, sont tous des juifs, qui, en fin de compte, veulent protéger Israël... Chomsky, bien entendu, est le plus important d'entre eux. Ils critiquent Israël, voyez-vous, parce que c'est important : c'est quelque chose dont vous ne pouvez faire à moins. Mais ils détournent la responsabilité principale sur les États-Unis et, ce faisant, tout en n'absolvant pas Israël, ils ne le protègent pas moins contre toute rétorsion, sous la forme de sanctions, de boycotts et de désinvestissements...

Vous venez de dire que vous-même avez été accusé d'antisémitisme. Le Président du Venezuela Hugo Chavez a, par exemple, été récemment accusé par les quotidiens français Libération et Le Monde d'avoir tenu des propos « antisémites ». Ne pensez-vous pas que cette accusation est devenue plus difficile à exploiter face à une opinion publique qui a découvert qu'elle était manipulée à des fins politiques ?

Jeffrey Blankfort : Même si les gens disent quelque chose à ce sujet, en privé, ils ne le diront pas publiquement. Occasionnellement, je contribue à obtenir des interviews de Palestiniens et d'Israéliens progressistes par les médias de la région du grand San Francisco. Les choses étaient plus ouvertes, plus libres, aurais-je tendance à dire, il y a quelques années, sur les radios de grande écoute que ce n'est aujourd'hui le cas. En 1982, j'ai pu faire interviewer un soldat israélien, un réserviste, qui refusait d'aller servir au Liban, par le plus grand talk show de San Francisco. Il a dit la vérité sur la guerre du Liban, que ce n'étaient pas les Palestiniens qui bombardaient ce pays. Dans la deuxième heure de l'émission, qui était diffusée dans l'ensemble des États-Unis, un auditeur qui avait un fort accent étranger a appelé la station. Il a demandé : « Quel est le responsable qui laisse parler ce communiste sur les ondes ? » L'animateur du talk show a répondu que c'était lui-même, mais en réalité, c'était le producteur qui avait fait en sorte que mon ami passe sur les ondes. Très peu après, cet animateur qui était parmi les plus populaires des animateurs radio à San Francisco a été remplacé par un sioniste qui est encore à son poste et qui est tellement sioniste que chaque année, à chaque retour de célébration de la fête nationale israélienne à San Francisco, il en est le maître des cérémonies...

Sur les ondes, dans les principales stations de radio, vous trouverez, parmi les propriétaires ou les principaux décideurs des gens qui sont manifestement sionistes. Le président de CBS News, Leslie Moonves, par exemple, est un petit-neveu de David Ben Gourion. La plupart des gens ne peuvent (ou ne veulent) pas me croire quand je parle de l'influence sioniste dans les médias. Je lis la presse juive, et elle n'arrête pas de publier des informations à ce sujet, qui ne sont pas publiées dans la grande presse. C'est dans la presse juive que je trouve la plus grande partie de mes informations, et après vérification, cette presse est crédible... Une publication, à ce sujet, est particulièrement utile : il s'agit de *Forward*, un hebdomadaire juif qui est l'équivalent du *Wall Street Journal*, à destination des juifs, parce qu'il contient beaucoup d'informations qu'on ne trouve nulle part ailleurs. Ce qui est particulièrement piquant, c'est que la plupart des gens que je connais, qui se battent pour les Palestiniens aux États-Unis, n'ont jamais lu la presse juive ! Pour moi, si vous ne lisez pas la presse juive sioniste, vous n'êtes pas sérieux. En effet, nous ne pouvons rien faire,

dans ce pays, au sujet de ce qui est en train de se passer en Palestine, de manière directe. Mais ce que nous pouvons faire, en revanche, aux États-Unis, c'est lutter contre le soutien dont bénéficie Israël chez nous, dénoncer le lobby israélien et saper les positions d'Israël aux États-Unis. Ce n'est qu'en affaiblissant le soutien dont bénéficie Israël chez nous, aux États-Unis, que nous pourrions renforcer la position du peuple Palestinien.

Nombre de gens, touchés par le malheur des Palestiniens et des Irakiens, ne sont-ils pas de plus en plus conscients que les médias mentent ?

Jeffrey Blankfort : Oh, vous savez ; bien sûr, les journaux nous mentent, mais même s'il y a plus d'infos sur Internet, elles ne sont pas toujours fiables non plus - même de notre côté - et nous devons être attentifs à ne pas gober tout ce que nous lisons sur Internet, tout simplement parce que c'est ce que nous aimons croire... Dans la région de la Baie de San Francisco, nous avions il n'y a encore pas si longtemps sept ou huit quotidiens. Aujourd'hui, il en reste à peine deux... et demi ! Et ces journaux sont devenus des sortes de tabloïds dans le style de la presse de caniveau britannique : leur seule ambition est de se tenir à flot, et de ne pas sombrer à cause de la télé... Contrairement à l'Europe, la télévision, aux États-Unis, est d'une qualité déplorable, et les Américains sont véritablement des drogués de la télé. Ils sont aussi des toxicomanes des gadgets électroniques portables, comme les walkmans CD et mp3, et puis, depuis un an ou deux, les célèbres iPod. Cela ne présage rien de bon. De plus, l'arène politique américaine est totalement bétonnée ; on n'y trouve pratiquement aucune opportunité. Nous avons deux partis, qui sont semblables pratiquement en tous points : ce sont les deux ailes du Parti capitaliste ! L'un achète les gens : c'est le Parti démocrate. Et l'autre les massacre : c'est le Parti républicain. Ils débattent (plus exactement : ils font semblant de débattre) de questions intérieures, mais dès qu'il s'agit d'Israël, ils se serrent mutuellement dans leurs bras. Ainsi, par exemple, vous pouvez avoir des femmes membres du Congrès, qui luttent pour le droit à l'avortement. Mais elles s'unissent aux femmes membres du Congrès les plus à droite et les plus violemment opposées à l'avortement, dès lors qu'il s'agit de soutenir Israël ! Cela n'est jamais commenté, ni même évoqué, à l'intérieur de la gauche ! C'est vraiment déprimant, parce que je ne vois pas beaucoup d'évolution, même s'il y a eu quelques protestations à l'occasion de réunions de l'AIPAC local. Mais aucun lien n'est clairement établi entre le lobby israélien et le Congrès et ce qui se passe en Israël/Palestine. Et je ne vois pas la situation s'améliorer beaucoup. Je ne sais pas si le dé clic va s'opérer, ni de quelle manière. Mais pour l'instant, je n'entrevois pas un futur très brillant...

Si l'orientation des médias ne change pas, et si l'influence des lobby pro-israélien continue à s'exercer sur nos États, sans être dénoncée par la gauche, ne pensez-vous pas qu'Israël va se sentir plus à l'aise pour attaquer l'Iran aujourd'hui, la Syrie demain ?

Jeffrey Blankfort : Les néo-conservateurs et le lobby israélien ont entraîné les États-Unis dans la guerre en Irak. Le père du président actuel, le premier George Bush était contre cette guerre, et les compagnies pétrolières aussi. Et, en dépit du fait que cette guerre est catastrophique, à tous les sens du terme, ils n'ont eu à acquitter politiquement aucun prix, simplement parce que seuls quelques publicistes isolés - et parmi eux, une minorité d'éditorialistes de gauche, et aucun représentant du mouvement anti-guerre, dans notre pays - ont écrit des articles dénonçant cela. Aussi, aujourd'hui, les mêmes forces sont-elles en train de pousser les États-Unis à la confrontation avec l'Iran. Bien que je ne pense pas que cela arrive, pour la seule raison que les États-Unis sont empêtrés en Irak. De plus, si les États-Unis devaient un jour attaquer l'Iran, les troupes irakiennes, formées par les États-Unis, qui sont très pro-iraniennes et liées aux deux partis, SCIRI et al-Da'wa (tous deux fondés en Iran en 1982, et qui ont combattu du côté de l'Iran, contre Saddam) répliqueraient certainement, et l'Irak exploserait encore plus qu'il n'a d'ores et déjà commencé à le faire. C'est la raison pour laquelle je pense que les États-Unis n'attaqueront pas l'Iran, même si tout le monde, ici, semble le penser. Mais si les États-Unis attaquent l'Iran, ce sera la preuve ultime que le lobby sioniste exerce un contrôle total de la politique américaine, et je ne pense pas que les choses en soient arrivées à ce point, pour l'instant. Ce qui est en train d'arriver est intéressant : Bush est faible, en ce moment ; les Républicains l'abandonnent, il a perdu beaucoup de partisans au Congrès ; il obtiendra la nomination de son poulain, Alito, à la Cour suprême, mais l'AIPAC a critiqué ce candidat, qu'il juge trop mou concernant l'Iran. L'AIPAC a critiqué publiquement cet Alito, qu'il accuse d'avoir été incapable de traîner l'Iran devant le Conseil de sécurité de l'Onu, tout en sachant très bien que si les États-Unis avaient réussi à faire comparaître l'Iran devant le Conseil de sécurité, ils n'auraient néanmoins pas réussi à réunir une majorité contre ce pays...

Des spéculations nombreuses circulent, selon lesquelles Israël attaquera l'Iran, même si les États-Unis hésitent, parce qu'il s'agit d'une année électorale, et qu'Israël sait bien - ainsi que le

lobby israélien aux États-Unis - que, quoi que fasse Israël, dans une telle conjoncture, il sera applaudi par le Congrès. Donc, nous risquons de retrouver le même scénario que pour l'Irak... Il est intéressant de relever que les journaux, les radios et les chaînes de télévision observent bien que jamais les membres du Congrès n'iront critiquer Israël en année électorale, mais sans jamais expliquer pourquoi... La gauche, emmenée par Chomsky, prétend ne pas même être au courant de l'existence d'un quelconque problème. L'ironie, c'est que, si vous lisez la grande presse, vous trouvez beaucoup plus d'informations sur ce qui se passe, concernant le lobby, que si vous lisez la presse de gauche, dans l'état lamentable où elle se trouve actuellement. Le quotidien The Forward est d'une lecture capitale, car il explique ce qui se passe au niveau du lobby. Ainsi, récemment, il a couvert l'enquête diligentée contre l'AIPAC, que la gauche, encore une fois, ignore délibérément. D'aucuns posent la question : « si l'AIPAC était aussi puissant que vous le dites, pourquoi ferait-il l'objet d'une enquête ? » Ma réponse, c'est qu'il y a des gens, à Washington, dans les services de renseignement, qui, pour des raisons qui leur sont propres, sont extrêmement inquiets de « l'israélisation » de la politique étrangère des États-Unis. Et ces gens, qui travaillent, ou ont travaillé, à Washington, sont aux prises depuis fort longtemps avec le lobby pro-israélien. La gauche, là encore, ne participe pas à cette lutte, malheureusement. Il y a donc bien des gens qui savent ce qu'Israël trame, à Washington, qui savent ce que le lobby israélien fabrique à Washington ; et ils veulent arrêter ça.

Pour en revenir à ce qui vous sépare de Chomsky sur la question palestinienne, peut-on dire que vous voulez que les Palestiniens gagnent alors que Chomsky, lui, veut que les Israéliens ne perdent pas ?

Jeffrey Blankfort : Je ne formulerais pas cela ainsi, mais je pense que c'est aux Palestiniens qu'il appartient de décider de l'avenir en Israël et en Palestine, et que Chomsky est essentiellement préoccupé par le devenir d'Israël et le bien-être des juifs. Il est opposé à la solution à un seul État. Or, pour moi, l'État unique est la seule solution possible. Mais je ne développerai pas mon argumentation ici, car il ne nous appartient pas, à nous, d'en décider. Mais je donne certainement la priorité aux Palestiniens, et lui la donne incontestablement aux Israéliens. C'est là, en effet, la différence fondamentale entre nous.

4 - Le piège afghan

UN SALOPARD DE MOINS
DANS UNE GUERRE ILLÉGALE

Un militaire français tué dans combats avec les talibans en Afghanistan

Un militaire des forces spéciales françaises a été tué samedi dans des combats contre des talibans dans le sud de l'Afghanistan, selon un communiqué du ministère français de la Défense. Il s'agissait d'un officier marinier. La ministre Michèle Alliot-Marie a exprimé sa "vive émotion" et réaffirmé "son soutien aux forces françaises actuellement en opérations, en particulier à celles engagées dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan". Depuis l'été 2003, 200 hommes appartenant au commandement des opérations spéciales et issus des différentes unités de la brigade des forces spéciales terrestres (BFST) ainsi que des commandos de marine et des commandos de l'air participent aux opérations contre les talibans dans le sud-est de l'Afghanistan, sous commandement et en coopération avec les forces spéciales américaines présentes dans la région, précise le ministère.

AP 4 mars 2006

5 - Le ROW

LA RÉCUPE JUIVE DU MOUVEMENT NOIR PREND DE L'AMPLEUR

LE BON NÈGRE, C'EST LE NÈGRE UTILE AUX JUIFS

" *Les Temps modernes* " : Franz Fanon et le nom " juif "

Franck Nouchi

Pour qui s'intéresse aux débats actuels sur la mémoire et le rôle de l'histoire, il est essentiel de lire le dernier numéro des *Temps modernes*. Un numéro qui, comme l'écrit fort justement son directeur Claude Lanzmann, permet de "déchiffrer en profondeur notre présent, d'éclairer les problèmes qui surgissent aujourd'hui, dans leur vérité et leur confusion, dans leurs raisons et déraisons".

Au cœur de la revue fondée par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, un homme, Franz Fanon, qui aurait eu 80 ans cette année. Mort le 6 décembre 1961 des suites d'une leucémie à la veille de l'indépendance de son pays d'adoption, l'Algérie, il avait écrit quatre livres, *Peau noire, masques blancs*, *L'An V de la révolution algérienne*, *Les Damnés de la terre* et *Pour la révolution africaine*. Parmi les nombreux et magnifiques textes qui rendent hommage à cette grande figure de la lutte contre le colonialisme, citons en particulier celui de Jean Améry, inédit en français, dans lequel ce juif autrichien, survivant d'Auschwitz et qui s'est donné la mort en 1978, auteur en 1966 de *Par-delà le crime et le châtement*, racontait sa découverte bouleversée de *Peau noire, masques blancs* qu'il comprend de part en part à partir de sa propre expérience. Comme l'écrit Claude Lanzmann, "il ne s'agissait pas alors de «concurrence», mais de solidarité et même d'universalité".

"Le juif, écrit Fanon, n'est pas aimé à partir du moment où il est dépité. Mais avec moi, tout prend un visage nouveau. Aucune chance ne m'est permise. Je suis surdéterminé de l'extérieur. Je ne suis pas l'esclave de «l'idée» que les autres ont de moi, mais de mon apparaître (...). Quand on m'aime, on me dit que c'est malgré ma couleur. Quand on ne m'aime pas, on me dit que c'est à cause de ma couleur. Ma noirceur était là, dense et inscrutable." "Son apparence de nègre, commentait Jean Améry, contaminait toute sa personne, non seulement elle colorait sa culture, ses talents, ses potentialités, mais encore elle supprimait toute possibilité de réflexion ontologique sur soi-même".

Dans un autre article intitulé "Fanon et Sartre : Noirs et juifs", Bryan Cheyette rappelle combien fut grande l'influence d'Aimé Césaire sur Fanon, amenant ce dernier à écrire : "Le racisme colonial ne diffère pas des autres racismes. L'antisémitisme me touche en pleine chair, je m'émeus, une contestation effroyable m'anémie, on me refuse la possibilité d'être un homme. Je ne puis me désolidariser du sort réservé à mon frère. Chacun de mes actes engage l'homme. Chacune de mes réticences, chacune de mes lâchetés manifestent l'homme."

Ce numéro l'atteste, écrit Claude Lanzmann [juif de cour] en conclusion du récit de sa rencontre avec Franz Fanon à El Menzah, en 1960, "on peut, on doit, tout à la fois, assumer le nom «juif» et honorer Fanon". De ce point de vue, il importe de lire deux autres articles de ce numéro des *Temps modernes*: le premier, intitulé "Le juif de négation", de Jean-Claude Milner [juif rabbinoïde] ; le second, écrit par Eric Marty [simili faux juif] , intitulé "Alain Badiou, l'avenir d'une négation", est une réfutation du dernier essai du philosophe paru aux éditions Lignes (*Circonstances 3*, portées du mot "juif", *Le Monde des livres* du 25 novembre et du 23 décembre 2005).

Dans son éditorial, Claude Lanzmann [juif gaysoteux] critique le manifeste intitulé "Liberté pour l'histoire", signé par nombre d'historiens de renom, réclamant l'abrogation de dispositions législatives votées en 1990, 2001 et 2005, "indignes d'un pays démocratiques" et qui ont "restreint la liberté de l'historien" (*Le Monde* du 14 décembre). D'accord avec eux pour abroger la récente loi sur les bienfaits de la colonisation ("indéfendable et inepte" écrit-il), Claude Lanzmann s'oppose en revanche à l'abrogation de la loi Gayssot qui sanctionne le négationnisme. Selon lui, ce texte est "une garantie et une protection pour toutes les victimes". Cette loi, ajoute-t-il, n'est pas une limitation à la liberté de l'historien, mais se déduit au contraire de la rigueur propre à sa discipline : elle n'est rien d'autre que le rappel de l'obligation de vérité (...). Elle n'opprime personne, n'exerce nulle contrainte, elle défend des valeurs consubstantielles à la démocratie". Et de conclure : "Qu'est-ce que cette angélique liberté des

historiens ? Pourquoi cette sacralisation enivrée de leur discipline ?"

Les Temps modernes, novembre-décembre 2005/ janvier 2006, Nos 635-636.

Le Monde, 20 janvier 2006.

DESSINS

Y aurait-il plusieurs "Libertés d'expression" au pays de Molière ?

Ginette Hess Skandrani

Je ne comprends plus rien. J'ai zappé toutes les chaînes de télé et feuilleté tous les journaux ce week-end. Et, surprise ! Toute notre presse et nos hommes politiques ainsi que nos grands penseurs se montrent tout à coup solidaires avec les caricaturistes danois afin de défendre cette magnifique liberté d'expression, gagnée par nos ancêtres et défendue au fil des siècles par nos grands hommes et femmes de la république.

La publication et republication des caricatures de Mahomet relève curieusement de la défense de cette liberté d'expression, du droit de tout dire, de tout exposer dans nos sociétés démocratiques. C'est nouveau pour moi ! Je croyais que nous, qui avons défendu tous les exclus de la pensée dominante, nous les acharnés de la liberté d'expression, y compris dans la recherche historique, étions très isolés... et puis voilà que tout à coup la meute qui nous insultait, nous rejoint.

Cette brusque défense de la liberté d'expression sortie des cartons poussiéreux et conjuguée sur tous les tons par nos chantres de l'intolérance qui passent leur temps à dénoncer d'autres expressions de la liberté... me semble tout à fait unique.

Dites moi : "Est-ce que parce qu'elle se conjugue au détriment de nos amis musulmans ?"

"Est-ce que parce qu'elle nous offre des caricatures racistes et humiliantes pour le monde musulman ?" Je voudrai comprendre !

Lorsque notre humoriste Dieudonné, lors d'un sketch s'est amusé à imiter un colon israélien qui occupe l'espace d'un autre, qui tire sur tout ce qui bouge... tous ceux qui l'ont accusé d'être antisémite et lui ont interdit les antennes et chassé des spectacles viennent brusquement de se métamorphoser en Zorro de la liberté.

Pourquoi ces deux poids, deux mesures ?

Ce sont également tous ceux qui se sont acharnés sur les manifestants qui défilait en caricaturant Sharon, le comparant à Hitler, au moment où il ordonnait le massacre des Palestiniens, la construction d'un mur, la destruction des maisons et des champs d'olivier et ciblait par missile les dirigeants de la résistance, qui défendent aujourd'hui le droit de caricaturer Mahomet.

Paris 6 février 2006

PROSTITUTION

La France : un nouvel allié pour Bush ?

par **David Ignatius**

Tous les cinq ou six mois, un conseiller présidentiel français, M. Maurice Gourdault-Montagne, prend l'avion pour Washington afin d'aller y rencontrer son homologue américain, le conseiller à la sécurité nationale Stephen Hadley. Ils passent plusieurs heures ensemble, à coordonner leurs stratégies concernant l'Iran, la Syrie, le Liban et d'autres points chauds, après quoi, le Français reprend l'avion et rentre en France. Entre deux visites, les deux hommes se téléphonent souvent, généralement les mardis et les jeudis.

Bienvenue à la French Connection !

Bien que cette idylle entre les conseillers ès affaires étrangères des présidents Bush et Jacques Chirac soit presque inconnue des profanes, elle s'avère un élément non négligeable de la stratégie américaine. Au niveau public, la France continue certes à être en butte aux plaisanteries des hommes politiques américains, mais dans ces contacts diplomatiques privés, le Palais de l'Élysée est devenu un des plus importants et efficaces alliés de la Maison Blanche.

Au cours d'un voyage en France, la semaine passée, j'ai eu la chance de parler avec des sources françaises bien informées qui connaissent à ce sujet certains des détails les plus farouchement gardés secrets. C'est une histoire intrigante de canaux parallèles et de missions secrètes, mais qui illustre un changement majeur dans l'approche américaine : escagassée par sa guerre en Irak, l'administration américaine est en train de travailler d'arrache-pied, désormais, afin de mener sa politique étrangère en tandem avec ses alliés internationaux, et à travers l'Onu (quand cela est possible).

L'intermédiaire clé de l'Amérique, dans cette quête d'un consensus international, c'est depuis quelque temps la France. La Sénatrice Hillary Clinton a peut-être usé d'hyperbole politique, le mois dernier, quand elle a accusé l'administration d'« externaliser » sa politique iranienne à la France et à d'autres pays européens, mais elle n'avait pas entièrement tort. Cette administration qui avait été vouée aux gémonies, durant son premier mandat, pour avoir été exagérément unilatéraliste, a bel et bien décidé de travailler plus étroitement avec certains pays alliés. Contrairement à Mme Clinton, je pense que c'est là une évolution positive – une décision qui rendra vraisemblablement la politique américaine plus efficace.

L'impact de la French Connection sera sans doute plus clair, après quelques exemples. Commencant par un voyage secret effectué à Damas par Gourdault-Montagne, en novembre 2003, afin d'y rencontrer le président syrien Bashshâr al-'Asad. A l'époque, les relations franco-américaines étaient encore congelées à cœur, à cause de l'opposition de Chirac à l'invasion américaine de l'Irak, mais les Français procédaient déjà à quelques exercices de contrôle des dégâts. Gourdault-Montagne apporta au dirigeant syrien un message de Chirac et de deux autres détracteurs de la guerre en Irak, le Chancelier allemand Gerhard Schroeder et le président russe Vladimir Poutine.

Voici la teneur du message adressé à 'Asad : « La guerre a changé la situation au Moyen-Orient, et vous devez montrer que vous avez changé, vous aussi – en vous rendant en visite à Jérusalem ou en prenant toute autre initiative audacieuse allant dans le sens de la paix avec Israël ». Les Français espéraient sans doute obtenir un avantage diplomatique sur Washington, à jouer de la sorte les courtiers de la paix, mais ce n'est pas ainsi qu'Asad prit les choses. « Etes-vous donc le petit télégraphiste des Américains ? » demanda-t-il à Gourdault-Montagne. Préoccupé de voir la France, l'Allemagne et la Russie rejoindre une campagne de pressions américaines à son encontre, c'est un 'Asad quelque peu énervé qui s'employa aussitôt à consolider son contrôle sur le Liban. Il imposa la réélection du président libanais syro-compatible Emile Lahhûd, et entreprit de coincer la Némésis de la Syrie, le Premier ministre Rafîq Harîrî. Ce processus culmina dans l'assassinat d'icelui, en février 2005.

Gourdault-Montagne entreprit ses visites feutrées à Washington en août 2004, afin de coordonner les efforts franco-américains autour de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'Onu, appelant à un retrait syrien du Liban. C'était en plein milieu d'une campagne présidentielle, et les Français, bien sûr, évitaient de se compromettre. Après l'assassinat de Harîrî, Washington et Paris collaborèrent, afin de contraindre la Syrie à se retirer du Liban, sous l'empire de la 1559. Afin de décourager toute incartade de la milice chiïte Hezbollah, Gourdault-Montagne dit aux Iraniens, au cours d'une visite secrète à Téhéran en février 2005, de conseiller au Hezbollah d'y aller mollo.

En chopant la Syrie et l'Iran, les Français et les Américains ont joué en toute conscience au jeu du bon flic / mauvais flic. Les Américains exigent un langage de fermeté de l'Onu ; les Français arrivent, avec les Russes et les Chinois à bord, en vue d'une version légèrement diluée. C'est là un menuet diplomatique classique, mais il a probablement produit des résolutions plus fermes et plus efficaces qu'il n'en eût émergé si chaque côté avait agi isolément. Une illustration en est apportée par le compromis obtenu cette semaine, consistant à transférer au Conseil de sécurité le dossier de l'Iran, accusé de violer les traités de non-prolifération nucléaire, mais en accordant à l'Iran un mois de délai supplémentaire pour se mettre en règle, avant toute recommandation formelle [de l'AIEA à l'Onu, ndt]. Les Français arguent qu'il est crucial, aujourd'hui, de maintenir une solidarité internationale sur la question de l'Iran, fût-ce au prix d'un court délai. Ce qu'il y a d'intéressant, en l'occurrence, c'est que l'administration Bush semble bien en convenir !...

Hadley et Gourdault-Montagne font même très fort : ils se ressemblent quelque peu. Tous deux sont des conseillers minces, élégants, portant bésicles : il s'agit manifestement du genre d'hommes à l'intention desquels l'expression « tirés à quatre épingles » a été inventée. Paris et Washington sont toujours en vif désaccord sur le fond, sur de nombreux problèmes, mais les deux capitales semblent avoir tiré la conclusion qu'elles obtiendront plus de ce qu'elles veulent, pour le même prix, que si elles

continuaient à se chamailler. De fait, ce partenariat douillet a probablement bénéficié du fait que le monde persiste à croire la France et l'Amérique ennemies...

The Washington Post, 5 février 2006. Traduit de l'anglais en français par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (transtlaxcala@yahoo.com). Cette traduction est en Copyleft.

AMBIANCE

Outcry in Germany as anti-Semitic film sells out

By Tony Paterson in Berlin

A virulently anti-Semitic film about the Iraq war has provoked a storm of protest in Germany after it sold out to cheering audiences from the country's 2.5 million-strong Turkish community.

Valley of the Wolves, by the Turkish director Serdan Akar, shows crazed American GIs massacring innocent guests at a wedding party and scenes in which a Jewish surgeon removes organs from Iraqi prisoners in a style reminiscent of the Nazi death camp doctor Joseph Mengele.

Bavaria's interior minister admitted last week that **he had dispatched intelligence service agents to cinemas** showing the film to "gauge" audience reaction and identify potential radicals.

Edmund Stoiber, the state's conservative prime minister, has appealed to cinema operators to remove what he described as "this racist and anti-Western hate film" from their programmes.

The £6 million film, the most expensive Turkish production ever made, had already proved a box office hit in Turkey, where it first opened last month at a gala attended by the wife of the country's prime minister.

The production went on general release in Germany a fortnight ago and has had full houses ever since. More than 130,000 people, most of them young Muslims, saw the film in the first five days of its opening. At a packed cinema in a largely Turkish immigrant district of Berlin last week, *Valley of the Wolves* was being watched almost exclusively by young Turkish men. They clapped furiously when the Turkish hero of the film was shown blowing up a building occupied by the United States military commander in northern Iraq.

In the closing sequence, the hero is shown plunging a dagger into the heart of a US commander called Sam, played by Billy Zane. The audience responded by standing up and chanting "Allah is great!"

Afterwards, an 18-year-old member of the audience said: "The Americans always behave like this. They slaughtered the Red Indians and killed thousands in Vietnam.

"I was not shocked by the film, I see this on the news every day."

The nature of the film and the enthusiastic reception given to it by young Muslims, has both shocked and polarised politicians and community leaders.

Bernd Neumann, the culture minister in Chancellor Angela Merkel's government complained last week that the reaction to the film "raises serious questions about the values of our society and our ability to instil them".

Kenan Kolat, the head of Germany's Turkish community, insisted that a ban on the film would make matters worse. "If it is withdrawn, it will raise levels of identification with the film," he said. "A democracy must be able to endure films that it doesn't approve of."

Alin Sahin, the film's distributor in Germany, argued: "When a cartoonist insults two billion Muslims it is considered freedom of opinion, but when an action film takes on the Americans it is considered demagoguery. Something is wrong."

But those arguing for a ban on *Valley of the Wolves* appeared to have won a partial victory last week when Cinemaxx, one of Germany's largest cinema chains, announced that it was withdrawing the film.

News.telegraph 26 Feb. 2006

http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2006/02/26/wfilm26.xml&DCMP=EMC-new_26022006

IRRÉDUCTIBLE

Comment j' ai passé mes 15 minutes de célébrité

par William Blum
The Anti-Empire Report

Some things you need to know before the world ends. "Le Rapport anti-Empire, certaines choses que vous devriez savoir avant la fin du monde", 14 février 2006. Original : <http://www.killinghope.org/>.

Traduction Viktor Dedaj pour Cuba Solidarity Project Source : http://www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=3293

À 72 ans, l'auteur de *Guerres Scélérates* et *État Voyou*, grand pourfendeur de l'Empire yankee, a soudainement connu une célébrité inattendue. C'est ce qu'il raconte dans sa chronique.

Au cas où vous ne le sauriez pas encore, le 19 janvier de cette année, le dernier message d'Oussama Ben Laden fut diffusé et dans son message il déclarait : "si vous (les Américains) êtes sincères dans votre volonté de paix et de sécurité, nous vous avons répondu. Et si Bush décide de poursuivre avec ses mensonges et son oppression, alors il serait utile de lire le livre *Rogue State (État Voyou* en français - NDT), qui dit dans son introduction" Puis il poursuit en citant le début d'un paragraphe que j'avais écrit (et qui n'apparaît en fait que dans l'édition britannique), et qui fut ensuite traduit en arabe, et qui dit ceci :

"Si j'étais le président, je pourrais arrêter le terrorisme contre les USA en quelques jours. Définitivement. D'abord je demanderais pardon - très publiquement et très sincèrement - à tous les veuves et orphelins, les victimes de tortures et les pauvres, et les millions et millions d'autres victimes de l'Impérialisme Américain. Puis j'annoncerais la fin des interventions des USA à travers le monde et j'informerai Israël qu'il n'est plus le 51ème État de l'Union mais - bizarrement - un pays étranger. Je réduirais alors le budget militaire par au moins 90% et consacrerai les économies réalisées à indemniser nos victimes et à réparer les dégâts provoqués par nos bombardements. Il y aurait suffisamment d'argent. Savez-vous à combien s'élève le budget militaire pour une année ? Une seule année. A plus de 20.000 dollars par heure depuis la naissance de Jésus Christ. Voilà ce que je ferais au cours de mes trois premiers jours à la Maison Blanche. Le quatrième jour, je serais assassiné. "

Dans les heures qui ont suivi, j'ai été pris d'assaut par les médias et je suis passé dans de nombreuses émissions de télévision, des douzaines de programmes radio. De longs articles ont été publiés dans le *Washington Post*, *Salon.com* et ailleurs. Au cours des dix dernières années, le *Post* n'avait jamais daigné publier une seule de mes lettres qui rectifiaient des erreurs dans leurs articles. Maintenant j'avais ma photo sur la une.

De nombreux médias voulaient me faire dire mon dégoût pour le "parrainage" de Ben Laden. Je ne l'ai pas dit parce que je ne le pensais pas. Après les deux premiers jours d'interview, j'ai réussi à affiner ma réponse qui ressemblait généralement à quelque chose comme ça :

"Il y a deux choses. D'un côté, je méprise totalement l'intégrisme religieux et les sociétés qui en résultent, tels les Talibans en Afghanistan. D'un autre côté, je suis membre d'un mouvement qui a la prétention de ralentir, sinon d'arrêter, l'Empire Américain, de l'empêcher de continuer à faire ce qu'il fait partout dans le monde, bombarder, envahir, renverser des gouvernements, et torturer. Pour avoir une chance de succès, nous devons faire passer notre message au peuple américain. Et pour faire passer notre message au peuple américain, nous devons avoir accès aux médias. Ce qui vient de m'arriver me donne l'occasion de m'adresser à des millions de personnes, chose que je n'aurais jamais pu faire en d'autres circonstances. Pourquoi n'en serais-je pas satisfait ? Pourquoi laisserais-je passer une telle occasion ? "

La Célébrité - le summum culturel de la civilisation moderne - est un phénomène particulier. Elle ne vaut rien si on n'en fait pas quelque chose.

Les auditeurs qui appelaient les émissions où je passais, et où j'étais parfois l'invité principal, en

plus de nombreux courriers électroniques, m'opposaient deux arguments.

1 - Où, en dehors des USA, pouvais-je trouver la liberté de dire ce que j'étais en train de dire dans un média national ?

À part leur ignorance profonde quant aux nombreux pays où l'expression est au moins aussi libre qu'ici (surtout depuis le 11 septembre), ce qu'ils sont en train de dire en réalité est que je devrais être reconnaissant d'avoir la liberté d'expression et que je devrais montrer ma gratitude **en n'exerçant pas cette liberté**. Au fond, c'est ça qu'ils sont en train de dire.

2 - L'Amérique a toujours fait de merveilleuses choses à travers le monde, comme le Plan Marshall, la défaite du communisme et les Talibans, la reconstruction de pays et la libération de l'Irak.

J'ai déjà abordé ces mythes. Comme les particules subatomiques, ils réagissent différemment lorsqu'on les examine. Par exemple, dans mon rapport du mois dernier j'ai fait remarquer que la plupart des "pays détruits" l'avaient été par des bombes américaines, et que l'Amérique n'en avait reconstruit aucun. En ce qui concerne les Talibans, les USA ont renversé un gouvernement laïque, favorable aux droits de la femme. Ce qui permit aux Talibans de prendre le pouvoir. Ainsi les USA peuvent difficilement se vanter d'avoir chassé les talibans dix ans plus tard, pour les remplacer par une occupation US, un président marionnette US, un éventail de seigneurs de guerre et des femmes enchaînées.

Mais essayez donc d'expliquer de telles finesses en une minute ou deux dans une émission de radio ou télé. Cependant, je crois que j'ai miraculeusement réussi à faire passer certaines informations et idées dans l'inconscient collectif américain.

Certains animateurs et de nombreux auditeurs étaient clairement peinés de m'entendre dire que les terroristes anti-américains ripostaient contre le mal que nous avons fait à leur pays, et qu'ils n'étaient pas que de simples méchants, des fous d'une autre planète [1]. Beaucoup ont cru que j'étais un partisan du Parti Démocrate et ils ont alors commencé à s'en prendre à Bill Clinton. Lorsque j'ai fait remarquer que je n'étais pas du tout un partisan des Démocrates ou de Clinton, ils restaient généralement bouches bées pendant quelques secondes avant de passer à un autre délire. Ils ne savent même pas qu'il existe tout un monde là-bas dehors au-delà des Républicains et des Démocrates.

Récemment, on a entendu et lu dans les médias américains que les musulmans qui protestaient contre les caricatures danoises étaient des gens rétrogrades, qu'ils brandissaient des panneaux réclamant la décapitation de ceux qui insultent l'Islam. Mais un auditeur d'une émission à laquelle je participais a dit "qu'il fallait s'occuper de mon cas," et une des centaines de courriers désagréables que j'ai reçus commençait par "Mort à toi et à ta famille."

Un de mes moments préférés : dans une émission de radio en Pennsylvanie, nous parlions du conflit israélo-palestinien.

L'animatrice (avec une pointe d'angoisse dans sa voix) : "Mais qu'est-ce que Israël a bien pu faire aux Palestiniens ?"

Moi : "Vous étiez dans le coma ces 20 dernières années ?"

Ça c'est une question que j'aurais pu poser à pas mal de ceux qui m'ont interviewé ces dernières semaines. En fait, 60 ans aurait été plus correct.

Des élections qu'on ne m' a jamais apprises à l'école

Toute leur vie, on enseigne aux Américains la signification et le caractère sacré des élections libres. On ne peut pas avoir cette chose appelée "démocratie" sans cette chose appelée "élections libres". Et lorsqu'on a ce truc appelé "élections libres", c'est pratiquement synonyme de l'autre chose appelée "démocratie". Et qui est le plus grand champion d'élections libres dans le monde ? Et bien, c'est le professeur lui-même, le pays béni de Dieu, nos bons vieux US d'Amérique.

Mais que faisait le pays béni de Dieu pendant toutes ces années où nous absorbions et prêtions serment sur ce message ? Le pays béni de Dieu était en train de s'ingérer dans des élections libres dans tous les recoins du globe, sans blague.

Le dernier exemple en date sont les récentes élections en Palestine, où l'Agence pour le Développement International (USAID) a injecté deux millions de dollars (une somme énorme dans cette zone) afin de faire basculer l'élection en faveur de l'Autorité Palestinienne (AP) et son aile politique, le Fatah, pour empêcher le groupe Hamas d'accéder au pouvoir. L'argent était dépensé dans différents programmes sociaux afin d'accroître la popularité de l'AP. Les projets ne mentionnaient rien qui puisse révéler l'implication de USAID et ne correspondaient pas aux définitions d'un programme de développement. De plus, les USA ont financé de nombreuses publicités dans les journaux vantant ces projets, au nom de l'AP, sans mentionner l'Agence.

"Un programme de communication est intégré dans chacun des projets afin de souligner le rôle de l'AP dans la réponse aux besoins de la population," indiquait un rapport sur ces projets. "Le plan est

d'annoncer un projet chaque jour au cours de la prochaine semaine, à compter du 13 janvier, afin qu'il y ait un flot ininterrompu d'annonces sur les choses positives qui sont réalisées dans les zones palestiniennes au cours de cette semaine cruciale avant les élections."

Selon la loi électorale palestinienne, le financement des campagnes et des candidats par des sources étrangères est interdit [2]. Ce qui est aussi le cas dans la loi électorale américaine.

Depuis la victoire du Hamas, les USA ont clairement fait savoir qu'ils ne reconnaissent pas le résultat comme une victoire de la démocratie et qu'ils n'avaient aucune intention de nouer des relations diplomatiques normales avec le gouvernement. (Israël a pris une position similaire, mais il ne faut pas oublier qu'Israël a financé et soutenu l'émergence du Hamas à Gaza à ses débuts, en espérant contrer l'OLP ainsi que la gauche palestinienne.)

Selon mes chiffres, Washington s'est ingéré dans plus de 30 élections à l'étranger depuis la deuxième guerre mondiale - de l'Italie en 1948 et les Philippines et le Liban dans les années 50, au Nicaragua, Bolivie, et la Slovaquie dans les années 2000 - la plupart de ces ingérences ont été effectuées d'une manière encore plus flagrante qu'en Palestine [3]. Certaines des techniques employées ailleurs ont été appliquées aux USA même, alors que notre système électoral, qui faisait jadis tant la fierté du pays, glissait lentement d'un système de "Un homme, une voix" vers un système de "Un dollar, une voix".

Bientôt dans un pays (ou ville) près de chez vous

Le 13 janvier, les USA d'Amérique, dans toute leur sagesse effrayante, ont trouvé bon d'envoyer un avion sans pilote au-dessus d'un village éloigné situé dans la nation souveraine du Pakistan pour y tirer un missile Hellfire sur une résidence afin de tuer quelques "méchants". Plusieurs maisons furent incendiées, 18 personnes furent tuées, dont un nombre inconnu de "méchants". Les derniers rapports semblent indiquer que ce nombre inconnu est voisin de zéro, puisque la cible principale, le numéro deux d'Al Qaïda, Ayman al Zawahiri, n'en faisait pas partie. Le scandale est toujours vif au Pakistan. Aux USA, le Sénat a réagi d'une manière typiquement américaine :

"Nous nous excusons, mais je ne peux pas dire que nous ne recommencerons pas," déclara le Sénateur John McCain, de l'Arizona.

"C'est regrettable, mais que pouvons-nous faire d'autre ?" a dit le sénateur Evan Bayh de l'Indiana

"Pour ce que j'en sais, la frappe était justifiée selon nos sources de renseignement," a dit le sénateur Trent Lott du Mississippi. [4]

Des attaques similaires par des drones et des missiles ont déjà semé la colère parmi des populations et dirigeants en Afghanistan, en Irak et au Yémen. Il n'est pas rare que la destruction de la cible soit si complète qu'il est impossible de déterminer qui a été tué, ni combien ont été tués. Amnesty International a protesté auprès des Bushviks après chaque frappe de Predator. Un rapport de l'ONU au lendemain de la frappe de 2002 au Yémen l'a qualifié de "précédant alarmant (et) un exemple clair d'assassinat extrajudiciaire" en violation du droit international et des accords internationaux. [5]

Peut-on imaginer le cas d'Américains tirant un missile sur une maison à Paris ou Londres ou Ottawa juste parce qu'on soupçonnerait la présence de hauts dirigeants d'Al Qaïda ? Même si les USA connaissent leur présence avec certitude, et non par simple spéculation comme dans les cas mentionnés ci-dessus ? Et bien, probablement pas, mais on n'est jamais vraiment sûr de rien avec ces Superarrogants-Superfrimeurs-Cowboys-sous-stéroïdes. Après tout, ils l'ont déjà fait chez eux, en Pennsylvanie. Le 13 mai 1985, une bombe fut larguée d'un hélicoptère de la police et incendia tout un pâté de maisons, détruisant quelques 60 habitations, tuant 11 personnes, dont plusieurs enfants en bas âge. La police, le bureau du maire, et le FBI étaient tous impliqués dans un effort pour déloger une organisation appelée MOVE de la maison où ses membres vivaient.

Les victimes étaient toutes noires, bien sûr. Alors posons la question autrement. Peut-on imaginer que les officiels américains tirent un missile sur un quartier résidentiel de Beverly Hills ou un quartier chic de Manhattan ? La réponse juste après la pub. (...)

Notes

[1] Voir mon essai à ce sujet : <http://members.aol.com/essays6/myth.htm>

[2] *Washington Post*, 22 et 2 janvier 2006

[3] Voir *L'État voyou*, chapitre 18, où est inclut le texte de la loi US interdisant les contributions étrangères pour des campagnes électorales aux USA.

[4] Associated Press, 15 janvier 2006.

[5] *Los Angeles Times*, 29 janvier 2006.

QUE DIT LA POLICE SIONISTE DE LA PENSÉE ?

Antisémitisme : réalité et instrumentalisation

par Pierre Stambul
(officier de la police de la pensée juive)

le 18/12/2005 18:50:00

Est-il possible de soutenir les droits du peuple palestinien en ignorant les interférences entre ce soutien et la question de l'antisémitisme ? Ou en pensant que face à l'arrogance israélienne et à la destruction systématique de la société palestinienne (Michel Warschawski parle d'ethnocide), la question de l'antisémitisme est devenue secondaire ? Je ne le crois pas et je commencerai par évoquer deux faits.

Leila Shahid

En disant publiquement la très grande admiration que j'ai pour elle (en tant que personnalité et en tant que femme, je ne parle pas de sa fonction officielle) et en regrettant vivement son départ de Paris, je tiens à souligner quelque chose qui est très important. Très souvent, quand elle fait des réunions publiques, Leila Shahid tient à être accompagnée de personnalités juives israéliennes ou françaises favorables à une paix juste. C'est ainsi qu'elle a multiplié les réunions avec Michel Warschawski et Dominique Vidal mais aussi avec Oren Meddicks (israélien, animateur de Gush Shalom = le bloc de la paix), Marcel-Francis Kahn, Pierre Vidal-Naquet ou Michèle Sibony, vice-présidente de l'Ujfp. Leila Shahid a le souci de montrer que le combat pour les droits du peuple palestinien n'est pas un combat partisan ou nationaliste mais que c'est un combat universel, pour l'égalité des droits et la justice. Elle a pleinement compris les motivations de celles et ceux qui l'accompagnent et elle partage leurs valeurs. Mieux, **Leila Shahid n'occulte jamais « la martyrologie juive », l'antisémitisme et le génocide.** Elle en parle souvent, les dénonce comme des crimes abjects pour rappeler aussitôt une évidence : le peuple palestinien n'a pas la moindre responsabilité dans les catastrophes qui jalonnent l'histoire des Juifs et **l'Occident continue à « évacuer » sa propre responsabilité en faisant payer au peuple palestinien pour un crime qu'il n'a pas commis.** Elle rappelle souvent qu'en Palestine, avant le Sionisme, Palestiniens et Juifs vivaient en bonne harmonie et elle raconte à ce sujet que Palestiniens et Juifs ont coexisté dans la municipalité de Jérusalem à l'époque de l'empire ottoman.

Cette prise en compte de l'antisémitisme a une grande valeur. Pas seulement en terme « moral » pour expliquer que derrière la cause palestinienne, il y a des valeurs universelles. Mais aussi en terme d'efficacité. Si on pense que la paix « juste » passe par une rupture du consensus qui a transformé la majorité des Juifs en des soutiens inconditionnels à toute politique israélienne, il ne faut pas évacuer une des causes de ce soutien : la peur, certes irrationnelle, de la part de nombreux Juifs d'un retour de l'époque des persécutions.

Combattre l'antisémitisme est donc à la fois une « obligation morale » et une garantie d'efficacité dans le soutien au peuple palestinien. [*C'est exactement ce que demandent les sionistes.*]

Ahmadinejad

Le nouveau président iranien qui affirme son désir de revenir aux « valeurs fondatrices » de la République Islamique, a fait une déclaration tonitruante en évoquant la nécessité de « rayer Israël de la carte ».

Passons sur l'exploitation immédiate de cette déclaration de la part de Sharon demandant aux Etats-Unis de lui fournir de nouveaux armements ou de la part des alliés de Sharon : Berlusconi a organisé une manifestation importante de soutien à Israël en Italie.

Ce qui est plus frappant, ce sont les réactions dans notre propre camp. Sur la liste de diffusion Assawra, plusieurs personnes ont approuvé la déclaration iranienne en disant en substance que l'Etat d'Israël, Etat juif uniquement pour les Juifs, qui a expulsé 800000 Palestiniens en 1948 et qui leur refuse tout droit, doit disparaître.

À l'inverse, le MRAP a publié le communiqué suivant : le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) a élevé "une vigoureuse protestation devant les insupportables et effrayants propos provocateurs" tenus par le nouveau président iranien Ahmadinejad qui a appelé à "rayer Israël de la carte". "Par cette déclaration immonde", assure le secrétaire général du Mrap dans un communiqué, l'intention du chef de l'Etat iranien "est claire : anéantir et exterminer un peuple et un Etat parce que juif". Les deux réactions me paraissent fausses.

Dans le premier cas, personne ne peut penser sérieusement que le président iranien soit favorable à « un seul Etat, laïque et démocratique » où Palestiniens et Israéliens cohabiteraient sur un pied d'égalité. **On est donc bien obligé de penser que ce n'est pas seulement Israël qu'il veut rayer de la carte, ce sont aussi les Israéliens.** D'autant qu'une position conséquente d'opposition à l'Etat Juif consiste à démontrer que Les Juifs peuvent rester là où ils vivent et qu'ils n'ont aucune raison de partir en Israël. Or en Iran, il y avait 120000 Juifs au moment de la Révolution Islamique. Il en reste 30000. Certes, comme les minorités chrétienne ou zoroastrienne, la minorité juive a un député. Mais il ne fait pas de doute qu'elle subit de graves discriminations dans la vie quotidienne. Il y a eu un grand procès à Chiraz où les prévenus juifs étaient accusés ... de sionisme bien sûr. Les mollahs n'ont fait qu'imiter les Staliniens quand ils éliminaient dans les années 1950 les communistes juifs Rajk, Slansky ou Ana Pauker également accusés de sionisme. Finalement, ceux qui approuvent Ahmadinejad ne veulent pas voir que sa déclaration met en cause la présence des Israéliens au Proche-Orient.

Quant au MRAP, il mélange sciemment deux choses qui n'ont rien à voir : Peuple juif et Etat juif. Vouloir détruire le peuple renvoie au génocide nazi et est incontestablement un crime abject. Le MRAP n'a pas tort de prêter cette pensée secrète au président iranien. Mais **vouloir détruire l'Etat Juif, c'est ... légitime.** Que la paix juste à laquelle nous aspirons passe par deux Etats vivant sur un pied d'égalité ou un seul Etat, l'Etat juif où les non-Juifs sont des citoyens de seconde zone qui se permet depuis 38 ans, au nom de sa sacro-sainte sécurité d'occuper la Palestine devra disparaître au profit d'une société laïque. Esther Benbassa parle d'ailleurs de post-sionisme.

L'antisémitisme religieux

Il existe plusieurs formes d'antisémitisme.

Il y a d'abord un antisémitisme religieux qui est né d'une conjecture historique particulière. Le peuple juif s'est constitué à partir du « livre », de la Bible. Il tire sa « légitimité » d'une histoire légendaire mais extraordinaire : Abraham, Moïse, Josué, Salomon. Des personnages totalement ou partiellement légendaires mais une épopée qui a donné un sens et une raison d'être au judaïsme. La dispersion (diaspora) est antérieure aux deux destructions du temple, par les Babyloniens et les Romains. Deux événements majeurs expliquent l'antisémitisme religieux. Alors que les Romains assimilent tous les peuples qu'ils ont conquis en mélangeant les divinités du peuple soumis aux divinités romaines, cette stratégie va échouer avec les Hébreux. Ceux-ci ont un Dieu unique et se considèrent comme le peuple élu, choisi par Dieu pour exercer sa volonté. L'assimilation religieuse n'aura pas lieu et **le peuple juif est le seul peuple de l'Antiquité chassé de sa terre** après deux révoltes (en 70 puis en 135 après Jésus-Christ) et dispersé dans l'empire. Et puis, la nouvelle religion qui va triompher à partir de Constantin, le Christianisme, est au départ une dissidence du judaïsme. C'est Saint-Paul qui assurera le succès de cette dissidence en supprimant la circoncision et en permettant aux non-Juifs de devenir chrétiens. Christianisme, arianisme et judaïsme sont en concurrence pendant plusieurs siècles. Au début, le judaïsme est prosélyte comme ses concurrents et de nombreux citoyens de l'empire se convertissent. Quand le christianisme devient religion d'Etat, le judaïsme se replie sur les communautés existantes. Il existe une certaine histoire juive racontée par Léon Poliakov ou André Schwartzbart qui est une longue succession de persécutions ou de massacres. Cette histoire s'appuie sur des faits indéniables : l'expulsion des Juifs de très nombreux pays (Espagne, France, Angleterre, Provence ...) selon les périodes et leur enfermement dans des zones où ils sont confinés (mellah, juderias, ghettos). Le Moyen-Âge voit le développement de toute une série de persécutions : contre les lépreux, les prostituées, les « sorciers », les hérétiques et bien sûr les Juifs qui subiront souvent la hargne des inquisiteurs. Le premier grand pogrom est commis par la Première Croisade dans la vallée du Rhin (plus de 100000 morts). L'histoire des Juifs espagnols qui formaient près de 10% de la population au XIVe siècle est particulièrement tragique. Un premier pogrom, parti en 1391 de la ville andalouse d'Ecija décime 20% des Juifs espagnols. Pendant le siècle suivant, la moitié des Juifs se convertissent. Les autres sont chassés l'année de la prise de Grenade (1492). **On voit dans l'exemple espagnol à quoi sert l'antisémitisme : à construire un Etat moderne ethniquement et religieusement pur.** Les Espagnols iront plus loin en inventant l'antisémitisme racial. Les « conversos » ou marranes qui ne peuvent pas attester de leur « pureté du sang » (« limpez de sangre ») seront à leur tour persécutés et condamnés à la mort ou à l'exil. Beaucoup retourneront au judaïsme. En Europe de l'Est, les massacres commencent au XVIIIe siècle avec le Cosaque Khmel'nitski. Ils se poursuivront jusqu'à la Révolution Russe. Pour les chrétiens, **les Juifs sont un peuple déicide et, à tout moment il est légitime, s'il y a besoin, de les persécuter et surtout de s'emparer de leurs biens.** Les Juifs du Moyen-Âge n'ont pas le droit de cultiver la terre et ils occupent souvent des métiers interdits aux chrétiens (usurier entre

autres). Mais cette histoire du judaïsme ne se résume pas à la persécution. Il y a eu des périodes fastes : l'empire de Charlemagne, l'émirat de Cordoue, l'arrivée en Pologne à l'appel du roi, l'arrivée en Turquie après l'expulsion d'Espagne. Les Juifs du monde arabe ont un statut officiel (celui de dhimmi) qui est certes un statut inférieur à celui des musulmans mais qui leur apporte une certaine protection. Il n'y a jamais eu de massacre de masse dans le monde musulman avant l'avènement du sionisme.

L'antisémitisme racial

La sortie du ghetto commence en Allemagne dès le XVIIIe siècle. Au début, cette émancipation est conditionnelle. Pour accéder à des fonctions illustres, les Juifs doivent se convertir. Ainsi Mendelssohn, Heine, Marx et bien d'autres sont des convertis ou des enfants de convertis. La Révolution française avec l'Abbé Grégoire donne aux Juifs la citoyenneté et Napoléon donnera une représentation officielle avec le Consistoire. **Curieusement, c'est cette émancipation qui déclenche les débuts de l'antisémitisme racial.** La haine de « l'autre » est d'autant plus forte que cet « autre » nous ressemble, vit parmi nous et parle notre langue tout en étant « différent ». Émancipés, les Juifs représentent une minorité invisible. Leur existence et les caractères qu'on leur prête (le cosmopolitisme, l'amour de l'argent, la complicité avec les autres Juifs ...) **sont contradictoires avec les nationalismes naissants et la conception dominante d'Etats ethniquement purs.**

L'antisémitisme devient le fil conducteur et l'élément programmatique essentiel de tous les mouvements nationalistes d'extrême droite qui émergent en Europe à la fin du XIXe. Il suffit de lire tous les théoriciens de cette extrême droite et tous les intellectuels qui se fourvoieront dans l'antisémitisme (en France : Maurras, Daudet, Drieu La Rochelle, Céline ...). À l'ouest, l'antisémitisme frappe des minorités qui ont parfois réussi économiquement mais dont l'intégration dans la société est refusée par les nationalistes. L'affaire Dreyfus est emblématique à ce titre, mais la victoire finale des Dreyfusards montre que le refus de l'antisémitisme est devenu une question fondamentale pour les républicains. En Europe de l'Est et dans l'empire Russe où vivent 60% des Juifs, **l'antisémitisme se double d'un conflit de classe.** La grande majorité des Juifs sont des prolétaires. Leur condition sociale et les persécutions les ont fait basculer massivement dans le camp de la Révolution. Le régime tsariste utilisera les pogroms meurtriers (Odessa, Kiev et surtout Kichinev en 1903) pour essayer de briser le mouvement révolutionnaire.

Après la guerre de 14, l'antisémitisme devient idéologiquement dominant dans tous les pays d'Europe. En Allemagne, avant le Nazisme, les corps francs accusent pêle-mêle les républicains, les socialistes et les Juifs d'être responsables de la défaite. L'assassinat du ministre Juif Walter Rathenau (1919) préfigure ce qui va suivre. En France, la presse bénéficie d'une totale liberté pour proférer les pires injures antisémites ou pour appeler au crime. Elle se déchaînera particulièrement quand Léon Blum arrivera au pouvoir. En Roumanie, en Hongrie, en Pologne, l'antisémitisme est banalisé et tous les chefs d'Etat s'en servent.

Le Nazisme va prospérer sur un large consensus qui fait des Juifs les responsables de la crise économique, de la corruption, des territoires perdus, de la crise morale ... Il y ajoutera une équation : juif = communiste qui lui assurera la complicité du grand capital. C'est ce consensus qui a permis le génocide. Génocide sur lequel aucun mensonge révisionniste n'est admissible : la moitié des 12 millions de Juifs européens, toutes classes sociales confondues, a disparu dans les camps d'extermination ou victime des Einsatzgruppen. En Pologne ou en Lituanie, c'est plus de 90% de Juifs qui ont été massacrés. En France, ce taux a été beaucoup plus bas (25%) probablement parce qu'une majorité de la population a permis par son attitude un sauvetage de masse.

Le sionisme et l'antisémitisme

La théorie sioniste est née de l'antisémitisme et toutes les manifestations antisémites l'ont renforcée. Et pourtant, il y a un double paradoxe. D'une part, **les Sionistes ont considéré dès le départ que l'antisémitisme est inéluctable et donc qu'il est parfaitement inutile d'essayer de la combattre**, la seule solution pour les Juifs étant l'émigration vers le futur « Etat juif ». Quand Theodor Herzl rencontre le Premier ministre du tsar, le très antisémite comte Witte, il essaie de lui expliquer qu'ils ont un intérêt commun : permettre au plus grand nombre de Juifs de quitter l'Empire. D'autre part, **sionistes et antisémites partagent une conviction commune : pour eux, le « mélange » est impossible.** La coexistence entre Juifs et non Juifs n'a pas de sens et ils prônent les uns et les autres la séparation et une conception « ethniquement pure » de la nation. Le sionisme puise ses racines théoriques dans les différents nationalismes du XIXe qui considèrent tous que chaque peuple doit avoir un Etat « ethniquement pur » et qu'il faut

refuser le mélange. Tragiquement, les idéologies antisémites meurtrières sont parties des mêmes présupposés. Les sionistes ne joueront aucun rôle dans la lutte contre l'antisémitisme qui mobilise d'autres courants, les démocrates et les révolutionnaires.

Si pendant longtemps, la branche dominante du sionisme (dont est issu le parti travailliste israélien) penche du côté du socialisme (ce qui ne l'empêche pas d'avoir un comportement colonial vis-à-vis des Palestiniens), la branche dite « révisionniste » avec Jabotinsky et plus tard des groupes terroristes comme l'Irgoun de Menahem Begin ou le groupe Stern d'Itzhak Shamir a des convergences idéologiques avec l'extrême droite européenne.

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, le sionisme est minoritaire chez les Juifs. C'est incontestable quand on regarde les élections qui ont lieu en Pologne ou les flux migratoires qui partent d'Europe orientale et d'Allemagne en se dirigeant vers l'Europe occidentale ou les Etats-Unis. Le « foyer Juif » en Palestine n'apparaît pas majoritairement comme la solution face à l'antisémitisme et en 1939, moins de 3% des Juifs du monde y vivent.

Aujourd'hui, le souvenir du génocide a été institutionnalisé en Israël avec une exploitation évidente. **Sharon explique devant le camp d'Auschwitz que « les Juifs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se défendre ».** Le glissement va jusqu'à assimiler Arafat à Hitler. Pourtant, les sionistes n'ont joué qu'un rôle marginal dans la résistance juive au nazisme qui a été essentiellement Bundiste ou communiste (la MOI en France). On peut juste citer Mordekhaï Anielewicz (de l'Hashomer Hatzair, mouvement sioniste de gauche qui était à l'époque une antichambre du PC) à la tête de l'insurrection du ghetto de Varsovie ou l'engagement de milliers de Juifs de Palestine dans la « légion juive » de l'armée britannique. Par contre, le courant « révisionniste » du sionisme dont Sharon ou Nétanyahou sont les héritiers a continué sa lutte contre les Britanniques en pleine guerre.

Le projet sioniste a été longtemps ambigu, en mélangeant deux tâches historiques. L'une était a priori « noble ». Il s'agissait d'offrir aux Juifs **un havre de paix** où ils ne seraient plus discriminés, persécutés ou exterminés. On avait juste « oublié » que ce havre de paix n'était pas « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » et on a instrumentalisé la situation tragique des rescapés du génocide pour expulser le peuple palestinien de sa terre. L'autre projet du sionisme, présent dès le départ, a consisté à **essayer de faire venir l'ensemble des Juifs en Palestine.** Ce projet n'est pas seulement colonial et impérialiste, il impose aux sionistes d'aviver la peur de ceux qui ne veulent pas émigrer. **Bref l'antisémitisme, réel ou supposé, est un moteur du projet sioniste.**

La construction de l'Etat d'Israël et le sionisme

Le génocide nazi a permis le succès du projet sioniste et la transformation du « foyer » créé par la déclaration Balfour en Etat. D'une part, l'afflux des rescapés et des Juifs fuyant l'Europe a donné à l'armée israélienne en formation (le Palmach et la Hagana) les combattants qui lui ont permis de gagner la guerre. Israël a bénéficié du fait que de nombreux rescapés ne savaient pas où aller et n'étaient les bienvenus nulle part. Mais surtout, l'Occident et l'URSS ont voulu noyer leurs responsabilités dans l'antisémitisme et accessoirement se débarrasser des Juifs qui n'avaient plus de pays en contribuant de façon décisive par une aide économique et militaire à la victoire israélienne sur les Palestiniens en 1948. Dès que l'Etat d'Israël a été créé, ses dirigeants ont cherché à le peupler et à remplacer les Palestiniens expulsés. Un immense effort a été fait pour provoquer l'immigration des Juifs du Monde Arabe. Cette immigration a été rendue possible par la conjonction de deux phénomènes. D'un côté **la plupart des dirigeants arabes étaient souvent ravis de se débarrasser de leurs Juifs** et accessoirement de confisquer leurs biens. Pourtant ce départ était un véritable coup de poignard contre le peuple palestinien (un peuple « frère » en théorie). **Mais quand les Juifs ne sont pas partis spontanément, les Israéliens ont tout fait pour les y inciter.** On sait, depuis l'ouverture des archives, que l'attentat contre la synagogue de Bagdad au début des années 50 est venu des services israéliens. Les Juifs Irakiens étaient les descendants de ceux qui étaient restés à Babylone. Ils ne sont plus qu'une centaine aujourd'hui. Dans le cas des Juifs Yéménites dont la présence en Arabie du Sud remonte à près de 3000 ans, les Israéliens ont utilisé une légende disant que le Messie viendrait voler vers eux. Ils sont venus les chercher en avion et cette communauté a disparu pour venir former en Israël un nouveau prolétariat. L'assassin de Rabin est un Yéménite, représentant quelque part d'une communauté qu'on a coupée de son histoire et de ses racines.

Au Maroc et en Tunisie où il n'y a quasiment jamais eu de persécution antijuive, une campagne de propagande très intense a permis le départ de la plupart des Juifs au moment de l'indépendance. Chaque guerre et chaque bouleversement ont provoqué une nouvelle immigration vers Israël. En 1956, la guerre de Suez a entraîné quelques mesures de rétorsion contre les Juifs égyptiens et le départ de tous. En 1962, l'indépendance de l'Algérie s'est

accompagnée du départ d'une communauté antérieure à l'arrivée des Arabes, victime à sa façon du colonialisme : le décret Crémieux avait donné la nationalité française aux Juifs Algériens en la refusant aux Musulmans. La plupart des Juifs Algériens sont venus en France, mais quelques-uns ont choisi Israël. La même année, les Israéliens ont enlevé Eichmann en Argentine, l'ont ramené en Israël et l'ont pendu. Le régime péroniste a organisé quelques manifestations antijuives qui ont provoqué une émigration vers Israël.

Dans les pays de l'Est dits « socialistes », un antisémitisme insidieux s'est manifesté dès 1945 (pogrom de Kielce en Pologne en 1946, purges stalinienne qui ont frappé essentiellement des communistes juifs, anciens des brigades internationales et de la résistance au nazisme, purges antisémites dans la Pologne de 1968...). Cet antisémitisme d'Etat a provoqué le départ vers Israël d'anciens communistes au passé illustre. Il a surtout ruiné ce qui avait été l'espoir de nombreux Juifs : que la révolution donne une solution définitive à la « question juive ». Il a cassé l'attachement des Juifs de ces pays à l'ancien « Yiddishland ». Quand Gorbatchev est arrivé au pouvoir, alors que jamais auparavant les Juifs Soviétiques n'avaient eu un dirigeant aussi bienveillant à leur égard, ils ont choisi massivement de partir, fuyant un pays économiquement sinistré dans lequel ils n'avaient plus confiance. De nombreux non Juifs ont profité de l'occasion pour partir aussi en Israël.

En France depuis 1945, les Juifs ne sont plus des « parias » et appartiennent en majorité aux classes moyennes. Ils ont conquis, dans la douleur, l'égalité des droits. Ils sont attachés à la France et à la laïcité et n'ont aucune raison de partir pour Israël. À plusieurs reprises, il y a eu des tentatives pour créer une psychose, hurler à l'antisémitisme et les faire partir. Sharon s'y est essayé et il a même mis en scène l'arrivée en Israël de Juifs Français. Toutes ces tentatives ont eu peu de succès. Sur les 600000 à 700000 Juifs Français, 16000 sont partis en 10 ans et beaucoup sont revenus.

Il y a pourtant un « Mal-être Juif » bien décrit par Dominique Vidal, mais qui ne repose sur aucune réalité d'une résurgence d'un antisémitisme de masse. Au contraire, toutes les études montrent que les Juifs sont acceptés dans la vie quotidienne ou à des postes de responsabilité plus qu'à n'importe quelle autre époque. Les discriminations ou actes de haine qu'ils peuvent subir sont sans comparaison avec ce que subissent quotidiennement les Arabes, les Noirs ou les Roms. La psychose entretenue par certains dirigeants communautaires (qui évoquent parfois une nouvelle « Nuit de Cristal ») repose sur un fantasme. Des officines comme « Avocats sans frontières » de William Goldnadel attaquent systématiquement tous ceux qui critiquent Israël ou le sionisme en les traitant d'antisémites. Même Edgar Morin, pourtant Juif et résistant a été attaqué et a perdu son procès. Devant un tribunal, l'antisionisme est systématiquement assimilé à l'antisémitisme.

On le voit donc : **partout où l'antisémitisme existe ou a existé, il a renforcé le projet sioniste.** Quand, croyant montrer sa solidarité avec l'Intifada, quelqu'un caillasse une synagogue, l'acte est doublement imbécile : c'est un acte raciste et il renforce ce qu'il est censé combattre. En même temps, **quand l'antisémitisme n'existe pas, il est de l'intérêt du projet sioniste de le provoquer** : pour créer une adhésion émotionnelle et inconditionnelle à la politique israélienne et pour déclencher une nouvelle immigration.

Les « nouveaux » antisémites.

L'antisémitisme racial n'a pas disparu. Le Front National et divers groupuscules d'extrême droite relaient toujours une prose antisémite directement héritée de l'époque de Vichy. Souvenons-nous du journal « Minute » traitant Anne Sinclair de charcutière cachère ou Le Pen et Gollnisch dissertant sur « les camps point de détail de l'histoire », le même Le Pen donnant les noms de plusieurs journalistes Juifs pour illustrer l'idée qu'ils contrôlent les médias.

Mais l'antisémitisme n'est pas le monopole de l'extrême droite. **Il existe une tradition antisémite à gauche qui remonte aux débuts du mouvement ouvrier** où les Juifs étaient assimilés à l'argent et à la banque et étaient accusés de dominer le monde. À l'époque de l'affaire Dreyfus, Jaurès avait hésité à engager le parti socialiste et il avait rencontré de nombreuses résistances.

Le « négationnisme », c'est-à-dire la négation de la réalité du génocide, est né à l'extrême droite, mais il a prospéré à l'ultra-gauche. Dès la chute du nazisme, il y a eu une tentative pour réhabiliter le régime déchu et nier ses crimes. Maurice Bardèche, beau-frère de Brasillach a agi en ce sens, aidé en cela par le recyclage des anciens serviteurs de Vichy dans divers partis. C'est un ancien déporté à Buchenwald, Rassinier, qui le premier va nier le génocide. Dans les années 60, les Bordighistes publient « Auschwitz ou le Grand Alibi ». Ce n'est pas une négation du génocide mais une mise sur le même plan du nazisme, du capitalisme et du stalinisme. Fondateur d'une librairie d'extrême gauche active en mai 68 (La «

Vieille Taupe »), Pierre Guillaume va rompre avec tous ses amis et transformer sa librairie en officine révisionniste recherchant de façon obsessionnelle les « preuves » du mensonge. Quand Faurisson publie son premier pamphlet, au nom de la « liberté d'expression », des Juifs comme Gabriel Cohn-Bendit ou Noam Chomski se prononcent contre toute sanction judiciaire. Pierre Vidal-Naquet traitera avec brio les négationnistes « d'assassins de la mémoire ». Le courant révisionniste dont les principales motivations sont à l'évidence antisémites, recevra de nombreux soutiens célèbres comme Roger Garaudy, ancien dissident du PCF. Il infiltrera certaines universités comme Lyon III.

Ce qui est plus grave que ces gesticulations, c'est l'existence, certes en nombre limité, d'antisémites infiltrés dans le mouvement de soutien à la Palestine.

À l'UJFP, nous avons toujours expliqué que Juif, sioniste et Israélien, c'est différent, que cette guerre n'est pas une guerre raciale, religieuse ou nationaliste mais que ce qui est en jeu, c'est le refus du colonialisme, l'égalité des droits et la justice. Pour nous, les crimes commis « en notre nom » par l'armée israélienne marquent une rupture complète par rapport à la tradition « universaliste » du judaïsme dont nous nous réclamons.

Les nouveaux antisémites, exactement comme les sionistes, confondent sciemment Juif, sioniste, Israélien. Ils maquillent leur haine ordinaire derrière « l'antiisraélisme » (pour reprendre un terme d'Edgar Morin) qui est à mon sens parfaitement légitime. Ils expliquent la destruction de la société palestinienne par une perversion intrinsèque des Juifs.

Derrière ce courant, il y a le personnage **d'Israël Shamir**. Ce Juif soviétique, arrivé en Israël à la fin des années 80 et qui vit à Jaffa est inconnu dans le mouvement pacifiste israélien. Il a d'abord produit de bons textes sur toutes les exactions commises par Israël. Mais les choses ont vite dérapé. Pour Shamir, le problème ce n'est pas le sionisme, c'est le judaïsme avec lequel il faut « rompre ». Shamir s'est converti au christianisme (orthodoxe) dont il a repris la pire tradition antisémite en affirmant sans rire que le « Protocole des sages de Sion » est authentique et que les Juifs se sont livrés à des crimes rituels contre les chrétiens. Shamir entretient d'excellents rapports avec le néo-nazi allemand Horst Mahler. Je ne sais pas si Shamir est un agent du FSB ou du Mossad, mais s'il ne l'est pas, c'est que les services secrets ne sont plus ce qu'ils étaient. Dominique Vidal a publié un excellent travail de recherche sur Shamir, facilement consultable sur Internet.

Le problème, c'est que Shamir a des partisans, notamment en France qui se disent que si un Israélien dit de pareilles choses sur les Juifs, c'est **1) que c'est vrai, 2) que c'est permis**.

Dans cette mouvance, on trouve des gens qui ont beaucoup fait pour la cause palestinienne mais qui ont dérapé sous l'influence de Shamir. Je pense à Marcel Charbonnier. L'autre traductrice de Shamir, Maria Poumier est une vraie antisémite qui a eu des propos particulièrement scandaleux contre des militantes antisionistes comme Danielle Bleitrach ou Olivia Zémor. La journaliste suisse Sylvia Cattori est toujours très active pour populariser Shamir.

Il existe un courant antisémite issu de l'extrême gauche. On y retrouve le négationniste Serge Thion, exclu du CNRS et plusieurs fois condamné qui publie sous le manteau un journal informatique « **La guerre du Golfe et des banlieues** » où l'antisémitisme obsessionnel est à l'état pur. Jean Brière exclu des « Verts » pour propos antisémites, Ginette Skandrani, animatrice de « La Pierre et l'Olivier » (qui a accusé Michèle Warschawski et Olivia Zémor d'être des agents du Mossad) et Fausto Giudice qui a fondé le site intégriste musulman Quibla font partie de ce courant. Ils se sont rapprochés du « parti des musulmans de France » de Mohamed Latrèche et sont ouvertement pour une alliance avec des courants « intégristes ». Parmi les plus durs dans ce noyau, citons Michel Dakar, plusieurs fois condamné et obligé de fermer son site « Egade ». Dans le texte, Dakar est clair. Citons-le : « Danielle Bleitrach et Pierre Stambul sont tous deux Juifs. Le judaïsme conditionne ses adeptes à l'idée de leur propre suprématie, sur tous les autres humains. Selon le judaïsme, seuls les Juifs sont des humains, les autres "humains" sont des formes vivantes intermédiaires entre les animaux et les seuls humains qui sont les Juifs, ces formes intermédiaires ayant été créées par Dieu pour servir les Juifs et le monde ayant été créé comme leur propriété ... »

Ces gens se connaissent et agissent ensemble. Ils ont « égaré » un mèl écrit par Fausto Giudice. Qui sont les destinataires ? On y trouve Manfred Stricker, qui fut candidat d'extrême droite en Alsace, Mondher Sfar, un Tunisien négationniste qui est passé par l'université Lyon III. Les autres sont Charbonnier, Poumier, Cattori, Brière, Skandrani, Dakar ... De quoi parlent-ils ? de la création d'un comité de défense regroupant toutes les personnes attaquées pour leurs propos.

On pourrait penser que dans le fond, ces illuminé(e)s sont inoffensifs. Deux événements montrent que non. D'abord **la conférence organisée en Suisse par Sami Aldeeb pour un seul état démocratique en Palestine**. L'idée généreuse est sans doute la plus réaliste et la plus juste

quand Israël a installé 450000 colons en Cisjordanie et à Jérusalem. Hélas, la conférence a été gangrenée par les négationnistes qui ont été chargés des principales interventions introductives. Le même scénario s'est reproduit **avec la Caravane de la Paix** de Strasbourg au pont Allenby. L'intervention des négationnistes a provoqué le départ de certains des initiateurs du projet.

D'autres personnes ayant tenu des propos antisémites ont fait parler d'elles ces derniers temps. Citons Alain Soral, **Dieudonné** pour qui l'esclavage a été financé par des banques juives ou Alain Ménargues qui pense que les Juifs se sont enfermés tous seuls dans le ghetto. Il y a aussi ceux qui estiment que tout Juif est forcément quelque part un sioniste. Il y a enfin le problème de camarades sincères et actifs qui estiment que cette question est secondaire et qu'en tout état de cause, les Juifs (donc l'UJFP) n'ont pas à trier dans le camp de la Palestine les bons et les mauvais. On a ainsi vu devant le Bataclan à l'occasion d'une des nombreuses provocations de l'Association pour le Bien-être du Soldat Israélien des contre-manifestants particulièrement douteux scandant des slogans antisémites.

Effectivement, **si seuls les Juifs sont concernés par cette infiltration, alors nous aurons tous perdu**. Félicitons-nous de la vigilance pointilleuse de l'AFPS et de Bernard Ravenel qui se sont toujours montrés très vigilants à l'égard des dérives antisémites.

Je terminerai en répétant que **la lutte contre l'antisémitisme est à la fois une question de « morale » et une question « d'efficacité »**. De morale parce que nous nous battons au nom de principes universels : le refus des discriminations et du colonialisme, l'égalité des droits et la justice. Nous ne sommes pas pour la victoire d'un nationalisme contre un autre mais pour la fin d'une occupation criminelle qui détruit la société palestinienne.

Question d'efficacité aussi. L'impunité insupportable d'Israël vient d'une adhésion inconditionnelle de la plupart des Juifs. Derrière cette impunité, il y a la « culpabilité » de l'Occident et une névrose collective qui fait croire à beaucoup de Juifs que le génocide peut recommencer. **Toute manifestation d'antisémitisme renforce la politique actuelle des gouvernements israéliens.**

Pierre Stambul Vice-président, UJFP. Valence, 26/11/05
UJFP, Union juive française pour la paix
<http://www.ujfp.org/modules/news/article.php?storyid=59>

LA VRAIE MENACE

Encore, sur les caricatures "danoises"...

Ahmed Rami

Ces fameuses caricatures sionistes "danoises", qui visent à mélanger les cartes et faire tromper d'ennemi, sont de très mauvaises qualités et d'un goût très douteux! Et je trouve qu'il y a une certaine gêne à défendre la noble liberté d'expression en usant de ces dégoûtants médiocres dessins sionistes comme des porte drapeaux de la capacité de l'occident à l'autodérision!

Le problème, en fait, est ailleurs!

La vraie menace contre la liberté d'expression est constituée par le terrorisme intellectuel sioniste - qui regne en Occident - et non pas par les réactions provoquées par ces caricatures sionistes.

Gyllands Posten et Salman Rushdie ne sont en effet pas interdits ou menacés en Occident, mais honorés et protégés par les medias sionistes et par les gouvernements pro-sionistes! Leur liberté d'expression n'est certainement pas en danger, mais celle du professeur Faurisson l'est depuis trente ans!

Les sionistes ont transformé leur version propagandiste de l'histoire de la deuxième guerre mondiale en une croyance religieuse taboue et protégée par la loi!

L'histoire ne doit pas être un instrument de propagande politique. L'histoire n'est pas un contenu figé et momifié mais une méthode de recherche.

Une idée, une affirmation ou une idéologie perd son sens si elle ne s'insère pas dans un espace qui lui permettra de s'affronter face et au feu de l'intelligence d'autrui.

Quand le professeur Robert Faurisson résumait la conclusion de ses travaux de recherches historiques en sa fameuse phrase de soixante mots :

"Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des juifs forment un seul et même mensonge historique qui a permis une gigantesque escroquerie politico-

financière dont les principaux bénéficiaires sont l'Etat d'Israël et le sionisme international et dont les principales victimes sont le peuple allemand, mais non pas ses dirigeants, et le peuple palestinien tout entier", ce ne sont pas des musulmans qui l'ont persécuté et agressé!

Ce sont les révisionnistes - Robert Faurisson, Ernst Zündel, Germar Rudolf, David Irving etc... et des centaines de penseurs libres - qui sont persécutés, en Occident, par les sionistes ou leurs laquais!

La religion holocaustique se sert des règles de l'Etat et de la police de la pensée pour défendre son existence qui ne peut pas s'affirmer dans un débat libre.

La loi est ainsi instrumentée comme une arme de "moutonisation" des citoyens. Mais les citoyens n'ont pas vocation à être des moutons. Ce qui se cache derrière ces fureurs holocaustiques sionistes, c'est une volonté politique de détruire ce qui donne sens et légitimité aux sociétés démocratiques occidentales.

À intervalles réguliers, le pouvoir sioniste cherche à tester nos forces, notre capacité de résistance et la qualité de notre adhésion à nos propres valeurs. Sans cesse, on cherche à voir jusqu'où ce pouvoir peut aller trop loin. Si la démocratie et la liberté reculent dans cette lutte capitale elles perdront. La démocratie et la liberté ont le devoir de se battre pour se défendre. Elles peuvent le faire sans se renier.

L'on peut laisser une croyance tranquille. Mais, si elle ne vous laisse pas tranquille ?! Et si elle est derrière l'occupation de la Palestine et la légitime ?! Et si elle impose aux citoyens un climat de terrorisme intellectuel étouffant et menace la démocratie et la liberté d'expression et de recherche historique en Occident même ?! Et si elle exerce une domination tyrannique politique et médiatique dans le pays ?!

10 Mar 2006

GRANDE CONFÉRENCE SUR LE 9/11 À CHICAGO

Ça va bouillir !

* 9/11: Revealing the Truth, Reclaiming Our Future

For the latest information visit www.911truth.org/ChicagoConference.htm
<http://www.911truth.org/ChicagoConference.htm>

Please join us in Chicago & circulate this email announcement widely & freely - downloadable PDFs and Word docs will be up at the webpage soon with an updated presenters listing.

Upcoming International Conference sponsored by www.911truth.org
<http://www.911truth.org/> and the Muslim-Jewish-Christian Alliance for 9/11 Truth
www.mujca.com

An International Education and Strategy Conference
Chicago, Illinois June 2-4, 2006
Embassy Suites Hotel Chicago-O'Hare Rosemont

The 9/11 truth movement has gained enormous credibility and momentum in 2006. Help us build that momentum into a political force that will carry us to success. Let us reveal to all that 9/11 truth offers the greatest opportunity in modern history for courageous, ethical people to positively influence the future of humanity. We hope to achieve no less than a return to Constitutional rule with the re-establishment of our precious civil liberties, the end of fraudulent wars and true justice for all the victims. We should act on this opportunity with gratitude and intelligence, sounding an alarm as well as a declaration that we are free and in charge of our own destiny as awakened and empowered citizens shaping a better world.

In Chicago we will be offering an intensive weekend which will include workshops, presentations, strategy sessions and abundant opportunities for the growing 9/11 truth movement to come together.

We are very pleased to announce we have early commitments from BYU Physics professor Steven E. Jones, author Webster Tarpley, Peter Phillips of Project Censored, Canadian activist Ian Woods of *Global Outlook* magazine, researcher Jim Hoffman, scientist

Kevin Ryan, Dr. Faiz Khan, author Jim Marrs, Canadian media critic Barrie Zwicker, Scholars for 9/11 Truth co-founder Jim Fetzer, David Kubiak, Ken Jenkins, Rick Siegel of *911 Eyewitness*, Ralph Schoenman, California 9/11 truth congressional candidate Carol Brouillet and Charles Key and Chris Emery of the Oklahoma City Bombing Investigation Committee.

Media coverage is planned by INN World Report, KPFA Berkeley, KPFK of Los Angeles, and many others. Many more important luminaries, authors, researchers, organizers and media activists can be expected, including 9/11 survivor and rescue hero William Rodriguez. This gathering has been taking shape since last fall with the help of a diverse group of grassroots activists. We expect this conference to be a major, watershed event bringing together the many new credible voices from across the political spectrum. It will be an education and strategy conference that moves beyond past 9/11 events. We particularly wish to have widespread representation from across North America and abroad so please consider participating or helping to send people from your community.

Everything we need to succeed -- we now have:

- Mounting facts and evidence from 9/11 truth movement researchers
- Dynamic new truth groups bursting forth at an unprecedented rate
- The support of respected leaders across the political spectrum
- A nationwide communications network in independent media
- Enduring inspiration from courageous whistleblowers & victim families
- A country gradually waking up to the desperate need for truth
- Visual and performing artists offering their creativity to our cause

All that's missing is a shared strategy and synergistic efforts - Please join us in Chicago and help turn 9/11 knowledge into the transformative power we need.

NN

§§§§§§§§ Olivier Mukuna, journaliste belge, vient de publier un ouvrage de grande qualité : *Egalité zéro. Enquête sur le procès médiatique de Dieudonné* aux éditions Blanche. Ouvrage qui revient sur la genèse du lynchage médiatique dont l'humoriste a été victime depuis qu'il a fait un sketch dans l'émission de Fogiel en décembre 2003. Olivier Mukuna analyse de manière minutieuse et pertinente le dysfonctionnement de l'information dans cette affaire, ainsi que la manière avec laquelle les journalistes se sont servis de fausses nouvelles, pour tenter de marginaliser Dieudonné en le diabolisant.

Rappelons que les éditions Blanche avaient co-édité le livre d'Israel Shamir, *L'autre visage d'Israël*, que le co-éditeur dominant avait retiré de la vente en pétachant de partout.

§§§§§§§§ A lire sur le site sioniste "Sur le Ring", le site quasi officiel de l'ahuri Maurice Gontran Dantec, qui relaie toutes les interventions verbeuses de l'inénarrable vigie du Québec et de ses nombreux suce-boules, (un ramassis de connards aimant particulièrement se donner à bon compte le beau rôle en dénonçant d'imaginaires complots rouges-bruns-verts, par exemple des valets de Whashington satisfaits de se délivrer des certificats de résistance en frissonnant d'aise à l'idée de s'imaginer être les derniers remparts de notre civilisation qu'il se plaise à qualifier de "judéo chrétienne" (en insistant bien lourdement sur le côté "judéo" pour mieux monter son indéfectible solidarité avec le régime des terroristes de Tel Habib, sans savoir la monstrueuse, la colossale haine que leurs petits amis leur réserve en retour dans leurs texte sacrés...(simple exemple: tous les rabbins interdisent de se rendre dans une église, pas dans une mosquée. Tiens ? Encore: Maimonide considère les chrétiens comme des idolâtres, et à sa suite tout le judaïsme, alors que les musulmans n'en sont pas etc....etc...) ce qui ne gêne nullement ces pseudos chrétiens de pacotille à la Dantec, son inoffensif petit caniche de compagnie Juan Asensio, bref, on ne dira jamais assez le mal qu'une lecture hallucinée et mal digérée de Bloy à fait à ces ravis de la crèche qui seraient sans doute surpris de savoir qu'à

Jérusalem on les considère comme des moins que rien. Mais dans cette mauvaise pièce il faut bien des cocus...)

à lire Sur le Ring donc, la confession d'un certain Messaoud Bourras, "l'homme qui renia l'Islam", bref du pain béni pour nos petits amis. Rien de bien intéressant jusqu'à cet aveu de l'apostat chouchou des médiats:

— *Sur le Ring*: Vous êtes l'auteur d'une lettre ouverte à Yann Wehring, Secrétaire National des Verts. Pourriez-vous rappeler brièvement ce que vous lui reprochiez ?

- *Messaoud Bourras*: "Après des années de tergiversations, la direction des Verts a décidé, le lundi 30 mai 2005, l'exclusion définitive de Ginette Skandrani pour « atteinte à l'image du parti ». Cofondatrice des Verts, en 1984, Ginette Skandrani s'est souvent affichée aux côtés d'antisémites et de négationnistes notoires. **J'ai tout simplement signalé d'autres cas similaires.** J'ai aussi dénoncé l'entrisme des islamistes dans ce parti ainsi que l'implication de nombreux responsables des Verts dans le mouvement des Indigènes de la République."

Voilà qui a le mérite d'être clair. L'Islam a perdu un fidèle, mais la France a gagné un indic...
<http://www.surlering.com/article.php/id/5029>

\$\$\$\$\$\$\$\$ The Invention of Ancient Israel: The Silencing of Palestinian History
 by [Keith W. Whitelam](#) Routledge, 1996, Londres.

Dr Whitelam has written a very powerful book. The basic argument is thus. The Europe, America and Israel have needed to control the concept of an alien Israel injected in the Eastern Mediterranean as a tap root of their own civilization. This alienation is required as a means to denigrate the indigenous culture and set Israel apart from inhabitants of the region, to give Israel and by extension Western Judeo Christianity a virgin birth. The way to do this is first to accept the Hebrew testament as an accurate record of the past, ignoring any logical anomalies in the text, the fact that the Old Testament is a written much later than the time it claims to record, and that it is written as the history and in glorification of one tribe. Second western academia ignores the history of non Old Testament Palestine and attempts to fit the archeological evidence into the story, ignoring that which is inconvenient. They also choose to disregard non written evidence, which in essence would mean the disregarding of the majority of the human story. It is the volume of the archeological evidence that is making it harder to continue to maintain the pretense at scholarship. In a memorable example, scholars compare urban lowland settlements to poor hilltop settlement and claim the difference in sophistication is due to the presence of an Israel portrayed as coming from outside Palestine. This book should be read in conjunction with Edward Said's *Orientalism*, to which Dr. Whitelam refers. He shows how the study of ancient Israel is again another of the orientalist constructs that deny indigenous cultures their voice in order to silence their claim to equality. (Amazon)

\$\$\$\$\$\$\$\$ Cherchez pas.

En France, quelques spécialistes du complot et du paranormal ne jurent que par lui, et le principal porte-parole de la secte négationniste, Serge Thion (qui par ailleurs, mais pas par hasard, est au même titre qu'Emmanuel Ratier, directeur de la lettre d'extrême droite *Faits & Documents*, un grand adepte des thèses conspirationnistes sur les attentats du 11-Septembre), se référait à lui en janvier 2003 comme à un « analyste australien bien connu ». Le « Réseau Voltaire », du conspirationniste Thierry Meyssan, affiche Joe Vialls parmi ses collaborateurs... en langue espagnole.

Un peu partout dans le monde arabo-musulman, les « explications » de Joe Vialls, présentant le complot sioniste comme le principal facteur explicatif des événements contemporains, font partie intégrante du discours actuel - qu'elles lui soient expressément attribuées, comme c'est le cas avec ce livre publié à Damas en 2003, ou qu'elle soient reprises sans son nom, comme dans un texte dont le site islamiste « La Voix des opprimés » publiait en mai 2005 une version française. (Joe Vialls était de longue date un auteur fétiche de « La Voix des opprimés ». Ce site publiait en juin 2004 un appel à soutenir Vialls contre de supposées menaces « sionistes ». Les menaces en question étaient

évidemment imaginaires, mais elles servaient de prétexte à un appel de fonds dont la destination était l'adresse privée de Vialls.)

L'Arche, décembre 2005

http://www.col.fr/ arche/article.php3?id_article=284

§§§§§§§§ Un livre ancien mais combien actuel

Le Racisme de l'Etat d'Israël

par Israël Shahak, éditions Guy Authier, collection "Vérités" dirigée par Michel Rachline, préface de Eli Lobel, Paris, 1975.

NOTE DE L'EDITEUR : "L'auteur de ce livre est menacé de mort par des fascistes israéliens ! Il dénonce les tortures, les destructions de villages, la discrimination raciale, l'expropriation des terres arabes, l'occupation sauvage et la répression. Oui tout cela se passe en Israël ! Pour le croire, il faut lire ce terrible témoignage qui révèle pour la première fois la face cachée d'Israël."

Qui est Israël Shahak ?

"Le racisme de l'Etat d'Israël", écrit en 1975 par le président de la Ligue israélienne des droits de l'homme (élu à ce poste en 1970), décrit la réalité intérieure en Israël, qui n'a guère changé depuis, et dénonce les tortures, les destructions de villages, la discrimination raciale, l'expropriation des terres arabes, l'occupation sauvage et la répression. Son auteur, Israël Shahak, nommé en 1973 professeur titulaire à l'université hébraïque de Jérusalem, est né à Varsovie en 1933. De 1939 à 1945, il a vécu sous le régime nazi et, particulièrement, a passé deux années (1943-1945) au camp de concentration de Bergen-Belsen. Il est arrivé en Palestine en 1945, et termine en 1951 ses études secondaires, avant d'accomplir son service militaire obligatoire dans l'armée israélienne de 1951 à 1953. Il obtient son agrégation et son doctorat en chimie organique à l'université hébraïque de Jérusalem en 1963 et fait des études supplémentaires à l'université de Stanford en Californie. Son combat actif dans la lutte pour les droits de l'homme commence en 1968. En 1990, il critique fortement le "processus de paix" d'Oslo, le considérant comme "une fraude et un véhicule pour rendre l'occupation israélienne plus efficace".

Citons parmi les autres publications de l'auteur : "*Jewish History, Jewish Religion : The Weight of Three Thousand Years*" (Pluto Press, 1994) - peu de mois après la sortie de ce livre, le Premier ministre Yitzhak Rabin a été assassiné, en novembre 1995, par un étudiant juif orthodoxe - , "*Israeli Nuclear and Foreign Policies*" (Pluto Press, 1997) et "*Jewish Fundamentalism in Israel*" (Pluto Press, 1999). Israël Shahak est décédé en juillet 2001 à Jérusalem, suite à des complications causées par un fort diabète.

La Ligue israélienne des droits de l'homme

La première partie de ce livre est consacrée à la présentation de la Ligue israélienne des droits de l'homme et des pressions qu'elle rencontre dans l'exercice de ses fonctions, aussi bien de la part de la classe politique que de la presse, citant une tentative de récupération de cette Ligue par le parti travailliste israélien en 1972, financé essentiellement par l' "Appel juif unifié" des Etats-Unis. Un an auparavant, elle seule avait dénoncé, entre autres, les exactions dans la bande de Gaza, et parlé du cas de Abu Zuneima, camp de concentration dans le désert du Sinai, où des familles entières - enfants et bébés compris - de fedayins n'ayant pas été capturés, étaient envoyées pour faire pression sur eux.

Revenant au financement du parti travailliste, le professeur Shahak écrit : "La plus grande partie des fonds acquise par le parti travailliste provient des différents appels, dits "charitables", lancés à l'étranger et déductibles des impôts des pays respectifs où sont lancés ses appels, comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. La principale source est l' "Appel juif unifié" des Etats-Unis, par ses versements à la Fédération sioniste et à l'Agence juive, toutes deux contrôlées par une coalition de partis politiques, dont le parti travailliste est le chef... Ces fonds proviennent ainsi, indirectement, des revenus de tous les citoyens des pays dont les impôts sont si élevés qu'ils peuvent financer des oeuvres "charitables" qui corrompent et pervertissent des associations indépendantes en Israël. J'ai dit que c'est du gangstérisme politique. Mais je voudrais bien faire comprendre que c'est un gangstérisme sans précédent... Même Al Capone n'a pas revendiqué ce privilège."

Les crimes

La deuxième partie du livre porte sur les crimes perpétrés par l'armée israélienne, détaillant des cas de répression, d'occupation et de torture, dénonçant les conditions de vie dans les prisons israéliennes ainsi que l'administration des "territoires occupés", et abordant la question des villages arabes détruits : "La vérité sur les populations arabes, telles qu'elles existaient sur le territoire de l'Etat d'Israël avant 1948, est l'un des secrets les mieux gardés de la vie israélienne... Ce silence, bien sûr, a pour but l'authentification du mythe, accepté officiellement, "d'un pays désert"... Cette falsification est, à mon avis, d'autant plus grave qu'elle est presque universellement admise hors du Moyen-Orient. Etant donné que les villages arabes furent presque toujours détruits, complètement, avec leurs maisons, leurs clôtures, et même leurs cimetières et leurs tombes, pas une pierre n'étant restée visible, les visiteurs peuvent accepter l'idée qu'il n'y avait là qu'un désert." Dans un rapport établi sur la base des 16 anciens districts palestiniens et comptabilisant ces villages, desquels la plupart des tribus furent expulsées, l'auteur chiffre le nombre de villages détruits à 385 sur 475.

Opinions et discussions

Des opinions et discussions sur trois thèmes : les discriminations en Israël, l'éducation et le terrorisme, sont publiées dans la troisième partie du livre. En annexes, dans la quatrième partie, figurent le témoignage du professeur Shahak devant le Congrès américain (4 avril 1974), ainsi qu'une carte des "colonies israéliennes" (1967-1974) et un tableau des terres confisquées par Israël dans les territoires occupés : janvier 1968 - août 1972. "Plus de 50 colonies, de plusieurs sortes - avant-postes militaires, colonies rurales et urbaines, villages, centres de villes, etc. -, furent établies depuis les hauteurs du Golan au nord jusqu'à la péninsule du Sinaï au sud."

Conclusion

"Si l'on n'extirpe pas le racisme en Israël et si le "double modèle" de racisme et de pluralisme continue à coexister, un exemple de racisme similaire finira certainement alors par s'établir contre les Juifs. Pour conclure je voudrais m'adresser à ceux de mes lecteurs qui sont juifs comme moi. Je souffre beaucoup de constater que la plus grande partie de mon peuple vit dans un état d'apostasie. Au lieu d'adorer Dieu, de poursuivre et de rendre réelle l'idée de justice... ces hommes non seulement font le contraire, cherchent un refuge dans le système tribal le plus brutal et l'adoration de la force, mais ils sont en train de couper la branche sur laquelle ils sont assis... Mais apparemment pour la majorité de mes frères juifs qui adorent l'Etat matérialiste d'Israël comme nos ancêtres adoraient le veau d'or et le Baal, cette considération n'est pas importante. Ainsi leur dirai-je : "Par votre hypocrisie et votre double pensée, par votre façon de pardonner et de soutenir le racisme et l'oppression, vous allez amener un nouveau malheur sur vos propres têtes. Tout ce que les Palestiniens et les Arabes supportent aujourd'hui, avec votre encouragement et votre soutien, vous le supporterez demain."

<http://www.rjliban.com/biblio1.htm>

§§§§§§§§ Voir le dernier article de Seymour Hersch sur l'état de préparation des plans et des projets de frappe américaine sur l'Iran, nucléaire ou non :

http://www.newyorker.com/fact/content/articles/O60417fa_fact

Le dossier n'emporte pas la conviction que les Américains vont frapper. Mais la Maison Blanche est sûrement tentée. A suivre de près.

§§§§§§§§ Liste des interventions américaines visant des "changements de régime" (tirée du site suivant ([Lien](#))).

Légende:

UF = Usage de la force

OS = Opérations secrètes

ED = Détournement d'élections

1893 – Hawaii (Liliuokalani; monarchiste): Succès (UF) 1912 – Chine (Piyu; monarchiste): Succès (UF) 1918 – Panama (Arias; centre-droite): Succès (ED) 1919 – Hongrie (Kun; communiste): Succès (OS) 1920 – URSS (Lenin; communiste): Échec (UF) 1924 – Honduras (Carias; nationaliste): Succès (ED) 1934 – États-Unis (Roosevelt; libéral): Échec (OS) 1945 – Japon (Higashikuni; droite): Succès (UF) 1946 – Thaïlande (Pridi; conservateur): Succès (OS) 1946 – Argentine (Peron; militaire/centriste): Échec (ED) 1947 – France (*; communiste): Succès (ED) 1947 – Philippines (*; centre-gauche): Succès (ED) 1947 – Roumanie (Gheorghiu-Dej; staliniste): Échec (OS) 1948 – Italie (*, communiste): Succès (ED) 1948 – Colombie (Gaitan; populiste/gauche):

Succès (ED) 1948 – Pérou (Bustamante; gauche/centriste): Succès (OS) 1949 – Syrie (Kuwatli; neutralist/Pan-Arabiste): Succès (OS) 1949 – Chine (Mao; communiste): Échec (OS) 1950 – Albanie (Hoxha; communiste): Échec (OS) 1951 – Bolivie (Paz; centre/neutralist): Succès (OS) 1951 – DPRK (Kim; staliniste): Échec (UF) 1951 – Pologne (Cyraniewicz; staliniste): Échec (OS) 1951 – Thaïlande (Phibun; conservateur): Succès (OS) 1952 – Égypte (Farouk; monarchiste): Succès (OS) 1952 – Cuba (Prio; réformiste/populiste): Succès (OS) 1952 – Liban (*; gauche/populiste): Succès: (ED) 1953 – Guyane Anglaise (*; gauche/populiste): Succès (OS) 1953 – Iran (Mossadegh; libéral nationaliste): Succès (OS) 1953 – Costa Rica (Figueres; réformiste libéral): Échec (OS) 1953 – Philippines (*; centre-gauche): Succès (ED) 1954 – Guatemala (Arbenz; libéral nationaliste): Succès (UF) 1955 – Costa Rica (Figueres; réformiste libéral): Échec (OS) 1955 – Inde (Nehru; neutralist/socialiste): Échec (OS) 1955 – Argentine (Peron; militaire/centriste): Succès (OS) 1955 – Chine (Zhou; communiste): Échec (OS) 1955 – Vietnam (Ho; communiste): Succès (ED) 1956 – Hongrie (Hegedus; communiste): Succès (OS) 1957 – Égypte (Nasser; militaire/nationaliste): Échec (OS) 1957 – Haiti (Sylvain; gauche/populiste): Succès (OS) 1957 – Syrie (Kuwatli; neutre/Pan-Arabiste): Échec (OS) 1958 – Japon (*; gauche-centre): Succès (ED) 1958 – Chili (*; gauches): Succès (ED) 1958 – Iraq (Feisal; monarchiste): Succès (OS) 1958 – Laos (Phouma; nationaliste): Succès (OS) 1958 – Soudan (Sovereignty Council; nationaliste): Succès (OS) 1958 – Liban (*; gauche): Succès (ED) 1958 – Syrie (Kuwatli; neutralist/Pan-Arabiste): Échec (OS) 1958 – Indonésie (Sukarno; militarist/neutralist): Échec (ED) 1959 – Laos (Phouma; nationaliste): Succès (OS) 1959 – Népal (*; gauche-centriste): Succès (ED) 1959 – Cambodge (Sihanouk; moderate/neutraliste): Échec (OS) 1960 – Équateur (Ponce; gauche/populiste): Succès (OS) 1960 – Laos (Phouma; nationaliste): Succès (OS) 1960 – Irak (Qassem; droite/militarist): Échec (OS) 1960 – Corée du Sud (Syngman; droite): Succès (OS) 1960 – Turquie (Menderes; libéral): Succès (OS) 1961 – Haiti (Duvalier; droite/militarist): Succès (OS) 1961 – Cuba (Castro; communiste): Échec (OS) 1961 – Congo (Lumumba; gauche/pan-Africanist): Succès (OS) 1961 – République Dominicaine (Trujillo; rightwing/militaire): Succès (OS) 1962 – Brésil (Goulart; libéral/neutralist): Échec (ED) 1962 – République Dominicaine (*; gauche/populiste): Succès (ED) 1962 – Indonésie (Sukarno; militarist/neutralist): Échec (OS) 1963 – République Dominicaine (Bosch; social démocrate): Succès (OS) 1963 – Honduras (Montes; gauche/populiste): Succès (OS) 1963 – Irak (Qassem; militarist/droite): Succès (OS) 1963 – Vietnam du Sud (Diem; droite): Succès (OS) 1963 – Cambodge (Sihanouk; moderate/neutralist): Échec (OS) 1963 – Guatemala (Ygidoras; droite/réformiste): Succès (OS) 1963 – Équateur (Velasco; réformiste militariste): Succès (OS) 1963 – États-Unis (Kennedy; libéral): Succès (OS) 1964 – Guyane (Jagan; populiste): Succès (OS) 1964 – Bolivie (Paz; centriste/neutraliste): Succès (OS) 1964 – Brésil (Goulart; libéral/neutraliste): Succès (OS) 1964 – Chili (Allende; social démocrate/marxiste): Succès (ED) 1965 – Indonésie (Sukarno; militarist/neutre): Succès (OS) 1966 – Ghana (Nkrumah; gauche/pan-Africanist): Succès (OS) 1966 – Bolivie (*; gauche): Succès (ED) 1966 – France (de Gaulle; centriste): Échec (OS) 1967 – Grèce (Papandreou; social démocrate): Succès (OS) 1968 – Irak (Arif; droite): Succès (OS) 1969 – Panama (Torrijos; militaire/réformiste populiste): Échec (OS) 1969 – Libye (Idris; monarchiste): Succès (OS) 1970 – Bolivie (Ovando; réformiste nationaliste): Succès (OS) 1970 – Cambodge (Sihanouk; moderate/neutre): Succès (OS) 1970 – Chili (Allende; social démocrate/Marxiste): Échec (ED) 1971 – Bolivie (Torres; nationaliste/neutre): Succès (OS) 1971 – Costa Rica (Figueres; réformiste libéral): Échec (OS) 1971 – Liberia (Tubman; droite): Succès (OS) 1971 – Turquie (Demirel; centre-droite): Succès (OS) 1971 – Uruguay (Frente Amplio; gauche): Succès (ED) 1972 – El Salvador (*; gauche): Succès (ED) 1972 – Australie (Whitlam; libéral/labor): Échec (ED) 1973 – Chili (Allende; social démocrate/Marxiste): Succès (OS) 1974 – États-Unis (Nixon; centriste): Succès (OS) 1975 – Australie (Whitlam; libéral/labor): Succès (OS) 1975 – Congo (Mobutu; militaire/droite): Échec (OS) 1975 – Bangladesh (Mujib; nationaliste): Succès (OS) 1976 – Jamaïque (Manley; social démocrate): Échec (ED) 1976 – Portugal (JNS; militaire/gauche): Succès (ED) 1976 – Nigéria (Mohammed; militaire/nationaliste): Succès (OS) 1976 – Thaïlande (*; droite): Succès (OS) 1976 – Uruguay (Bordaberry; centre-droite): Succès (OS) 1977 – Pakistan (Bhutto; centre/nationaliste): Succès (OS) 1978 – République Dominicaine (Balaguer; centre): Succès (ED) 1979 – Corée du Sud (Park; droite): Succès (OS) 1979 – Nicaragua (Sandinistas; gauche): Échec (OS) 1980 – Bolivie (Siles; centriste/réformiste): Succès (OS) 1980 – Iran (Khomeini; Islamique nationaliste): Échec (OS) 1980 – Italie (*; gauche): Succès (ED) 1980 – Liberia (Tolbert; droite): Succès (OS) 1980 – Jamaïque (Manley; social démocrate): Succès (ED) 1980 – Dominica (Seraphin; gauche): Succès (ED) 1980 – Turquie (Demirel; centre-droite): Succès (OS) 1981 – Seychelles (René; socialiste): Échec (OS) 1981 – Espagne (Suarez; droite/neutre): Échec (OS) 1981 – Panama (Torrijos; militaire/réformiste populiste): Succès (OS) 1981 – Zambie (Kaunda; réformiste nationaliste): Échec (OS) 1982 – Maurice (*; centre-gauche): Échec (ED) 1982 – Espagne (Suarez; droite/neutralist): Succès (ED) 1982 – Iran (Khomeini; Islamic nationaliste): Échec (OS) 1982 – Chad (Ouéddei; Islamic nationaliste): Succès (OS) 1983 – Mozambique (Machel; socialiste): Échec (OS) 1983 – Grenade (Bishop; socialiste): Succès (UF) 1984 – Panama (*; réformiste/centriste): Succès (ED) 1984 – Nicaragua (Sandinistas; gauche): Échec (ED) 1984 – Surinam (Bouterse; gauche/réformiste/neutre): Succès (OS) 1984 – Inde (Gandhi; nationaliste): Succès (OS) 1986 – Libye (Qaddafi; Islamique nationaliste): Échec (UF) 1987 – Fiji (Bavrada; libéral): Succès (OS) 1989 – Panama (Noriega; militaire/réformiste populiste): Succès (UF) 1990 – Haïti (Aristide; libéral réformiste): Échec (ED) 1990 – Nicaragua (Ortega; Christian socialiste): Succès (ED) 1991 – Albanie (Alia; communiste): Succès (ED) 1991 – Haïti (Aristide; libéral réformiste): Succès (OS) 1991 – Irak (Husseïn; militaire/droite): Échec (UF) 1991 – Bulgarie (BSP; communiste): Succès (ED) 1992 – Afghanistan (Najibullah; communiste): Succès (OS) 1993 – Somalie (Aidid; right/militariste): Échec (UF) 1993 – Cambodge (Han Sen/ CPP; gauche): Échec (ED) 1993 – Burundi (Ndadaye; conservateur): Succès (OS) 1994 – El Salvador (*; gauche): Succès (ED) 1994 – Rwanda (Habyarimana; conservateur): Succès (OS) 1994 – Ukraine (Kravchuk; centre-gauche): Succès (ED) 1996 – Bosnie (Karadzic; centriste): Succès (OS) 1996 – Russie (Zyuganov; communiste): Succès (ED) 1996 – Congo (Mobutu; militaire/droite): Succès (OS) 1996 – Mongolie (*; centre-gauche): Succès (ED) 1998 – Congo (Kabila;

droite/militaire): Succès (OS) 1998 – États-Unis (Clinton; conservateur): Échec (OS) 1998 – Indonésie (Suharto; militaire/droite): Succès (OS) 1999 – Yougoslavie (Milosevic; gauche/nationaliste): Succès (ED) 2000 – États-Unis (Gore; conservateur): Succès (ED) 2000 – Équateur (NSC; gauche): Succès: (OS) 2001 – Afghanistan (Omar; droite/Islamiste): Succès (UF) 2001 – Bélarus (Lukashenko; gauche): Échec (ED) 2001 – Nicaragua (Ortega; Christian socialiste): Succès (ED) 2001 – Népal (Birendra; nationaliste/monarchiste): Succès (OS) 2002 – Venezuela (Chavez; réformiste-populiste): Échec (OS) 2002 – Bolivie (Morales; gauche/MAS): Succès (ED) 2002 – Brésil (Lula; centre-gauche): Échec (ED) 2003 - Irak (Husseïn; militariste): Succès (UF) Source: sandiego.indymedia.org ([Lien](#))

<http://echo-actu.blogspot.com/archive/2006/03/23/monde-liste-des-pays-ayant-subi-des-changements-de-regime-de.html#more>

\$\$\$\$\$\$\$\$ Mémoires d'un vieux pote à nous, disparu en 1983.

Memoirs of a Rebel Journalist: The Autobiography of Wilfred Burchett

George Burchett (ed.), Nick Shimmmin (ed.),
0868408425, UNSW PRESS, October 2005, 860pp.

As the first journalist to describe the aftermath of the atomic bomb in Hiroshima, Wilfred Burchett (1911—1983) has been widely recognised as one of the most important war correspondents in Australian history. For most of his working life, controversial Australian journalist Wilfred Burchett chose to report from the 'other side'. His unorthodox views and activities caused him to be labelled a traitor by many. Criticised ferociously by anti-communist groups and intelligence organisations in Australia and the US, the Australian Government denied him a passport for 17 years, forcing him to live in exile. At a time when much international reporting is dominated by 'spin' and propaganda, this compelling autobiography resonates with these issues facing journalism today.

\$\$\$\$\$\$\$\$ Une intéressante vidéo américaine qui rassemble les arguments sur lesquels se fonde le scepticisme à l'égard de la thèse officielle sur le Onze Septembre (1 h 21)

<http://www.barremore.net/404.html>

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml> . If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à < gazettegb@yahoo.fr

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to <gazettegb@yahoo.fr

Les anciens numéros sont en ligne à

<http://ggb.0catch.com>

Former issues are on line at the above URL

LES AUTRES PUBLICATIONS TRIMESTRIELLES DE L'AAARGH

<http://geocities.com/ilrestodelsiclo>

<http://litek.ws/aaargh>

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

The Revisionist Clarion

Il Resto del Siculo

Conseils de Révision

O revisionismo em lingua português

Arménichantage